

cyberpresse.ca

LA PRESSE



ANGELINA JOLIE DANS MR. & MRS. SMITH

FILMS D'ÉTÉ

PAS DE VACANCES POUR LES IDOLES

L'APERÇU DES FILMS DE MAI ET JUIN

CINÉMA PAGES 2 ET 3

BANDE-ANNONCE

DÉCOUVREZ NOTRE NOUVEAU SUPPLÉMENT

LE GUIDE HORAIRE À CONSERVER: ACTUALITÉS > STARS > DVD

CINÉMA PAGES 7 À 10



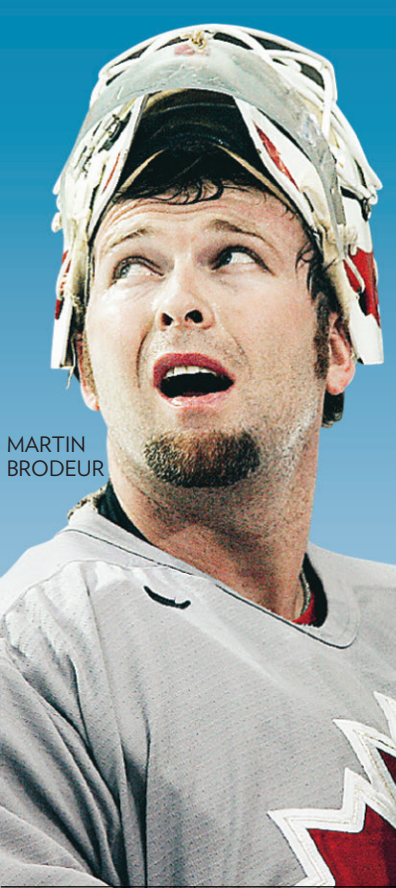
SOCIÉTÉ

ÊTRE ADO ET MAMAN

ACTUEL PAGES 1 ET 2

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE©

HOCKEY
TOUT SUR LE CHAMPIONNAT
SPORTS PAGES 1 À 4



Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
Il y aura foule aujourd'hui pour l'ouverture de la Grande Bibliothèque. Espérons que ce ne seront pas les mêmes personnes qui allaient aux matchs d'ouverture des Expos.

SOMMAIRE	
Astrologie du jour	VACANCES 18
Avis et encans	
CARRIÈRES	15
Bridge	VACANCES 19
Décès	P. ANNONCES 13 et 14
Échecs	VACANCES 19
Feuilleton	VACANCES 18
Forum	A 25 à 27
Grille des mordus	VACANCES 13
Horaire cinés	CINÉMA 7 à 10
Horaire télévision	ARTS 20
Jardiner	MON TOIT 17
Loteries	A 12
Mots croisés	VACANCES 18
Mot mystère	VACANCES 18
Observateur	VACANCES 18
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES 2
Restaurants	ACTUEL 6
Trait d'union	VACANCES 17
Vin	ACTUEL 5

SONDAGE EKOS-LA PRESSE-TORONTO STAR

REMONTÉE DU PLC

Le parti de Paul Martin supplante les conservateurs en Ontario

DENIS LESSARD

QUÉBEC – En chute libre après les révélations fracassantes de la com-

mission Gomery, les libéraux de Paul Martin semblent retrouver la faveur populaire. Champ de bataille crucial de la prochaine campagne électorale,

l'Ontario vient de tourner au rouge à nouveau. C'est ce que révèle un tout récent sondage EKOS, réalisé du 26 au 28 avril derniers auprès de 1212

personnes pour le compte de *La Presse* et du *Toronto Star*.

➤ Voir PLC en page A8

Il y a 60 ans, Hitler s'enlevait la vie



Cette photo fut prise le 25 avril 1945, quatre jours avant le suicide d'Adolf Hitler. On voit le Führer présidant une cérémonie au cours de laquelle il remet des décorations à des militants des Jeunesses hitlériennes.

Une semaine plus tard, l'Allemagne nazie capitulait

JUDITH LACHAPELLE

À 5 h du matin, le 30 avril 1945, les Russes ne sont qu'à une centaine de mètres de Berlin. Dans

son bunker, Hitler est résolu : pas question de capituler ni de tomber aux mains de l'ennemi, mort ou vif. À 14 h, il prend son dernier repas. « Le moment est venu.

C'est la fin. » Puis il s'enferme dans ses appartements avec sa jeune femme, Eva Hitler, née Braun.

La suite des événements a fait

l'objet de tant de supputations que, pendant des années, la mort d'Hitler a paru incertaine.

➤ Voir HITLER en page A8

Hydro-Québec renonce à l'énergie thermique

L'eau et le vent sont désormais les mamelles de la société d'État, selon le nouveau PDG

RUDY LE COURS

La croissance de la demande d'électricité sera désormais assurée par l'eau et par le vent.

« Tous nos nouveaux besoins peuvent être satisfaits par les énergies renouvelables », affirme Thierry Vandal, le nouveau président et chef de

la direction d'Hydro-Québec, qui a reçu *La Presse*, hier à ses bureaux.

Abandonnés, donc, les projets tels le Suroît, qui a sectionné le lien de confiance entre le monopole d'État et sa clientèle.

« En ce qui concerne le thermique, la page est tournée et je n'ai pas l'intention de la relire », précise sans

ambages celui qui a été nommé PDG le 6 avril dernier et qui se veut « l'homme de la continuité avec de nouvelles idées » pour succéder à André Caillé aux commandes de la plus lucrative des sociétés d'État. « On désire mettre de l'avant les conditions pour que la question ne se pose plus. »

Hydro-Québec se recentre donc sur sa mission telle que les citoyens l'ont toujours comprise : fournir aux Québécois de l'électricité produite à même les ressources naturelles renouvelables de son territoire.

La filière éolienne

À l'énergie du Nord, comme feu Robert Bourassa aimait appeler l'eau, s'ajoute le vent, dans le sens duquel M. Vandal veut désormais naviguer.

➤ Voir HYDRO en page A10

UN CLIC, PLUS DE VOLS, PLUS D'ÉCONOMIES AVEC LE PASSEPORT RAPIDAIR !

Le Passeport Rapidair[™] vous permet d'économiser jusqu'à 30%* sur vos vols entre Montréal et Toronto ou entre Ottawa et Toronto. Achetez en ligne 10 ou 20 crédits de vols et profitez d'une grande flexibilité, d'économies et de surclassements gratuits confirmés à l'avance. De plus, si vous achetez votre Passeport Rapidair d'ici le 31 mai 2005, vous obtenez 1 500 milles-bonis Aéroplan[™] pour 10 crédits de vols et 3 000 milles-bonis Aéroplan pour 20 crédits de vols. Ce Passeport Rapidair est disponible exclusivement en ligne, seulement sur aircanada.com!

Obtenez tous les détails sur aircanada.com, votre boutique d'achats centralisés ouverte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour vos besoins en matière de voyages aériens. Ou demandez à votre agent de voyages de réserver pour vous.

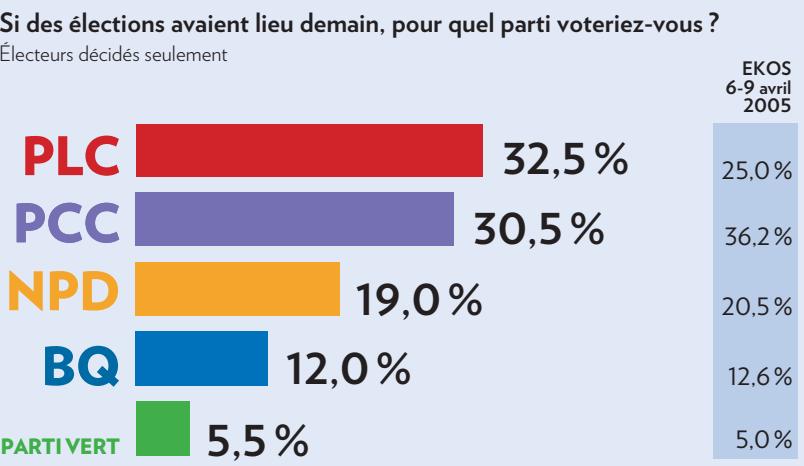
*La réduction est comparée au tarif Latitude pour les vols intérieurs et varie selon la destination. Vous devez être membre Aéroplan au moment de l'achat. Certaines conditions ou restrictions peuvent s'appliquer. L'offre est valable seulement pour les membres Aéroplan résidant au Canada. [™]Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan Société en Commandite. [™]Rapidair est une marque déposée d'Air Canada. MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

SONDAGE

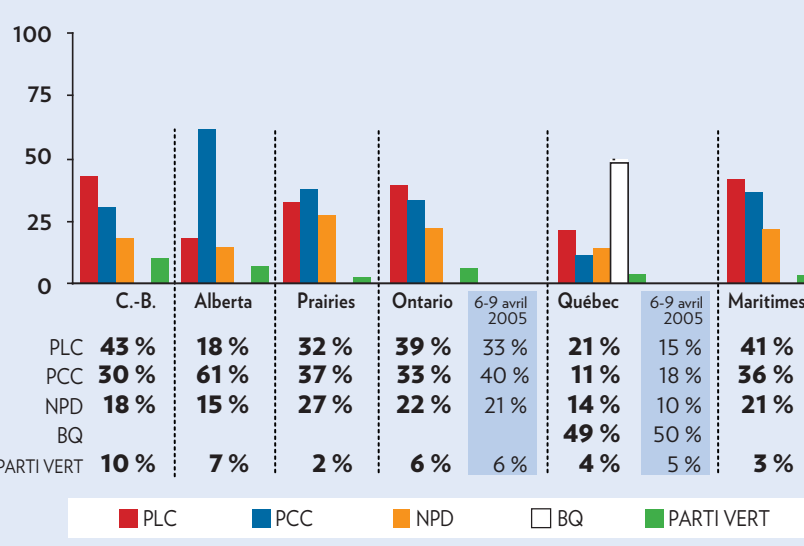
REMONTÉE DU PLC

SONDAGE EKOS - LA PRESSE - TORONTO STAR

INTENTIONS DE VOTE AU FÉDÉRAL



LA TENDANCE PAR PROVINCE



Les Canadiens, sauf au Québec, préfèrent de loin une alliance libérale—néo-démocrate à une alliance conservateurs-bloquistes.

Les libéraux rebondissent en Ontario. Aucun parti ne peut, actuellement, former un gouvernement majoritaire.

60 %

des Canadiens estiment qu'il est temps de changer de gouvernement à Ottawa.

50 %

des Canadiens ne peuvent pas envisager un gouvernement dirigé par Stephen Harper.

51 %

des Canadiens espèrent que les prochaines élections permettront d'élire un gouvernement stable et majoritaire.

46 %

des Canadiens estiment qu'aucun parti fédéral ne mérite d'obtenir une majorité de sièges à Ottawa.

62 %

pensent que Paul Martin devrait être tenu responsable du gâchis du scandale des commandites.

Mais partout au Canada, sauf en Alberta, les Canadiens estiment que Paul Martin est le chef qui peut le mieux défendre les intérêts du pays.

MÉTHODOLOGIE : Ce sondage EKOS a été réalisé par téléphone pour le compte de La Presse et du Toronto Star, du 26 au 28 avril 2005, auprès de 1212 Canadiens âgés de 18 ans et plus. La marge d'erreur est de 2,8 points de pourcentage 19 fois sur 20 ; elle s'accroît lorsque les résultats sont répartis par province.



Exactement un électeur sur deux dit qu'il ne peut imaginer le conservateur Stephen Harper comme premier ministre. Mais avant d'être élu, en 1993, Jean Chrétien n'obtenait pas davantage la faveur populaire...

Paul Martin a des comptes à rendre

Les commandites jugées plus durement que des élections hâtives

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les électeurs Québécois sont les plus insatisfaits du Canada quant à la gestion du gouvernement fédéral. Tandis que dans l'ensemble du pays on reste très partagé, deux Québécois sur trois pensent que le pays « va dans la mauvaise direction ».

Comme à la veille des élections de l'an dernier, 69 % des gens pensent que les prochaines élections donneront un gouvernement minoritaire. Or, seulement 38 % des répondants estiment qu'un gouvernement minoritaire serait une bonne chose. Cinquante-quatre pour cent pensaient la même chose avant le scrutin de l'an dernier. Inversement, 56 % des gens jugent préférable un gouvernement majoritaire, 13 % de plus qu'avant les élections de 2004.

Le sondage EKOS, réalisé cette semaine pour *The Toronto Star* et *La Presse*, explore les perceptions des électeurs sur les points forts et les handicaps des différents chefs de partis.

D'abord, 62 % des répondants estiment que, à titre d'ex-ministre des Finances et acteur important du gouvernement fédéral depuis 1993, le premier ministre Martin devrait « rendre des comptes sur le désastre des commandites ». Seulement 32 % des gens estiment qu'il n'a guère à voir avec ce dérapage et devrait être félicité pour le déclenchement de l'enquête Gomery.

Exactement un électeur sur deux dit qu'il ne peut imaginer le conservateur Stephen Harper comme

premier ministre alors que 29 % pensent le contraire. Mais avant d'être élu, en 1993, Jean Chrétien n'obtenait pas davantage la faveur populaire.

En dépit de la remontée des libéraux à l'échelle nationale, les conservateurs, peuvent se raccrocher à plusieurs constats d'EKOS : 60 % des gens, et 58 % des indécis, sont d'avis que le Canada a besoin de changer de parti au pouvoir. Des scores comparables à ceux observés avant les élections de 2004.

Seulement 32 % des gens estiment qu'il n'a guère à voir avec ce dérapage et devrait être félicité pour le déclenchement de l'enquête Gomery.

Autre baume sur les plaies de M. Harper, 35 % des électeurs croient qu'il faudrait punir le parti qui lancerait prématurément le pays en campagne électorale, mais 37 % pensent le contraire. En revanche, 52 % estiment qu'il faut punir le parti responsable du scandale des commandites, une réprobation que jugent inutile 24 % des répondants seulement.

Duceppe et Harper champions

EKOS observe aussi que, au Québec comme en Alberta, Gilles Duceppe et Stephen Harper sont clai-

rement vus comme les champions de la défense de l'intérêt de leur province. M. Duceppe obtient la palme aux yeux de 55 % des Québécois tandis que M. Harper est le champion de 52 % des Albertains. M. Martin est vu comme un défenseur des intérêts locaux par les gens de Colombie-Britannique, de l'Ontario, et des provinces maritimes.

Les choses changent quand on demande qui serait le meilleur chef dans l'intérêt de tout le Canada. M. Martin domine alors clairement dans toutes les provinces hormis l'Alberta, où il est nettement devancé par Stephen Harper. Au Québec M. Martin est ex aequo avec M. Harper à titre de meilleur chef national avec 24 %, contre 23 % pour le leader conservateur.

Les enjeux chers aux électeurs canadiens n'ont guère changé depuis un an ; les questions sociales restent dominantes pour 47 % d'entre eux (53 % il y a un an). Inversement, l'économie et la création d'emploi prennent plus de place ; un électeur sur quatre (25 %) y voit l'enjeu le plus important, contre 15 % il y a un an.

Enfin, les électeurs sont partagés quant à la nécessité d'obtenir un gouvernement majoritaire au lendemain des prochaines élections puisque 51 % pensent qu'il vaudrait mieux avoir « un peu de stabilité au gouvernement », mais 46 % pensent qu'aucun parti « ne mérite de détenir une majorité ».

Économisez avec les bas tarifs d'Air Canada pour les grandes villes nord-américaines.

Canada – Tarifs Tango, ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :

HALIFAX	TORONTO	WINNIPEG	CALGARY	VANCOUVER
119\$	134\$	149\$	209\$	239\$

États-Unis – Tarifs ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :

PHILADELPHIE WASHINGTON, D.C.	MIAMI / TAMPA FORT LAUDERDALE	DENVER	LAS VEGAS	SAN FRANCISCO
120\$	196\$	208\$	230\$	234\$

3305583A

Réservez sur [aircanada.com](#) et obtenez des milles-bonis Aéroplan^{MD}.

Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262.

Gagnez du temps ! Pour tous nos vols, vous pouvez vous enregistrer et imprimer votre carte d'accès à bord sur [aircanada.com](#)

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

DESCENDRE D'UNE GRANDE FAMILLE.

Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 5 \$ additionnels par personne (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Destinations canadiennes: le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Les billets doivent être achetés au plus tard le 4 mai 2005. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 22 juin 2005. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 6 \$, ne sont pas inclus. Destinations américaines: le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Les billets doivent être achetés au plus tard le 2 mai 2005. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 17 juin 2005. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 12 \$, ne sont pas inclus. Les tarifs publiés ne sont pas offerts pour les voyages entre le 27 et le 30 mai 2005. Destinations canadiennes et américaines: les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Un séjour minimal ou maximal et d'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada, de la société en commandite Jazz Air (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz), de United Airlines, de SkyWest ou d'Air Wisconsin (faisant affaire sous le nom de United Express). *Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. **Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan Société en Commandite.

PRÉCAMPAGNE UNE PLUIE DE MILLIONS



Le premier minstre Paul Martin n'est pas en campagne électorale. D'ailleurs, hier, il a pris le temps d'aller s'amuser avec les enfants d'une garderie de Regina, en Saskatchewan. Pendant ce temps, les millions fédéraux ont continué de pleuvoir d'un océan à l'autre...

La distribution de millions bat son plein

Les libéraux en campagne

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Ils ont beau prétendre le contraire, les partis politiques fédéraux sont bel et bien en campagne électorale.

Le premier ministre Paul Martin n'a cessé de répéter depuis plus d'une semaine qu'il ne veut pas d'élections générales au printemps — alors que ses ministres, ses députés et lui-même sillonnent le pays depuis des jours comme s'ils étaient au plus fort de la lutte.

Et que dire de cette pluie d'annonces de financement qui s'abat sur le pays comme une nuée de sauterelles ? Toute la semaine, sans compter la journée d'hier, les libéraux ont annoncé pas moins de 79 projets, que ce soit pour la lutte contre la surpêche ou l'aide aux personnes âgées. Hier, le ministre Jean Lapierre a confirmé de nouveaux investissements de 269 millions dans les infrastructures du Québec. Le premier ministre, lui, a fait pleuvoir la manne libérale au Manitoba, avec un premier accord sur son programme universel de garderies qui se chiffre à 176 millions en cinq ans. Il a fait de même en Saskatchewan avec un cadeau de 146 millions. L'Ontario touchera pour sa part, cette année seulement, 280 millions pour les garderies et 602 millions pour le logement social. Paul Martin fera ces annonces la semaine prochaine. À l'heure actuelle,

ne manquerait-il que les avions et les autocars de campagne pour rendre la course officielle ? Même pas. Le NPD a déjà choisi et réservé son avion. Le Parti conservateur, si l'on en croit le coprésident de la campagne, Michael Fortier, a mobilisé ses troupes. Au Québec notamment, nous avons des candidats possibles dans près de 80 % des circonscriptions. Et dans cinq circonscriptions — ce qu'on n'a pas vu chez nous depuis des années

« Nous travaillons actuellement avec la très grande possibilité qu'il y aura des élections ce printemps, même si ce n'est pas ce que nous souhaitons. »

au Québec — il y aura des assemblées d'investiture. »

Michel Gauthier, le président de la campagne du Bloc québécois, fredonne avec un certain enthousiasme le même air. « Tous nos locaux sont loués pour l'organisation centrale du parti, confie-t-il. Tous nos gens sont trouvés. Les postes sont comblés à 95 %. La démarche pour les assemblées rapides d'investiture est acceptée, le calendrier de ces assemblées dans les circonscriptions est prêt. Le thème de la campagne est choisi. Les autocars sont réservés et ils passeront probablement à la peinture la semaine prochaine. Notre plate-forme électorale a été ap-

prouvée hier en réunion. Nous sommes prêts à 95 %. »

Quant aux libéraux, ils fourbissent aussi leurs armes :

« Nous travaillons actuellement, affirme le directeur national du Parti libéral, Steve McKinnon, avec la très grande possibilité qu'il y aura des élections ce printemps, même si ce n'est pas ce que nous souhaitons. Nous agissons en tenant pour acquis qu'il y aura des élections. Nous se-

rons effectivement prêts lorsque le gouvernement tombera en Chambre. »

La chasse aux candidats

Mais les libéraux réussiront-ils à trouver des candidats dans les 75 circonscriptions du Québec ? Ont-ils les ressources financières actuellement pour mener une campagne électorale à fond de train ? L'effet Gomery ne joue-t-il pas sur leur capacité de mobiliser tout leur monde ?

Un courriel de l'organisation libérale au Québec daté du 28 avril, que *La Presse* a obtenu, témoigne des difficultés qu'éprouvent les libéraux à trouver des candidats dans les châteaux

forts du Bloc. Le courriel en question, signé Monique Joachim, indique que l'aile québécoise du PLC recherche une candidate haïtienne pour la circonscription de la Pointe-de-l'Île, à Montréal. « La personne intéressée n'aura rien à déboursier de sa poche, lit-on dans ce courriel. Le Parti libéral du Canada défraie les coûts reliés aux élections. On lui constituera une équipe pour l'accompagner. »

35... ou 45 jours ?

Côté financier, aussi bien les conservateurs que les libéraux affirment que la campagne électorale leur coûtera respectivement entre 17 et 20 millions de dollars. Pour le Bloc, qui ne fait campagne qu'au Québec et qui avait déjà prévu des dépenses électorales cette année, la facture montera, selon Michel Gauthier, à 8 millions.

Évidemment, ces coûts pourraient être plus élevés si la campagne dépasse la durée minimale de 35 jours, comme le veut la rumeur quart d'heure. Les libéraux songent peut-être à allonger la bataille électorale à 40 ou 45 jours. Ils croient que Stephen Harper ne pourra soutenir une campagne aussi longue sur le seul thème du scandale des commandites.

« Ils ne sont pas plus équipés pour faire 45 jours que l'opposition, a réagi Michel Gauthier. Je pense que les libéraux vont avoir très hâte qu'arrive le 36^e jour. »

PLUIE DE MILLIONS

L'argent fédéral pleut, en voici quelques exemples :

> Le gouvernement a annoncé hier des investissements de 269 millions dans les infrastructures de transport du Québec.

> Paul Martin a signé hier deux accords, l'un avec le Manitoba, qui reçoit 176 millions pour mettre sur pied un système universel de garderies, et l'autre avec la Saskatchewan, qui reçoit 146 millions pour un projet similaire.

> L'Ontario recevra la semaine prochaine 602 millions pour financer le logement abordable.

> M. Martin annoncera la semaine prochaine un accord de 280 millions avec l'Ontario pour les garderies.

> Ottawa a annoncé un investissement de 315 millions pour Parcs Canada dans la ville de Québec.

> 300 millions ont été accordés à la ville de Hamilton pour la sécurité marine.

Enfin, si le parfum d'élections est si capiteux en ce moment, c'est que l'opposition croit que Paul Martin préférera choisir lui-même le jour et le motif de la chute de son gouvernement et qu'il n'attendra pas de tomber sur une motion de censure liée au scandale des commandites.

Le poker de Harper



VINCENT MARISSAL

CHRONIQUE

Avec un sens de la formule qui est devenu sa marque de commerce auprès des journalistes qui le connaissent, le président d'EKOS, Frank Graves, résume ainsi son dernier sondage : « Un électorat divisé soupesant ses choix pour une élection dont il ne veut pas. » Voilà qui dit tout.

Les Canadiens soupèsent leurs choix pour une simple raison : Stephen Harper n'arrive pas à s'imposer. S'il y a une chose que les deux plus récents sondages nationaux (celui de Strategic Counsel publié hier dans *The Globe and Mail*) indiquent, c'est que le chef conservateur aura du travail à faire pour convaincre les Canadiens de lui confier les clés du 24, chemin Sussex.

L'enquête d'EKOS démontre

qu'une majorité de Canadiens (les deux tiers) pensent qu'il est temps de mettre le gouvernement libéral à la porte, mais ils ne voient pas M. Harper remplacer Paul Martin.

On a beaucoup dit que la prochaine campagne électorale sera le procès des libéraux. Elle sera aussi le test ultime pour Stephen Harper. S'il n'arrive pas à faire mieux que ce qu'indiquent les sondages, malgré les déboires des libéraux, les conservateurs lui montreront la sortie. Ce n'est pas un hasard si le nom de Bernard Lord revient dans l'air ces temps-ci.

Il faut dire que Stephen Harper a été particulièrement mauvais depuis un an. Il s'est fait un tort considérable, en février, en endossant avec enthousiasme le budget Goodale. Son acharnement (inexplicable en termes juridiques) à vouloir interdire les mariages gais ne l'a pas aidé non plus. Et puis, maintenant, il doit se défendre de « coucher » avec les « séparatistes » du Bloc québécois. Ça fait beaucoup de choses en même temps pour un politicien froid et peu charismatique.

« Stephen devra se battre, il le sait. Il devra se battre pour prouver qu'il peut faire mieux que Paul

Martin », résume un de ses proches conseillers.

Chose certaine, Stephen Harper ne peut plus reculer sans perdre la face, lui qui s'est « peinturé dans le coin » en affirmant publiquement qu'il demandera à ses députés de défaire le gouvernement libéral à la première occasion.

Sale temps pour les fédéralistes

Ce qui est le plus surprenant dans les sorties récentes d'Alfonso Gagliano, ce n'est pas tant qu'il ait raison ou tort, mais bien qu'elles aient fait tant de bruit.

M. Gagliano, coincé de toutes parts à la commission Gomery, manque probablement un peu de recul pour affirmer que les événements en cours ouvrent une voie royale à la souveraineté.

C'est bien le même homme qui est encore aujourd'hui persuadé que les Québécois sont devenus fédéralistes à la fin des années 90 à force de voir des drapeaux canadiens dans tous les festivals de la galette ou du cochon du Québec.

Le même homme, tellement déconnecté de la réalité qu'il n'exclut pas de revenir un jour en politique (la rumeur a couru il y a quelques

semaines qu'il pourrait même se présenter aux prochaines élections dans Honoré-Mercier).

Le même homme qui s'est contredit si souvent durant ses nombreux témoignages devant le comité des comptes publics ou devant la commission Gomery qu'il doit avoir des noeuds dans la mémoire. Le même homme qui a dépensé des milliers de dollars de fonds publics pour inaugurer une « place du Canada » en Italie.

Alfonso Gagliano a raison sur un point, toutefois : les fédéralistes passent un mauvais quart d'heure. Et ça, ce n'est pas à cause de la commission Gomery, mise sur pied par Paul Martin, mais bien à cause du scandale des commandites, dont Alfonso Gagliano est un des principaux acteurs. Plus encore, on le voit bien avec les nominations partisans des juges et les retours d'ascenseurs aux amis du régime, les Québécois (c'est apparemment moins vrai ailleurs au pays) sont dégoûtés par le régime libéral dans lequel M. Gagliano jouait un rôle majeur.

De là à mener le Québec sur l'autoroute de la souveraineté, comme le prédit M. Gagliano, il y a une marge.

Ce ne sont pas seulement les souverainistes qui sont en colère, ce sont les Québécois, ce qui explique que le Bloc récolte plus de 50 % des intentions de vote. Or, les Québécois peuvent très bien voter pour le Bloc québécois, ils pourraient même élire cinq douzaines de ses députés, cela ne veut pas dire qu'ils voteront Oui à un hypothétique référendum dans trois, quatre ou cinq ans.

Au contraire, avec une si forte délégation de souverainistes à Ottawa, dont le but est de « défendre l'intérêt du Québec », les Québécois peuvent s'offrir un morceau de souveraineté sans avoir à commettre le geste de rupture définitif.

La théorie n'est pas nouvelle et elle n'a pas été inventée dans cette chronique. C'est Lucien Bouchard lui-même qui en parlait il y a plus de 10 ans. « Le succès du Bloc québécois se mesurera à la brièveté de son séjour à Ottawa », disait-il, ajoutant que le parti souverainiste ne doit pas devenir la « police d'assurance » de la souveraineté.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

Prix Chocs!

Nikon
NUMÉRIQUE



Caméra numérique COOLPIX 4600

- 4.0 mégapixels
- Zoom optique 3x
- Zoom numérique 4x
- Écran ACL 1.8"
- 14 Mo de mémoire interne

ÉPARGNEZ 30\$
298⁸⁸
Rég.: 328⁸⁸

Correction des yeux rouges intégrée!



OLYMPUS®

Caméra numérique C5500

- 5.1 mégapixels
- SportZoom optique 5x
- Zoom numérique 4x
- Moniteur ACL de 2.5 pouces
- Correction d'effets yeux rouges intégrée
- 15 prises de vue • Vidéo avec audio
- Stabilisateur d'image en mode vidéo
- Interface USB 2.0

ÉPARGNEZ 40\$
458⁸⁸
Rég.: 498⁸⁸

Panasonic
LUMIX



Caméra numérique Lumix DMC-FZ20S

- 5.0 mégapixels • Zoom optique 12x
- Zoom numérique 4x • Écran ACL 2.0"
- Stabilisateur d'image
- Mode vidéo avec audio
- Viseur électronique
- Média SD / MMC • Fonction Macro
- Chargeur de piles inclus
- Mise au point automatique et manuelle

ÉPARGNEZ 70\$
728⁸⁸
Rég.: 798⁸⁸

JVC



Caméscope Mini-DV

- Zoom optique 10x
- Zoom numérique 500x
- Écran ACL 3.0"
- Viseur couleur
- Stabilisateur d'image • Mode Photo
- Emploie la cassette Mini-DV

ÉPARGNEZ 200\$
698⁸⁸
Rég.: 898⁸⁸

Quantité limitée



SAMSUNG

Moniteur ACL 17"

- Résolution 1280 x 1024
- Ratio de contraste 600:1
- Temps de réponse 12ms
- 0.26mm détail graphique
- Interface 15 pin d-sub

NOUVEAU MODÈLE!
378⁸⁸

TOSHIBA

Processeur Intel® Centrino® - 1.7 GHz

- Mémoire: 512 Mo
- Disque rigide: 80 Go
- DVD +/- RW Super Multi
- Port sans-fil 802.11G
- Écran panoramique de 15.4" avec technologie TruBrite
- Windows XP édition familiale



ÉPARGNEZ 500\$
1898⁸⁸
Rég.: 2398⁸⁸

M30-001

Panasonic

MP3



SCAK320

Mini-chaîne avec changeur 5 DC

- Puissance audio totale de 300 watts
- Compatible CD-R / RW, MP3
- Magnétocassette double
- Syntoniseur synthétisé numérique

ÉPARGNEZ 70\$
198⁸⁸
Rég.: 268⁸⁸

YAMAHA



Ensemble cinéma maison

- Récepteur de 5 x 100 watts
- Décodeurs DTS, Dolby®Digital, Dolby®ProLogic II
- 4 enceintes satellites
- 1 enceinte centrale
- Caisson d'extrêmes-graves amplifié 100 watts

ÉPARGNEZ 150\$
398⁸⁸
Rég.: 548⁸⁸



SONY

Téléviseur ultraplat 27"

- Tube-image plat
- Aspect d'écran 4:3
- Filtre en peigne numérique à 3 lignes
- Entrée(s) vidéo à composants, S-Vidéo, composites
- Sortie(s) audio fixe et variable
- Sonorité ambiophonique simulée

ÉPARGNEZ 110\$
468⁸⁸
Rég.: 578⁸⁸



SAMSUNG

Projection écran panoramique 52"

- Compatibilité d'affichage TVHD (1080i)
- Aspect d'écran 16:9 • Filtre en peigne numérique
- Convergence Auto Perfect Focus™
- 5 modes de visionnement
- Entrée vidéo à composants, S-Vidéo et composites
- Puissance audio totale 30 watts
- Sonorité stéréo avec BBE®
- Balayage d'ajustement 24 images (réduction 3:2)

ÉPARGNEZ 400\$
1588⁸⁸
Rég.: 1988⁸⁸



MP3

Lecteur numérique MP3 personnel iPod

- 20 Go de mémoire
- Jusqu'à 5000 chansons en stockage
- 12 hrs d'autonomie approx.

379⁸⁸



RCA

Lecture CD-R-RW

Portatif avec lecteur DC

- Syntoniseur AM/FM
- Opération CC/CA
- Amplificateur de basses dynamique

44⁸⁸

Panasonic



Téléviseur plasma écran panoramique 42"

- Aspect d'écran cinéma 16:9 • Moniteur TVHD (1080i)
- Rapport de contraste 4000:1 • Résolution 852 x 480
- Compatibilité d'affichage 480p • Interface DVI
- Balayage progressif • Entrée(s) vidéo + PC (RGB)

ÉPARGNEZ 1000\$
2998⁸⁸
Rég.: 3998⁸⁸



SAMSUNG

Projection DLP écran panoramique 56"

- Aspect d'écran 16:9 • Compatibilité d'affichage TVHD (720p)
- Télécommande multifonctions • Entrée PC
- Entrée(s) numérique DVI, HDMI
- Filtre en peigne 3D Y/C à 4 bits
- Entrée vidéo à composants et composites
- Sortie audio fixe/variable • Syntoniseur NTSC
- Image sur image • Sonorité TruSurround® SRS®
- Balayage d'ajustement 24 images (réduction 3:2)

Meuble GRATUIT (valeur de 500\$)

ÉPARGNEZ 1500\$
2998⁸⁸
Rég.: 4498⁸⁸

INFORMEZ-VOUS
EN LIGNE!

WWW.DUMOULIN.COM

Dumoulin
Électronique • Informatique • Photo • Communications

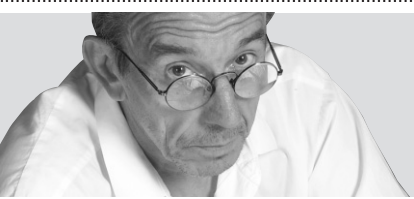


1-877
DUMOULIN

- MONTRÉAL 2050, boul. St-Laurent (Près Sherbrooke) • 368, rue Ste-Catherine O. (coin Bleury) • 8990, boul. l'Acadie (Nord Métropolitaine) • 5485, rue des Jockeys (Décarie/Blue Bonnets)
- ST-LÉONARD 6852, rue Jean-Talon E. (Langelier/Galerie d'Anjou) • LASALLE 7197, boul. Newman (Près Carrefour Angrignon) • WEST ISLAND 2315, Transcanadienne (des Sources) • FAIRVIEW PONTE-CLAIRE
- LAVAL 1599, autoroute 440 O. (Voie service sortie boul. Industriel) • CARREFOUR LAVAL • CENTROPOLIS (avenue Pierre-Péladeau) • PLACE ROSEMÈRE (entrée face à rue Le Boulthillier)
- BOUCHERVILLE 582, chemin De Touraine (près du IKEA) • BROSSARD 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • PROMENADES ST-BRUNO • GATINEAU 195, Bellehumeur

- DRUMMONDVILLE 740, boul. St-Joseph • GRANBY 633, rue Dufferin • GRAND-MÈRE 2601, 6^e Avenue • HAWKESBURY 1404, rue Principale E. (ON) • JOLIETTE 404, rue St-Viateur • LA SARRÉ 31, 5^e Avenue E. • LA TUQUE 544, rue Commerciale
- MANIWAKI 149, boul. Desjardins • ROUYN-NORANDA 463, Larivière • SHAWINIGAN 4370, boul. Royale • SHERBROOKE 1112, rue du Conseil / 2222, rue King O. / Carrefour de l'Estrie (Mail central) • SOREL-TRACY 1815, boul. Fiset
- ST-HYACINTHE 2487, av. Ste-Anne • ST-JEAN 391, du Séminaire • STE-MARTINE 789, St-Jean-Baptiste • VAL-D'OR 1817, 3^e Avenue • VALLEYFIELD 1045, Mgr Langlois • VICTORIAVILLE 525, boul. Bois-Francis Sud • TROIS-RIVIÈRES 2255, boul. des Récollets

Certains produits sont en quantités limitées et ne sont pas disponibles dans toutes les succursales. Offre pour un temps limité. Les illustrations peuvent différer. Détails en magasin. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.



PIERRE FOGLIA

Ça prend quelqu'un

Quand j'étais petit, ma mère faisait le ménage dans une bibliothèque. C'était dans une ville du nord-est de la France, Romilly-sur-Seine, où mes parents avaient immigré et où j'ai grandi. Il y avait à Romilly (il y a peut-être toujours, d'ailleurs) des ateliers SNCF qui employaient plus de 1000 cheminots (c'est ainsi que l'on nomme les ouvriers du chemin de fer). Pas très loin de la gare, les cheminots avaient leur club social, une salle de cinéma, un gymnase, un boulodrome et cette bibliothèque où ma mère faisait le ménage. Je l'accompagnais. On y était à six heures du matin, c'est dire qu'on se levait à cinq. Ma mère frottait le plancher à genoux. Moins je faisais la poussière et les vitres.

J'avais 11 ou 12 ans. Je passais le chiffon sur les étagères, c'était un peu plus long pour les vitres, mais je finissais bien avant maman et, en l'attendant, je lisais.

Quand je raconte cette histoire, c'est pour dire *bref*, le goût de la lecture (et de l'écriture) m'est venu d'un lieu où je ne serais jamais allé — du moins pas si tôt dans ma vie — n'eût été cette fréquentation fortuite.

À bien y repenser, ce n'est pas vrai. C'est vrai que je finissais avant maman et que je lisais, mais ce n'est pas vrai que le goût de li-

re me vient de là. Ce n'est pas vrai non plus, comme je l'entends dire ces jours-ci dans les commentaires inspirés par l'ouverture de la Grande Bibliothèque, ce n'est pas vrai que le goût de lire (et de la culture en général) vient spontanément dans un environnement de livres. Comme si s'opérait une magie, comme si le goût de lire s'attrapait par osmose.

Le goût de lire passe par QUELQU'UN. Il n'est pas inutile de le rappeler au lendemain de l'ouverture officielle de notre Grande Bibliothèque. Qu'elle soit petite et dégarnie ou très grande, très complète, très belle comme celle de Mme Bissonnette, une bibliothèque reste un équipement, une ressource. Comme, par exemple, l'aéroport de Mirabel, qui est aussi un équipement très beau, très grand. Vous me suivez ? Non, vous ne me suivez pas. Vous pensez que je suis en train de passer très haut au-dessus de la Grande Bibliothèque comme un Airbus, alors que je suis en train de réécrire le papier que j'ai fait pour l'inauguration des méga-nouvelles-presses de *La Presse*. J'étais allé composer mon article à la main, dans le plus vieil atelier typographique de la ville. Pour rappeler qu'un équipement reste un équipement, une structure une structure. Qui ne fonde rien. Qui ne

fait rien naître. Ça prend quelqu'un.

Le goût de lire ne me vient pas de la fréquentation fortuite de la bibliothèque des cheminots de Romilly. Elle me vient de l'instituteur de mon école communale. Le dernier quart d'heure de sa classe était consacré à la lecture. Pas un exercice de lecture, un moment de lecture. Il nous lisait *Croc-Blanc*, de Jack London. Quand on avait été insupportables dans la journée, pas de *Croc-Blanc*. Alors on protestait tous ensemble, *Croc-Blanc*, m'sieur, *Croc-Blanc*... Le même nous faisait aussi réciter du *Apollinaire* par cœur, *vienne la nuit sonne l'heure/les jours s'en vont je demeure*. Bien sûr, lorsque cette sublime sobriété s'infuse dans la tête d'un enfant de 12 ans, le risque, c'est que, devenu grand, cet enfant trouve que les chansons de Linda Lemay dégagent un léger ennui. Mais bon, on ne le dit pas assez souvent, il y a aussi quelques inconvénients à la culture.

J'entendais cette semaine des gens déplorer l'indigence de la bibliothèque de l'école de leurs enfants. Il n'y avait pas de bibliothèque à l'école où j'allais. Il y avait seulement cet instituteur qui nous lisait *Croc-Blanc*. Et nous faisait réciter Apollinaire. L'envie de lire ne vient pas aux enfants par contamination par les livres, elle

vient par quelqu'un. Si j'avais des enfants au primaire, je ne m'inquiéterais pas de l'état de la bibliothèque de leur école, je m'inquiéterais de ce quelqu'un. Surtout si c'est une de ces jeunes institutrices fraîchement émoulues de notre merveilleux programme de formation des maîtres. Quel est le titre du dernier livre que vous avez lu, mademoiselle la maîtresse de mes enfants ? C'était quand ? Pouvez-vous me réciter deux vers de Miron ? Ou de Saint-Denys-Garneau, ou de Brault ou de Godin, ou de n'importe quel poète de ce pays ? Et ça ? *Il y a une fille dans un poème/ Mais pour l'instant elle est dans un bar/Elle attend que son chum revienne/Elle lui a prêté son argent/à part elle, tout le monde dans le bar sait qu'il ne reviendra pas...* Ah non, non, c'est pas Paul-Marie Lapointe, pas du tout, c'est Patrice Desbiens. Et vous ne le trouverez pas à la Grande Bibliothèque. Mais pas loin. Au Cheval Blanc, Ontario et Saint-Hubert.

J'ai fréquenté assidûment deux bibliothèques dans ma vie sans jamais leur emprunter aucun livre. J'allais y lire les miens. Anyway, à celle où je faisais le ménage avec ma mère, les livres étaient réservés aux seuls cheminots. J'y arrivais avec le tome 3 de *Sans Famille* (Hector Malot), ou avec *Pas-*

d'orchidées pour miss Blandish (le premier Hadley Chase, qui était aussi un des tout premiers de la Série noire). Parfois, la bibliothécaire arrivait avant que nous ayons fini, montrez-moi cela, jeune homme, et de s'alarmer : je lisais des choses qui n'étaient pas de mon âge. Ma mère lui répondait qu'il n'était pas de mon âge non plus de me lever à cinq heures du matin pour l'aider à faire le ménage, ma quasi veuve voulez, madame, j'ai fait la phlébite et j'épépa rester debout comme avant.

Je disais deux bibliothèques. L'autre, c'est la Saint-Sulpice, qu'on vient de fermer, rue Saint-Denis. J'y allais pour le soleil d'hiver à travers les vitraux, le silence plein de toussotements, la patine des tables. J'y corrigais les travaux de mes étudiants. J'y lisais peu : la lecture, même celle du journal, y prenait une sonorité liturgique qui finissait par m'oppresser.

J'irai à la nouvelle sans rancune. J'attendrai quelques semaines que les badauds aient fini d'en faire le tour. Et tiens, c'est une idée, j'irai peut-être avec Patrice Desbiens. J'irai le chercher dans le bar où il se tient, j'y dirai c'est bien toi qui as écrit *au coin de Mont-Royal et Saint-Denis il y a plus de poètes que de poésie* ? Viens, je t'emmène rue Berri, tu me diras s'il y a quelqu'un.



JUSQU'À 2 MOIS
DE CONGÉ!*

ALTIMA

LOUEZ À PARTIR DE

257\$_{/MOIS}[†]

1 000\$ D'OPTIONS SANS FRAIS^{††}:

- jantes en alliage de 16 po
- siège du conducteur à 8 réglages électriques
- commandes audio montées sur le volant
- ordinateur de bord
- dispositif antivol
- et beaucoup plus!

O\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

MAXIMA

LOUEZ À PARTIR DE

399\$ /MOIS†



MURANO

LOUEZ À PARTIR DE

469\$ /MOIS†



Le VUS de 6 cylindres à traction intégrale / 4 roues motrices offrant

la meilleure consommation d'essence au Canada**

[illegible]



Entre 20 000 et 30 000 personnes sont attendues à la Grande Bibliothèque en fin de semaine.

Spécial du jour

0/10

c'est gagnant!

Jouez à Banco mise 10 du 4 avril
au 21 juin et si aucun de vos 10 numéros
n'est pigé parmi les 20 tirés,
vous gagnez quand même.

Choisissez votre mise. Choisissez vos numéros.
Faites vos choix.

18 ans +

www.loto-quebec.com

The ticket shows the 'Extra' logo and a grid of numbers from 1 to 69. It includes sections for 'Combien de numéros?' (How many numbers?) and 'MISE-ÉCLAIR QUICK PICK'. The bottom right corner features the Loto Québec logo and the text 'LOTO QUÉBEC'.

RIMA ELKOURI › LA VIE LA VILLE

rima.elkouri@lapresse.ca

Au royaume de Simcha

Dans la vitrine, des affiches d'un autre temps annoncent de la choucroute maison, du chou et des cornichons marinés...

«Vous voulez goûter?» me dit l'épicier en sarrau, en pointant les grands bacs de plastique blanc à ses pieds.

La choucroute et le chou, non merci. Mais le cornichon, je veux bien. Le vieil homme saisit la pince en bois posée sur la caisse pour aller à la pêche au cornichon. Il me tend sa prise ruisselante.

Simcha Leibovich vend ses cornichons sur la *Main*, à l'angle de la petite rue Napoléon, depuis... Depuis quand, déjà, M. Leibovich? «Depuis 1966», dit-il. Mais il a commencé à nourrir la *Main* dès 1960, précise-t-il, au défunt marché Saint-Jean-Baptiste, à l'angle de la rue Rachel.

Le boulevard Saint-Laurent, dont on célèbre en grande pompe les 100 ans, c'est «sa» rue, dit l'homme qui appartient au cercle de plus en plus restreint de commerçants juifs de la *Main*. À la mi-juin, il sera de ceux qui écriront leurs souvenirs dans le Grand Livre de la *Main*, déposé au parc du Portugal. «En français, en anglais, en roumain, peu importe. Vous avez des choses à dire», lui a dit Ghislain Dufour, de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent.

Des choses à dire? M. Leibovich hausse les épaules. «Je suis juste un gars qui vend de patates...» Dans sa fruiterie, le temps semble avoir été mis entre parenthèses. Ce béret de laine, cette vieille caisse qui résonne, cette boîte de purée de citrouille posée



dessus... On dirait une vieille photo noir et blanc surprise d'avoir pris des couleurs.

Accoté à sa caisse, l'épicier raconte qu'il a quitté la Roumanie en 1946. «Vous connaissez la Roumanie? demande-t-il, en ouvrant un cageot de fraises pour en retirer celles qui ont mauvaise mine. «Ce pays a déjà été magnifique. Mais après la Deuxième Guerre mondiale, c'est devenu l'un des plus pauvres d'Europe.»

Quand vint le temps de choisir sa terre de refuge, M. Leibovich n'a pas hésité. «J'ai choisi le Canada parce que j'avais appris dans mon cours de géographie que c'était un grand pays avec beaucoup d'espace et peu de gens.»

Jamais il n'a regretté son choix.

«J'ai voyagé partout dans le monde, dit-il. Et je n'ai pas vu mieux que ce pays...

— Et toute cette corruption dévoilée par la commission Gomery? Ça ne change pas votre idée?»

Il fait une moue. «Bah... C'est partout pareil. Quand on danse, qu'on mange et qu'on s'amuse, le pays nous semble bon. Quand on est triste ou en colère, le pays nous déprime. Il y a de la corruption partout. Ça ne nous empêche pas de mener notre vie.»

De son petit royaume avec vue sur la *Main*, entre les pommes et les mangues allongées dans la vitrine, on aperçoit les pierres tombales empilées de la fabrique de monuments funéraires L. Berson & Fils, juste en face. Ce n'est pas un peu bizarre de vendre des pommes devant un vendeur

de pierres tombales? «Pourquoi donc? Au contraire. C'est très bon pour la *business*», dit M. Leibovich. Le remède à la mort n'ayant toujours pas été trouvé, l'entreprise du défunt Louis Berson tient bon depuis 1922 et il n'est pas rare qu'un passant, après avoir serré la main de la mort, vienne se réconcilier avec la vie en achetant quelques fruits.

M. Leibovich me raconte comment il est lui-même allé acheter sa stèle funéraire chez son voisin d'en face, il y a quelques années. «J'ai demandé à M. Berson de me fabriquer une pierre tombale vide à l'intérieur.» Pourquoi vide? «Je lui ai dit: J'ai travaillé fort toute ma vie, je ne veux pas à ma mort devoir encore porter quelque chose de trop lourd...» Il rit derrière sa moustache grise, comme pour éloigner la mort. Mais ce n'est pas si facile.

M. Leibovich ne rit plus du tout en évoquant le jour où son royaume a été dépeuplé. C'était le 24 février 2004. M^{me} Leibovich, la reine de la fruiterie, sa reine à lui, est morte d'une crise cardiaque. «Nous avons vécu ensemble durant 48 ans, dit-il, un sanglot dans la voix. Elle était ma femme, ma copine, ma partenaire d'affaires, ma maîtresse... Elle était tout.»

Après presque un demi-siècle sur la *Main*, M. et M^{me} Leibovich envisageaient de prendre leur retraite d'ici deux ans. «Mais elle est partie avant...» dit l'épicier, à la manière d'un homme trahi.

Depuis, M. Leibovich a beaucoup moins envie de prendre sa retraite. Il a perdu sa reine. Autant garder son royaume.



APARTÉ

1905

Désignation du boulevard Saint-Laurent comme axe de délimitation entre l'Est et l'Ouest.

1908

Ouverture du marché Saint-Jean-Baptiste sur la *Main*, à l'angle de la rue Rachel. On y accueillait les étals de cultivateurs et de marchands de produits agricoles.

1966

Fermeture du marché Saint-Jean-Baptiste par le maire Jean Drapeau. Simcha Leibovich ouvre sa propre épicerie, le Marché de fruits Simcha, au 3953, boulevard Saint-Laurent.

*Pour en savoir davantage sur les activités soulignant le 100^e anniversaire du boulevard Saint-Laurent : www.boulevardsaintlaurent.com

Plusieurs militants libéraux ont siégé au comité de nomination des juges

TRISTAN PÉLOQUIN

Le comité consultatif chargé de recommander au ministre de la Justice les candidats compétents pour occuper un poste au sein de la magistrature fédérale a compté dans ses rangs de nombreux militants libéraux notoires au cours des dernières années.

Sous les projecteurs depuis les déclarations de l'ancien directeur général du PLC-Québec, Benoît Corbeil, selon qui «sept ou huit» avocats qui ont fait du bénévolat pour le parti ont été nommés juges en guise de récompense, ce comité est composé de sept membres, dont trois sont nommés directement par le ministre de la Justice.

Entre 2001 et 2004, selon des documents fournis par le Bureau du commissaire à la magistrature, on trouvait notamment au comité Bernard Synnott, ex-bâtonnier de Montréal, qui a présidé l'association libérale d'Outremont de 1994

à 1999, alors que Martin Cauchon en était le député.

L'actuelle présidente de la Commission permanente des communications et de la publicité du PLC, Caroline Savic, y a également effectué deux mandats, entre 2000 et 2004, à titre de représentante du ministre de la Justice. En 1999, elle était membre de la commission électorale du PLC, section Québec, alors présidée par Alfonso Gagliano.

Johanne Brodeur, aujourd'hui membre de la commission juridique du PLC, a aussi siégé à ce comité en 2001 à titre de représentante du ministre de la Justice. En 2004, MM. André Bourbonnais et Jacques Bélique, deux donateurs du parti, y ont aussi représenté le ministre de la Justice.

En entrevue à *La Presse*, M^{me} Savic a reconnu que sa nomination à ce comité «devait sûrement avoir des liens» avec le fait qu'elle milite depuis longtemps pour le Parti libéral: «J'ai beaucoup poussé pour l'avancement des femmes,

j'ai fait un bon travail pour le parti dans ce domaine-là et en plus, je ne suis pas juriste, alors ils se sont dit que je serais probablement bonne au comité. J'ai les compétences pour le faire», a-t-elle expliqué.

Selon elle, les déclarations de M. Corbeil, qui a affirmé que le co-

passé toutes les étapes du processus, est très petit», a-t-elle précisé.

Selon elle, des dizaines de candidatures de libéraux notoires sont écartées d'emblée et le ministre de la Justice nomme exclusivement des candidats hautement recommandés.

«Les critères sur lesquels nous devons nous baser (pour recommander une candidature) sont extrêmement stricts et je peux assurer que le nombre de personnes hautement recommandées, après avoir passé toutes les étapes du processus, est très petit.»

mité favorise la nomination de juges ayant milité pour le parti, sont «excessivement fausses». «Les critères sur lesquels nous devons nous baser (pour recommander une candidature) sont extrêmement stricts et je peux assurer que le nombre de personnes hautement recommandées, après avoir

Cette information ne peut cependant être confirmée d'aucune manière, les listes soumises au ministre étant confidentielles.

Un ancien libéral

Selon ce qu'a appris *La Presse*, l'actuel commissaire à la magistrature fédérale, David Gourdeau,

dont le bureau a pour mandat de «protéger l'indépendance des juges et de leur assurer toute l'autonomie nécessaire par rapport au ministère fédéral de la Justice», est également un ancien militant du PLC. Il a notamment été président de la commission juridique du Parti libéral au début des années 1990.

La Presse n'a pu le questionner à ce sujet hier.

Il est par ailleurs impossible de connaître les noms de ceux qui siègent actuellement au comité de nomination des juges, leur nom étant strictement confidentiel, a indiqué hier Mylène Dupéré, attachée de presse au cabinet du ministre de la Justice.

M^{me} Dupéré a aussi refusé de fournir à *La Presse* la liste des anciens membres du comité de nomination, affirmant qu'elle n'est pas publique. Vérification faite auprès du bureau du commissaire à la magistrature, cette information est inexacte.



29⁹⁹ \$
Rég. : 57,99 \$
et plus

14⁹⁹ \$
Rég. : 29,99 \$

Chemises A5
The North Face
Modèles printemps 04.
Pour hommes.



Camisole A5
The North Face
Coloris printemps 04.
Pour femmes.



2159, rue Ste-Catherine E.
2777, boul. St-Martin O.
514.524.1106

GÉNÉREUX
DE NATURE

Gomery remporte une victoire face à Jean Chrétien

PRESSE CANADIENNE

Le juge John Gomery, qui tente de s'opposer à une contestation judiciaire de Jean Chrétien, a dans une certaine mesure remporté une victoire, hier.

M. Chrétien réclame que la Cour fédérale retire à M. Gomery la présidence de la commission d'enquête sur le scandale du programme fédéral de commandite. L'ex-premier ministre prétend que le juge n'est pas impartial et qu'il n'est pas en mesure de procéder à une évaluation objective du rôle qu'il a joué dans le cadre de cette affaire.

M. Gomery avait demandé l'autorisation d'intervenir au cours de la contestation afin que son conseiller juridique puisse faire valoir son impartialité. Hier, une juge de la Cour fédérale, Roza Aronovitch, a statué que M. Gomery pouvait intervenir, mais de façon limitée.

La juge Aronovitch a fait savoir que l'avocat de M. Gomery ne pourrait s'attarder qu'aux questions concernant la portée, le mandat, la juridiction et les directives procédurales de la commission d'enquête, en plus de la convocation des témoins et de la recevabilité des éléments de preuve.

Cela signifie que l'avocat ne pourra pas faire de soumissions relatives à la question de la partialité. La contestation judiciaire de Jean Chrétien devrait être entendue le 7 juin. Le juge Gomery aura alors fait défilé tous les témoins convoqués pour se faire entendre à l'occasion des audiences.

COMMISSION GOMERY

Guité poursuit son témoignage

KARIM BENESSAIEH

L'ex-haut fonctionnaire Charles Guité a poursuivi hier son témoignage devant la commission Gomery.

Questionné de près par l'avocat de la commission Gomery, M. Guité a multiplié les détails sur le fonctionnement et la raison d'être du programme des commandites qu'il a dirigé de 1997 à 1999. C'est sous son règne que les Groupaction, Communication Coffin, Groupe Everest et Lafleur Communications, notamment, ont reçu la majeure partie des 250

millions en commandites, dont ils ont gardé près de 100 millions en commissions.

Les médias ne peuvent cependant rapporter ses propos, une ordonnance de non-publication ayant été imposée jusqu'à la fin de son témoignage, prévue mardi matin.

Rappelons que M. Guité a été directeur du service de publicité et de recherche à Travaux publics Canada jusqu'en 1996. En février 2004, le rapport de la vérificatrice générale avait relevé de graves lacunes dans ce domaine : les processus de sélection, notamment, n'étaient pas respectés. M.

Guité a quitté la fonction publique le 31 août 1999. On sait depuis novembre dernier, moment de sa première comparution, que M. Guité avait reçu de lucratifs contrats d'agences à qui il avait accordé des commandites, dont Groupaction et Communication Coffin.

Depuis deux jours que dure son témoignage, l'ex-fonctionnaire et grand amateur de vin a donné l'impression d'un homme fatigué. Il y a maintenant deux ans que les premières informations sur des malversations au sein du programme des commandites ont commencé à filtrer dans les mé-

dias, et son nom est régulièrement revenu à l'avant-plan. Manifestement rétif lors de sa première comparution, il a cette fois manifesté beaucoup de bonne volonté à répondre aux questions de la commission. Certains oublis ont cependant irrité le commissaire John Gomery.

Les travaux de la commission reprendront lundi matin, avec la fin de l'interrogatoire mené par Me Bernard Roy.

Par la suite, on s'attend à ce que les avocats du gouvernement canadien, de Polygone et d'Alfonso Gagliano contre-interrogent M. Guité.

Pierre Pettigrew n'ira pas à l'OEA

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le ministre des Affaires étrangères du Canada, Pierre Pettigrew, ne sera pas secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), contrairement aux rumeurs qui circulaient depuis quelques temps. En

entrevue à la Presse Canadienne depuis Santiago, au Chili, M. Pettigrew a reconnu que plusieurs pays l'avaient pressenti comme candidat de consensus. Les 34 pays membres de l'Organisation n'arrivaient pas à s'entendre sur le choix du nouveau secrétaire général.

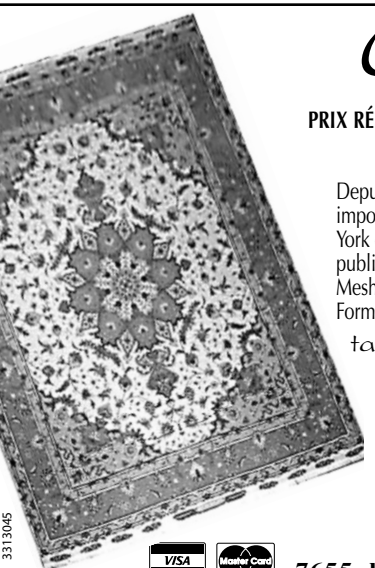
Or, hier, le ministre des Affaires étrangères du Mexique, Luis Ernesto Derbez, a annoncé son retrait de la course, ce qui assurera l'élection lundi du ministre chilien de l'Intérieur, Jose Miguel Insulza.

M. Pettigrew a soutenu que sa priorité a toujours été l'unité du

continent. Il s'est dit honoré qu'un grand nombre de pays se soient tournés vers lui au cours des derniers jours, mais il a assuré qu'il n'a jamais fait campagne. Selon lui, cette situation a permis au Canada de jouer un rôle central dans l'émergence du consensus et il s'en est dit très heureux.

ACTUEL
SI LA TENDANCE
SE MAINTIENT....

Tous les jours dans **LA PRESSE**


3313045

Grande liquidation

PRIX RÉDUITS EN RAISON DE LA FIN DE L'EMBARGO AMÉRICAIN CONTRE L'IRAN

Tapis persans

Depuis que le commerce direct de tapis entre les États-Unis et l'Iran est rétabli, un important lot de tapis qui aurait été normalement destiné aux collectionneurs de New York et Los Angeles via le Canada ont été confiés à la firme Heriz pour une liquidation publique. Il y en a de toutes les sortes : pure soie de Qum, Nain, Tabriz, Kashan, Meshad, Jaipur, Bidjar, Sarough, Chubi, Zigler et des pièces d'origine tribale. Formats : de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et des tapis d'allée de 22 pi de long.

tapis persans et orientaux 100 % tissés à la main

Prix : de 100 \$ à 1 800 \$ chacun

Vendredi 29 avril 2005 de 11 h à 19 h
Samedi 30 avril 2005 de 11 h à 19 h
Dimanche 1^{er} mai 2005 de 11 h à 19 h

HÔTEL RUBY FOO'S
7655, boul. Décarie • Montréal QC (514) 731-7701


3313046


chèque et
comptant
acceptés


3308979A

Pour la fête des Mères

Offrez-lui le forfait

Juste pour toi...

Enveloppement à l'argile violette
Soin contour des yeux
Facial classique

99\$

Valeur approximative de 200 \$
Applicable à compter du 9 mai 2005, du dimanche au jeudi,
dans l'un ou l'autre de nos centres santé beauté.

AMERISPA
Massothérapie • Soins corporels • Esthétique

Partout au Québec
1-866-AMERISPA
WWW.AMERISPA.CA

**SALON de L'ARME
et DU MILITARIA**



DIMANCHE
1^{er} mai 2005
de 9h à 15h

Armes antiques et modernes,
militaria, épées, cartouches, etc.
Achat, vente ou échange.

PLACE DESAULNIERS
1023, boul. Taschereau, Longueuil
Organisé par l'Association des collectionneurs
d'armes du Bas-Canada.

Adm. 6 \$ • Rens.: (450) 445-5801
Prochaine exposition 6 mars 2005

Selon les instructions des principaux

TOUT DOIT ÊTRE VENDU

Ameublement


1,400,000\$
Des marques telles que :
LA-Z-BOY • ELRAN • JAYMAR
VICLINE • CONCORDIA
SIMMONS • SOMMEX
AVANTGLIDE • SERTA
KEYTON • SKLAR PEPLER
DISTINCTIVE DESIGN
CANADEL • POITRAS
BRENTWOOD CLASSICS

**25 %
additionnel
sur TOUT**

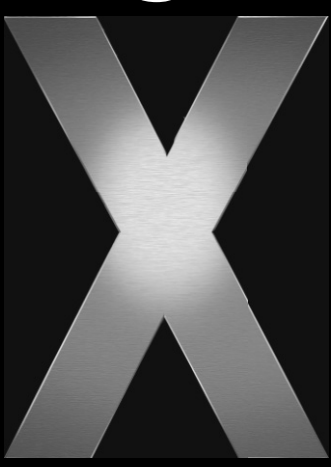
Sofas, causeuses, chaises en cuir
et tissus, mobiliers de salle à
manger, mobiliers de chambres à
coucher, bibliothèques, centres de
divertissement, tables, matelas,
lampes, tableaux, accessoires de
décoration et plus encore...

**LA VENTE DÉBUTE
AUJOURD'HUI**
Ameublement 
6955, Jean-Talon est (St-Léonard)
Vente effectuée par
Maynards
DEPUIS 1902
www.maynards.com

LIQUIDATEURS
ENCANTEURS
ÉVALUATEURS



Tiger


**disponible
maintenant
chez**
**micro
boutique**

La Boutique Apple
Depuis 1983

**Séminaires Tiger
Gratuit**
Samedi 30 10:00, 12:00, 14:00, 16:00

6615, av. du Parc

METROPOLITAIN

DECARIE

JEAN-TALON

P
A
R
C

★

ST-LAURENT

ACADIE

Stationnement gratuit

3314419A

COLLÈGE JEAN-EUDES
UNE ÉCOLE DE VIE... POUR LA VIE!
Établissement d'enseignement privé - Cours secondaire pour filles et garçons
Concentrations : Arts-études, Globe-trotter, Sciences, Sports-études

Portes ouvertes

le samedi 7 mai 2005 de 13 h à 16 h

Expérience éducative exceptionnelle ■ Encadrement chaleureux
Technologies de pointe ■ Installations hors-pair



Bourses d'études pour familles à faibles revenus

3535, boul. Rosemont (entre St-Michel et Pie-IX) Montréal, Qc (tél. 514-376-5740) www.jeaneudes.qc.ca

3306457A

Les fourrures d’hier revues au goût du jour

Événement spécial au 3^e étage de la
Baie centre-ville

un jour seulement!
Le vendredi 6 mai

**Votre manteau de fourrure est
défraîchi? Nous pouvons
vous aider.**

Pour un look mode et attrayant, vous
pouvez donner un nouveau style à votre
manteau de fourrure ou
l’échanger contre un nouveau. Venez
rencontrer Wendi Ricci, experte en
remodelage de renommée
internationale, qui vous parlera des
possibilités de transformations
étonnantes des vieux vêtements
de fourrure.

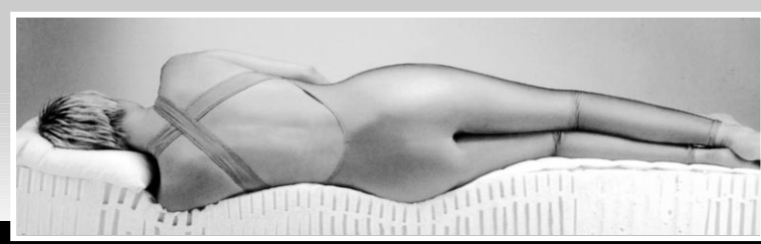
Pour prendre rendez-vous,
appelez au 281-4731.

la Baie

Entreposage • remodelage • réparations • échanges • mouton rason



UNE OFFRE QUI N’A PAS DE RESSORT.



Collection LATEX 100 % naturel

TAXES INCLUSES • LIVRAISON INCLUSE

Rabais de 300 \$* Format simple	Rabais de 400 \$* Format double	Rabais de 500 \$* Format queen	Rabais de 600 \$* Format king
--	--	---	--

LA SOLUTION LATEX 100 % NATUREL. Voici enfin un matelas qui épouse
compètement les formes du corps, minimise les points de pression
et favorise l’alignement naturel du dormeur. En vente maintenant.

NOUVEAUTÉ **LIT ALIZÉ**



Un lit simple qui se transforme en lit king. En vente maintenant

Les meilleurs prix

Fabricant détaillant no.1 au Québec
Une entreprise de LITERIE LAURIER Maître Matelassier depuis 1938

MONTRÉAL 375, rue Crémazie Ouest (Coin avenue Du Parc) (514) 381-1260	WESTMOUNT 5338, rue Sherbrooke Ouest (Est autoroute Décarie) (514) 483-0040
SAINT-LÉONARD 6711, rue Jean-Talon Est (Près de Corbeil électro.) (514) 254-2922	LAVAL 1950, boul. Saint-Martin Ouest (Coin Le Corbusier) (450) 688-6111

www.aumondedumatelas.com
1 888 MATELAS
Financement disponible
Commandes téléphoniques acceptées

* sur modèle 8 pouces d’épaisseur, 3 zones de confort.

SUITE DE LA UNE

Hydro-Québec renonce à l’énergie thermique

HYDRO

suite de la page A1

La société d’État lancera à l’automne
un nouvel appel d’offres de 1000 mé-
gawatts (MW), puis un autre dans un
avenir assez rapproché, de manière
que les parcs d’éoliennes fournissent
jusqu’à 10 % de l’énergie produite au
Québec. « On veut même trouver
une façon pour que l’éolien concurren-
ce parfaitement l’hydraulique. »

Cela pose des défis technologiques
de taille, comme les aime la société
d’État. Le vent est plus capricieux
que l’eau. Il faut savoir capter l’éner-
gie qu’il génère dès qu’elle est dispo-
nible et optimiser son utilisation sur
l’ensemble du réseau. « Le vent de-
vient très prévisible dans un horizon
de quatre à six heures, explique M.
Vandal. C’est dans ce sens qu’il faut
travailler. »

Il faudra doter l’ensemble du réseau
de certaines des technologies d’infor-
mation les plus pointues. « Je sou-
haite qu’Hydro-Québec devienne la
référence mondiale en matière d’inté-
gration de l’éolien, comme elle l’est
déjà avec les lignes de transport de
735 kilovolts », affirme M. Vandal,
nommé le 6 avril dernier.

Il souligne ainsi un élément qui le
démarque de son prédécesseur, qui
reste néanmoins son patron en tant
que président du conseil d’adminis-
tration de la société d’État.

L’énergie éolienne diffère beaucoup
de l’hydraulique par la nature des ca-
pitaux à avancer pour la transformer
en électricité. Voilà pourquoi sa pré-
sence accrue sur le territoire sera as-
surée par le secteur privé. Elle pourra
à la fois profiter des conditions d’em-
prunt favorables d’Hydro-Québec et
de la panoplie d’outils fiscaux de
Québec et d’Ottawa pour favoriser
l’investissement et l’innovation.

CALENDRIER DES TRAVAUX

Ouvrages en chantier	Ouvrages à venir
TOULNUSTOUC - Coût : 1,1 milliard - Puissance : 526 MW - Entrée en service : automne 2005, devancée à été 2005	HAUTE-AURICIE (Chutes Allard et Rapides-des-Cœurs) - Coût : 700 millions - Puissance : 138 MW - Mise en chantier : 2005 - Entrée en service : 2008
PÉRIBONKA - Coût : 1,3 milliard - Puissance : 385 MW - Entrée en service : printemps 2008 devancée à fin 2007	EASTMAIN 1A (dérivation Rupert et La Sarcelle) - Coût : 2,7 milliards - Puissance installée : 888 MW - Mise en chantier : 2005 - Entrée en service : 2009-2011
MERCIER - Coût : 140 millions - Puissance : 51 MW - Entrée en service : fin 2006 devancée à automne 2006	LA ROMAINE - Coût : 5,6 milliards - Puissance : 1500 MW - Mise en chantier : 2013-2014
EASTMAIN 1 - Coût : 2,3 milliards - Puissance : 480 MW - Entrée en service : fin 2006 devancée à automne 2006	BAS-CHURCHILL - Coût : 10 milliards - Mise en chantier : année inconnue

Source : Hydro-Québec

puissance installée.

Viendront ensuite La Romaine et le Bas-Churchill. Dans ce dernier cas, il s’agira d’un chantier qui engage aus-
si l’Ontario et Terre-Neuve-et-Labrador.

Quant à Grande-Baleine, c’est de-
venu un mot presque tabou à la so-
ciété d’État. « Ce serait aujourd’hui
introduire un élément de forte tur-
bulence avec les Cris. Ce n’est pas
au programme. Je ne le vois pas
dans un avenir prévisible », note M.
Vandal, qui refuse cependant
d’abandonner ce projet qui avait jeté
le discrédit sur la société d’État dans
la communauté internationale.

La construction de nouvelles cen-
trales ne se fera pas tous azimuts.
Plus question de lancer des chantiers
qui mettent en danger la santé finan-
cière de la société d’État, comme ce
fut le cas avec la phase I de la Baie-
James, ni d’ajout de centrales dont
l’énergie serait destinée, en bas du
coût de revient, à de grandes indus-
tries énergivores, comme ce fut le cas
avec la phase II.

M. Vandal entend bien soigner la
gestion de l’hydraulique. Il répète
qu’on pourra connaître l’état de rem-
plissage des réservoirs. « Les ni-
veaux d’eau seront rendus publics à
la fréquence que la Régie de l’éner-
gie déterminera, dit-il. On va accep-
ter sa décision. »

Cela va permettre aux observateurs
de mieux jauger comment Hydro-
Québec répond à la demande inter-
ne, qui lui rapporte moins, et aux
besoins externes, dont elle tire de jo-
lis profits. « La gestion qu’on va fai-
re de nos exportations sera saine »,
assure M. Vandal.

Ainsi, le spectre d’un choc tarifai-
re paraît écarté. Des hausses mo-
dérées seront dans l’ordre des
choses. « On veut bien expliquer
la nouvelle réalité, la croissance
de la nouvelle demande », souli-
gne-t-il, disant même qu’Hydro-
Québec fera désormais preuve
« d’empathie » envers sa clientèle.

En somme, le nouveau président,
âgé de 44 ans, affirme choisir la
transparence, comme l’avaient fait
aussi à leurs débuts ses prédéces-
seurs qui, au fil du temps, ont
semblé trouver plus de vertus à
l’opacité.

Autres textes en page A 11

La pollution tue 6000 Canadiens chaque année

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Près de 6000 Canadiens
succombent chaque année aux effets
de la pollution de l’air, a fait savoir le
ministère fédéral de la Santé dans un
rapport rendu public hier.

Selon des données recueillies dans
huit villes canadiennes, 5900 décès
sont chaque année attribuables à la
pollution de l’air, a-t-il précisé.

Ce nombre est légèrement plus éle-
vé que l’estimation précédente de
5000 décès, utilisée jusqu’en 2002,
lorsque des chercheurs du ministère
et de l’Université Johns Hopkins, à
Baltimore, se sont rendu compte d’un
problème concernant le modèle sta-
tistique utilisé dans leurs calculs.

Le ministère a dit avoir mené des
études sur la santé et utilisé des mo-
dèles statistiques complexes afin
d’établir la présente estimation, fon-
dée sur des données relatives à la
pollution de l’air et à la mortalité
dans les villes de Québec, Montréal,
Ottawa, Toronto, Hamilton, Wind-
sor, Calgary et Vancouver.

La pollution de l’air peut causer
des problèmes respiratoires, la toux
et l’aggravation de troubles respira-
toires et cardiaques existants. Les
personnes âgées, les enfants et les
gens qui souffrent de problèmes
cardio-respiratoires semblent être
les plus vulnérables.

Mélomaniques

DE LA MUSIQUE PLEIN LES YEUX

Gregory Charles orchestre de chaleureuses rencontres
entre des passionnés de la musique.

PRIMEUR

CE SOIR 19h
En rappel dimanche 16h et lundi 22h

artv



3310952

3311306

3307568A

© J.E. BÉGIN 2005 3307570

L'efficacité énergétique, gage de rentabilité

RUDY LE COURS

Les ressources hydrauliques et éoliennes étant limitées, Hydro-Québec doit aussi miser sur l'efficacité énergétique

« Pour des raisons environnementales, il y a nécessité de faire davantage, explique Thierry Vandal. Et puis, c'est le gros bon sens économique quand le coût de production s'approchera des 8 cents le kilowattheure. »

La société désire amener sa clientèle résidentielle à modifier ses habitudes de consommation. M. Vandal cite par exemple l'idée d'abaisser de 1°C la température des maisons. À l'échelle de la province, cela équivaudrait à une économie de 150 millions de dollars.

Il se fait évasif quand on lui suggère l'installation de compteurs à tarification variable, selon le moment du jour. Il préconise plutôt « l'interactivité entre la clientèle et la distribution ». La technologie rend possible le regroupement des chauffe-eau domestiques de manière à créer un parc de relais interruptibles. Cela permettrait de soulager le réseau en période de pointe.



PHOTO MICHEL GRAVEL, LA PRESSE

Thierry Vandal, nouveau PDG d'Hydro-Québec.

Il pourrait en être de même avec les génératrices dont sont munis la plupart des grands immeubles commerciaux du centre-ville et qui doivent être mis à l'essai au moins une fois l'an, par mesure de sûreté. « Compte tenu des coûts des approvisionnements, on a intérêt à pratiquer l'efficacité énergétique, j'en fais le pari. »

Le PDG d'Hydro prévient que le redressement financier d'Hydro-Québec est fait. Les profits vont progresser plus lentement, dans la mesure où la gestion sera efficace. Les économies d'énergie font partie de la donne d'ici à ce que la capacité d'exporter soit pleinement retrouvée, dans quelques années.

Les contrats secrets coûtent toujours cher

Les contrats secrets signés avec quelques entreprises énergivores continuent de coûter de l'argent à Hydro-Québec, qui paraît résignée à n'en tirer aucun profit.

« Ce que ces entreprises nous payent est plus de 50 millions en bas du tarif L » consenti aux autres grands clients industriels, comme les papeteries et les raffineries, reconnaît M. Vandal. Un secret étant un secret, l'effort de transparence du président d'Hydro-Québec s'arrête ici.

Cependant, il rappelle que ces contrats, signés pour la plupart au début des années 1990 avec les alumineries de Bécancour, Deschambault, Baie-Comeau et Sept-Îles, de même qu'avec Norsk-Hydro et Québec Fer et titane, devaient avoir un effet neutre sur les finances du monopole si on les évaluait sur toute leur durée.

En fait, ils devaient représenter un grand manque à gagner au cours du premier tiers, se rapprocher du tarif L (3,8 cents le kilowattheure) durant le

deuxième et permettre à Hydro-Québec d'atteindre le point mort en bout de parcours. La plupart sont dans le deuxième tiers de leur existence.

Durant les premières années, le manque à gagner a souvent dépassé les 100 millions et entraîné des hausses du tarif résidentiel supérieures au taux d'inflation. Voilà pourquoi Hydro-Québec se montre si réticente aujourd'hui à consentir tout nouveau bloc d'énergie pour attirer un gros client industriel.

« Les bulldozers sont là »

Manif aujourd'hui pour préserver les milieux naturels

CHARLES CÔTÉ

Une coalition sans précédent de groupes écologistes manifestera aujourd'hui pour réclamer la protection des derniers milieux naturels du sud du Québec.

« Les espaces verts dans la région de Montréal disparaissent à vue d'oeil, dit François Boivin, membre d'Enviro-Mille-Îles. Il faut agir d'ici deux ou trois ans, sinon il ne restera plus rien. Il faut mettre de la pression sur le gouvernement, pour qu'il déploie plus d'efforts de protection partout au Québec, mais surtout dans la région de Montréal. »

« Dans le sud du Québec, d'ici une génération, plus rien ne vaudra la peine qu'on se batte », affirme David Fletcher, de Green Coalition.

« On a tous la même problématique, dit Tommy Montpetit, de la coalition Sauvons nos boisés et nos milieux humides. C'est la destruction systématique des milieux naturels du sud du Québec. Les gens font des dommages, ils ne sont pas punis, et le ministère de l'Environnement leur délivre des certificats. Un matin, on se réveille avec une forêt rasée, et les gens se demandent comment on se retrouve avec un bordel pareil. »

Des dizaines de groupes ont répondu à l'appel lancé il y a trois semaines par MM. Fletcher et Montpetit.

En plus de son ampleur, le mouvement, réuni sous le nom front Vert, se distingue par son alliance entre des militants anglophones et francophones, qui fonctionnent le plus souvent chacun de leur côté.

« Nous avions des contacts avec des groupes francophones dans l'île de Montréal, mais nous avons réalisé qu'il nous fallait sortir de l'île, dit M. Fletcher. Les bulldozers sont là. »

Les groupes ont en commun la lutte contre la destruction des milieux naturels par la construction résidentielle et d'autres projets comme les terrains de golf et les autoroutes. Parmi les milieux menacés, M. Fletcher mentionne le ruisseau de Montigny, dans l'est de l'île, menacé par le projet de l'autoroute 25, le ruisseau de l'Anse-à-l'Orme à l'ouest, le bois du Tremblay à Longueuil, le bois du Chêne-Blanc à L'Île-Perrot, visés par des projet résidentiels, et le bois de l'Équerre, à Laval. « Il y en a plein d'autres, surtout », dit M. Fletcher.

Les manifestants se sont donné rendez-vous à la place du Canada à 13h aujourd'hui.

Spécial Fête des mères

Auvents Multiples

pour la pluie et le beau temps...

SALLE DE MONTRE DE 10 000 PIEDS CARRÉS



SOLARIUM LEXAN™



GAZEBO / ABRIS SPA permanent



RIVIERA / permanent ou saisonnier



SUNSETTER rétractable

Visitez-nous : sortie 109 de l'autoroute 20, ouvert 7 jours
1701, boul. De L'Industrie, Beloeil, Québec J3G 4S5
Tél. : (450) 446-4182 • Fax : (450) 446-9364
www.auventsmultiples.com • info@auventsmultiples.com
ou l'un de nos détaillants au 1 866 446-4182

ANDRÉ PERRAULT
meubles, valeurs et découvertes

PLUS DE CHIC POUR MOINS DE FRIC



3960, rue Bélanger Est, Montréal
Tél.: 514-725-5245
meublesperrault@netc.net

le boxeur

sans couture taille logo 12.99

Un boxeur taille basse importé d'Italie exclusivement pour nous, qui offre le confort exceptionnel d'une forme moulée sans couture dans un tricot ultrafin comme une seconde peau. Mélange 95% tactel 5% lycra avec une texture unie et de très fines côtes profilées à l'avant pour un galbe incomparable. Rouge, noir, blanc. P.m.g. Rég. 18.00



CARRIÈRES

Rendre possibles vos aspirations professionnelles



Consultez les postes offerts sur notre site.
Dessau-Soprin : un guichet unique pour réduire la distance entre vos aspirations professionnelles et votre carrière!

www.dessausoprin.com/carrieres



DESSAU SOPRIN
Ingénierie et construction

simons

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC, • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, • LAVAL CARREFOUR LAVAL, • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

MÉGA VENTE

SOUS LE CHAPITEAU

MEUBLES DE JARDIN EN TECK

LANTERNES ET FONTAINES EN PIERRE SCULPTÉE

Des offres incroyables



QUALITÉ GARANTIE PRIX IMBATTABLES QUANTITÉ LIMITÉE

IMPORTATION - AUCUN INTERMÉDIAIRE
Chaises, bancs, chaises longues et tables dans différents styles, modèles et formats
Chaises à partir de 109 \$ - Table pour 4 personnes seulement 399 \$
Table ronde, octogonale ou carrée pour 6 personnes et + à partir de 729 \$
Banc demi-lune 749 \$ - Chaise longue à compter de 319 \$ - Banc pliant 2 personnes 229 \$

LES SERRES SYLVAIN CLÉROUX
1570, rue Principale, Ste-Dorothée, Laval
(450) 627-2471

Autoroute 15 ou 13, sortie 440 ouest, prenez avenue des bois, 2^e feu de circulation tournez à gauche sur Principale

SAMEDI ET DIMANCHE 8 H À 17 H
LUNDI AU VENDREDI 8 H À 21 H

LIVRAISON DISPONIBLE

NE MANQUEZ PAS CETTE CHANCE UNIQUE!

ACTUALITÉS

Les Ailes de la mode annoncent une perte de 1,49 million

PRESSE CANADIENNE

Le groupe Les Ailes de la mode a fait part hier soir d'une perte nette de 1,49 million pour le quatrième trimestre de son exercice, en plus d'aviser les investisseurs qu'il devra trouver du financement additionnel « afin de satisfaire ses besoins financiers à plus long terme et d'appuyer ses objectifs stratégiques ».

Le détaillant de vêtements, qui a achevé en juillet dernier une restructuration sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, a précisé que son résultat net marque une amélioration par rapport aux pertes de plus de 5 millions inscrites lors de chacun des trois premiers trimestres de l'exercice.

Les ventes nettes ont atteint 33,4 millions, en hausse par rapport à celles de 20,9 millions du troisième trimestre. Elles sont toutefois en baisse de 28 % par rapport aux 46,4 millions du quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui s'ex-

plique en partie par la cession d'activités dans le cadre de la restructuration. Les ventes comparables (qui ne tiennent compte que des magasins conservés par le groupe) sont toutefois en baisse de 2,2 % pour la division des maillots et de 32,4 % pour la division Les Ailes de la mode.

D'autre part, le groupe a fait savoir qu'« il est sur le point de finaliser une entente avec les investisseurs ayant participé au plan de restructuration d'août 2004 et qui ont accepté d'injecter du nouveau capital sous certaines conditions ».

Bien que cette injection de fonds permettra de combler ses besoins financiers actuels, la société reconnaît qu'un financement additionnel sera nécessaire afin de satisfaire ses besoins financiers à plus long terme et d'appuyer ses objectifs stratégiques.

À cet égard, « la société évalue présentement d'autres mesures financières et opérationnelles visant à atteindre ces objectifs », a ajouté la direction.

WAL-MART

Les « associés » de Jonquière sur le trottoir

MÉLYSSA GAGNON
LE QUOTIDIEN

JONQUIÈRE — La direction de Wal-Mart Canada a mis la clef sous la porte de son magasin de Jonquière à midi, hier, une semaine avant la date de fermeture annoncée.

La multinationale a fait savoir, en février dernier, qu'elle souhaitait mettre un terme à ses activités sur le boulevard René-Lévesque le 6 mai. Invoquant la piètre performance financière de la succursale pour justifier sa décision, la direction du géant du commerce au détail a toujours refusé d'attribuer la fermeture à la récente syndicalisation des travailleurs. Les « associés » de Jonquière sont devenus, en septembre dernier, les premiers employés d'un Wal-Mart en Amérique du nord à rejoindre les rangs d'un syndicat.

L'annonce de la fermeture prématurée a été faite aux 190 employés vers 11 h hier matin. Plusieurs d'entre eux n'étaient pas au courant de la décision, prise spontanément par l'employeur, et se sont présentés au travail.

La direction du magasin a immédiatement installé un avis sur les portes du commerce, informant la clientèle de la fermeture. En fin d'avant-midi, des gardiens de sécurité veillaient et les journalistes réunis dans le stationnement du commerce ont observé trois véhicules utilitaires patrouillant le secteur.

Réactions partagées

La fermeture précipitée du Wal-Mart de Jonquière a suscité des réactions partagées chez les travailleurs. Certains d'entre eux se sont dits soulagés et heureux de pouvoir enfin tourner la page, alors que d'autres ont dénoncé l'attitude de l'employeur, jugée cavalière. La plupart se sont toutefois entendus pour dire que l'élément le plus difficile auquel ils doivent faire face concerne la rupture des liens avec leurs collègues. Quelques minutes après l'annonce, le stationnement du magasin a été le théâtre de plusieurs étreintes entre employés, principalement

des femmes, dans certains cas en larmes. « C'est très dur et très émouvant. Je savais que ce serait fini aujourd'hui. Ce qui est le plus triste, c'est de quitter nos confrères de travail », a déclaré Noëlla Langlois, qui s'était ouvertement affichée contre la syndicalisation des travailleurs dès le début. Épuisée, elle veut laisser retomber la poussière avant de chercher un nouvel emploi. « J'aimerais continuer de travailler pour Wal-Mart et je vais aller porter mon CV au magasin de Chicoutimi », a-t-elle confié.

Sa collègue et amie, Lyne Morrisette, a déclaré : « Ça nous fait très mal. Même si notre deuil était fait, quitter les collègues avec qui nous avons formé des liens est très pénible. La page est tournée, les livres sont fermés et tout ce que je veux faire pour l'instant, c'est me reposer. »

Certains travailleurs, principalement ceux en faveur de la syndicalisation, auraient pour leur part apprécié un peu plus de « respect » de la part de l'employeur.

« Ils (Wal-Mart) nous ont pris par surprise », a révélé l'étagiste Mario Larouche, déchirant son badge d'employé devant le photographe du *Quotidien* afin de démontrer sa colère. Son confrère de travail, Mathieu Tremblay, a qualifié Wal-Mart d'« hypocrite ».

André Gauthier, venu vider son casier, a pour sa part parlé de l'ambiance qui régnait à l'intérieur du magasin, peu après l'annonce : « Les esprits se sont échauffés entre les employés pour la syndicalisation et ceux contre. Le moral était très bas. Les gens ont finalement fait leurs adieux. »

Par ailleurs, le *Quotidien* a appris que des employés jonquiérois auraient reçu l'ordre de détruire de la marchandise afin que Wal-Mart n'aie pas à l'acheminer vers d'autres succursales. Selon l'information obtenue, des « associés » auraient détruit des jouets et des peluches. « Ils jettent tellement d'affaires, a commenté Patrice Bergeron, anciennement dans l'entrepôt. Pour les cartes de souhaits, la direction nous a dit que c'était nécessaire, puisque tout s'en va en Ontario. »

INSCRIPTIONS !

SESSION ÉTÉ 2005

DATE LIMITE: 20 MAI

14 À 16 MOIS

pour obtenir une Attestation d'Études Collégiales (AEC)

PORTES OUVERTES

7 mai 2005 - 10h à 14h
11 mai 2005 - 18h à 20h
1253, av. McGill Collège

» DESIGN D'INTÉRIEUR

» DESIGN PUBLICITAIRE

» WEB MÉDIAS

» DESIGN D'ÉDITION

» DESIGN DE MODE

» COMMERCIALISATION DE LA MODE

Académie internationale

du design et de technologie

1 800 268-9777

www.academieinternationale.ca

STAGE de 2 mois en entreprise INCLUS !

ACTUEL SANTÉ

AUX P'TITS SOINS...

Tous les dimanches dans LA PRESSE

Cabanons Fontaine

1976-2005

Applicable sur tous les modèles en kit du bricoleur

**KIT A

6 % de rabais*

Sans frais, sans intérêt

**KIT B

Rabais de 5 %*

OU **/** Payez le solde 3 mois après la livraison

Montréal et banlieue (450) 536-3563

Autres régions 1 888 838-3563

3497, ch. de l'Industrie, St-Mathieu de Beloeil www.cabanons.com

Donnez de l'élan à votre carrière

19 certificats

Administration
Analyse des processus organisationnels
Commerce de détail et de la distribution
Commerce électronique
Commerce international
Gestion comptable des organisations
Comptabilité professionnelle
Création d'entreprise
Gestion et environnement **Nouveau**
Gestion de projets
Gestion d'entreprise
Gestion des opérations et de la production
Gestion des ressources humaines
Gestion du marketing
Gestion financière
Leadership organisationnel
Planification financière personnelle
Supervision
Technologies de l'information

4 campus : Montréal, Laval, Longueuil et Lanaudière

L'offre de cours varie d'un campus à l'autre.

www.hec.ca/programmes/certificats

Admission – dates limites
Trimestre d'automne : 15 mai
Trimestre d'hiver : 15 octobre

HEC MONTRÉAL

ACCREDITED

THE ASSOCIATION OF MBAS

EQUIS AGREEMENT

HEC Montréal est la seule école de gestion en Amérique du Nord à détenir cette triple reconnaissance internationale hautement convoitée.

Dessine-moi l'avenir !

CONSULTATIONS PUBLIQUES POUR UNE RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL ... ATTRACTIVE

La Communauté métropolitaine de Montréal propose son projet de schéma métropolitain d'aménagement et de développement. Toute la population est invitée à participer en grand nombre aux consultations publiques afin de bonifier ce projet et assurer une cohabitation harmonieuse au profit des générations futures.

www.cmm.qc.ca/psmad

psmad@cmm.qc.ca

COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400, Montréal (Québec) H3A 3L6 - T. 514-350-2550

LOTO QUÉBEC

Résultats

TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

PROCHAIN GROS LOT CE SOIR 8 000 000 \$

SUPER 7

Tirage du 2005-04-29

03 04 19 25 33 38 41

Complémentaire: (35)

PANCO

Tirage du 2005-04-29

03 15 21 24 25 30 31 33 37 45
46 48 51 56 59 62 63 65 68 70

La Presse

Tirage du 2005-04-29

316 6028

Extra

Tirage du 2005-04-29

NUMÉROS
567603
67603
7603
603
03
3

LOTS
100 000 \$
1 000 \$
250 \$
50 \$
10 \$
2 \$

LaMini

Tirage du 2005-04-29

NUMÉROS
180250
80250
0250
250
50
18025
1802
180

LOTS
50 000 \$
5 000 \$
250 \$
25 \$
5 \$
1 000 \$
100 \$
10 \$

Landry
ne voit pas les
fameuses
« conditions
gagnantes »

Il veut chasser
cette expression
du vocabulaire du PQ

PRESSE CANADIENNE

Bernard Landry se défend de voir les fameuses conditions gagnantes dans la conjoncture actuelle, notamment les révélations de la commission Gomery et la faible popularité des libéraux de Jean Charest.

De passage à Montréal hier, le chef du Parti québécois a estimé que l'accession à la souveraineté n'était pas liée à la conjoncture, mais bien au travail auprès des électeurs.

Il espère d'ailleurs chasser l'expression « conditions gagnantes » du vocabulaire péquiste au conseil national du parti, en juin prochain.

Saison propice

« La saison des idées » a été très propice et je pense qu'on s'en va vers une phrase dans notre programme qui sera : un référendum le plus rapidement possible dans le mandat. C'est ce que je souhaite et je suis content que ça finisse comme ça », a dit M. Landry.

Le Parti québécois a dénoncé par ailleurs les compressions répétées des budgets consacrés à l'immigration.

M. Landry note que ces budgets accusent un recul cumulatif de 128 millions sur les trois derniers exercices budgétaires, alors que, selon lui, la situation démographique du Québec exige au contraire des efforts accrus pour soutenir les nouveaux arrivants, selon lui.

1,1 milliard pour des projets entre Ottawa, Québec et les municipalités

Des panneaux annonçant des chantiers partout pour les élections

DENIS LESSARD
ET GILLES NORMAND

QUÉBEC — Les gouvernements du Québec et du Canada ont annoncé hier la conclusion d'ententes qui se traduiront par l'injection de 538 millions dans la construction et l'entretien des routes, et de 390 millions en cinq ans, tout cela à parts égales, dans les infrastructures municipales rurales.

À ces sommes s'ajoutent 186 millions provenant des municipalités, pour un total de 1,1 milliard.

Ainsi, les municipalités de 250 000 habitants et moins pourront notamment poursuivre ou mettre sur pied leurs programmes d'assainissement des eaux potables et des eaux usées.

Dans l'éventualité d'une campagne électorale au fédéral, cela signifiera que des panneaux annonçant des chantiers seront visibles un peu partout, mais ce n'est que coïncidence, a expliqué hier le ministre d'État aux Infrastructures et aux Collectivités à Ottawa, John Godfrey.

« C'est une belle coïncidence, mais cela n'a rien à voir avec des élections, puisqu'il s'agit d'ententes qu'on négociait depuis longtemps », a expliqué en esquissant un sourire le ministre, lors d'une conférence conjointe donnée à Québec avec la ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau.

Mme Normandeau en était à sa deuxième conférence de presse avec un ministre fédéral cette semaine. La fois précédente, Joe Fontana était venu annoncer la participation du fédéral pour favoriser l'accès à des logements abordables pour 1000 personnes peu fortunées.

Les ministres de Paul Martin pratiquent en effet le saupoudrage de fonds publics depuis un certain temps, ce qui accentue leur visibilité.

La conférence de presse Normandeau/ Godfrey s'est tenue dans une salle du Centre des congrès de Québec dans une atmosphère assez parti-



PHOTO CHUCK STOODY, PC ©

Le ministre fédéral des Infrastructures, John Godfrey, accompagnait aussi hier le premier ministre Paul Martin à Vancouver à l'occasion de l'annonce d'une entente fédérale-provinciale de 635 millions pour les municipalités avec le premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell.

culière. Une cinquantaine de représentants du monde municipal — un congrès de l'Union des municipalités du Québec se déroulait au même endroit — applaudissaient périodiquement aux propos de l'un ou l'autre des deux ministres, Mme Normandeau donnant le signal en battant elle-même des mains.

Depuis plus d'un an, des centaines de millions disponibles pour des routes et des réseaux d'eau au Québec « dormaient » à Ottawa parce que les gouvernements Charest et Martin n'arrivaient pas à s'entendre. Le ministre fédéral des Transports, Jean Lapierre, a fait ce constat troublant. Avec son homologue québé-

cois Michel Després, il a confirmé hier l'injection de 269 millions de fonds fédéraux pour la construction de routes. Québec versera une contribution équivalente.

« Ma première constatation comme ministre du Québec fut qu'il y avait des millions qui dormaient dans des ententes qui n'avaient pu être conclues », a souligné M. Lapierre hier. À mots couverts, il a critiqué sévèrement l'ancien ministre Yves Séguin, député d'Outremont comme lui.

« J'avais eu de très nombreux échanges avec M. Séguin. Avec l'arrivée de M. Audet (aux Finances), on a connu une accélération et une simplification des négociations », a-t-il ex-

pliqué. Il y a un an, le même ministre soutenait qu'il n'était pas question de donner le feu vert à ces projets ; à la veille des élections de 2004, « on aurait l'air de pères Noël », avait soutenu M. Lapierre.

Le ton avait changé hier, mais le lieutenant québécois de Paul Martin soutenait que les annonces n'avaient rien à voir avec l'échéance électorale, encore improbable selon lui. « Le fait d'avoir cette épée de Damoclès me rend hyperactif », laissera-t-il tomber toutefois.

« Quand 85 % de notre commerce se fait avec les États-Unis, on a un problème quand ça *jamme* sur l'autoroute », a résumé M. Lapierre.

Ce sont peut-être vos jours de chance.

Économisez jusqu'à 30 % en voyageant les mardis, les mercredis, ou les samedis*.



Destinations canadiennes • Aller simple à partir de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal • Réservez d'ici le 4 mai 2005 pour voyager jusqu'au 22 juin 2005.

À PARTIR DE 119 \$* HALIFAX	À PARTIR DE 119 \$* MONCTON	À PARTIR DE 139 \$* THUNDER BAY	À PARTIR DE 149 \$* ST. JOHN'S	À PARTIR DE 149 \$* WINNIPEG
À PARTIR DE 209 \$* CALGARY	À PARTIR DE 209 \$* EDMONTON	À PARTIR DE 229 \$* ABBOTSFORD	À PARTIR DE 239 \$* KELOWNA	À PARTIR DE 239 \$* VANCOUVER
À PARTIR DE 249 \$* REGINA	À PARTIR DE 249 \$* SASKATOON	À PARTIR DE 279 \$* VICTORIA	À PARTIR DE 299 \$* COMOX / PRINCE GEORGE	À PARTIR DE 309 \$* FORT MCMURRAY

Encore plus de super aubaines sur **westjet.com**.

ÉQUIPE SYMPA • ENREGISTREMENT SUR LE WEB • NOUVEAUX AVIONS À RÉACTION • TÉLÉ EN DIRECT PAR SATELLITE GRATUITE • PLUS D'ESPACE POUR LES JAMBES • BAS TARIFS • FAUTEUILS EN CUIR • SERVICE PONCTUEL



Appelez votre agent de voyages ou réservez en ligne sur **westjet.com**, tout en accumulant de précieux milles de récompense AIR MILES^{md}. Ou simplement, appelez au **1 877 956-6982**.



* Réservez d'ici le 4 mai 2005 pour des voyages effectués d'ici le 22 juin 2005. S'applique seulement aux voyages effectués les mardis, mercredis et samedis. Économisez jusqu'à 30 % sur nos tarifs réguliers les plus bas, sur la plupart de nos routes canadiennes. Le nombre de places à ces tarifs est limité et les places ne sont pas disponibles sur tous les vols. Achat préalable de 7 jours nécessaire. Nouvelles réservations seulement. La surcharge de carburant est incluse dans les tarifs annoncés. Taxes additionnelles, frais supplémentaires et surtaxes en sus, s'il y a lieu. Non remboursable. Cette offre peut être combinée à d'autres tarifs. Les vols pourraient ne pas opérer les jours de vente annoncés. Tarifs « aller » seulement. Md/mc Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V. employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Inc. et par WestJet.

AUCUN INTÉRÊT À PAYER JUSQU'EN
AVRIL 2008

AVEC

36

VERSEMENTS ÉGAUX
SANS FRAIS NI INTÉRÊT* SUR LES MEUBLES, MATELAS,
ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES

GAGNEZ[†]

L'UN DES 500 BILLETS

POUR ASSISTER AUX 3 JOURS DU GRAND PRIX DU CANADA



gpc
GRAND PRIX DU CANADA
www.grandprix.ca

En collaboration avec : **TQS**
CKAC 730

Panasonic

CE BILLET VOUS PERMET :

- » D'ÊTRE SUR LE SITE PENDANT 3 JOURS
- » D'AVOIR ACCÈS À LA TENTE V.I.P. BRAULT & MARTINEAU

*Achat d'appareil électronique requis. Une paire de billets par gagnant, totalisant 250 gagnants. Pour être déclaré gagnant, chaque participant devra avoir répondu correctement à une question d'habileté mathématique. Règlements et détails en magasin.



Panasonic

Lecteur de DVD progressif

Lecture de formats DVD-Vidéo/DVD-R/DVD-RAM/SVCD/VCD/CD/CD-R/RW/WMA/MP3 et JPEG, zoom variable et automatique, sortie vidéo à composants.
12 mois de garantie

» **79\$**



ÉCRAN PLAT

27 po

Panasonic

Téléviseur à écran plat de 27 po

Tube image ultra plat, entrée vidéo à composants.
Livraison gratuite. 12 mois de garantie.

Aussi offert :
20 po **8,31\$/mois** ou **299\$**

» **1108\$ /mois**
ou **399\$**

BRAULT & MARTINEAU ET PANASONIC FOURNISSEURS OFFICIELS DES TÉLÉVISEURS ET MAGNÉTOSCOPES DU GRAND PRIX DU CANADA

ÉCRAN FORMAT 16:9 À PROJECTION

50 po

GRATUIT!
Base d'une valeur de **299\$**** à l'achat de ce téléviseur.
*Conditions en magasin. **Valeur au détail suggérée.

Panasonic

Téléviseur à projection arrière de 50 po avec technologie DLP™

Compatible avec la télévision haute définition 1080i/définition étendue 480p, sélecteur de mode de balayage 4:3, affichage des signaux PC VGA/SVGA/XGA, 1280 x 720 pixels.
Livraison gratuite. 12 mois de garantie.

» **10275\$ /mois**
ou **3699\$**

Mini DV

Panasonic

Caméscope numérique Palmacorder® avec écran couleur ACL de 2,5 po et appareil photo numérique intégré

Système de capture d'images à 3 DCC, stabilisation électronique de l'image, enregistrement d'images fixes 1,2 mégapixels, zoom optique 10x, viseur couleur, microphone zoom, fente pour carte mémoire SD. Bloc-pile de 2 heures inclus.
12 mois de garantie

Rabais de **200\$**

» **2219\$ /mois**
ou **799\$** Rég. : 999\$

Panasonic

Ensemble cinéma maison de 1000 watts au total

Lecteur de DVD progressif avec changeur de 5 disques, décodeurs Dolby Digital/DTS et Dolby Pro-Logic II intégrés, 5 hauts-parleurs et un subwoofer amplifié. **Supports inclus.**
Livraison gratuite. 12 mois de garantie.

PUISANCE DE 1000 WATTS

» **2219\$ /mois**
ou **799\$**

LECTEUR MP3

Panasonic

Microchaîne de 140 watts au total avec changeur CD de 5 disques

Mémoire des titres de CD, procédé de multi-remastérisation numérique, magnétocassette avec touches à effleurlement.
12 mois de garantie

» **249\$**

GRATUIT!
Étui, chargeur et 4 piles AA rechargeables d'une valeur de **49\$**** à l'achat de cet appareil photo numérique.
*Conditions en magasin. **Valeur au détail suggérée.

Panasonic LUMIX

Appareil photo numérique de 5,0 mégapixels avec écran ACL de 1,5 po

Zoom numérique 3x (maximum de 9x lorsque combiné au zoom optique). Carte mémoire SD de 16 Mo et 2 piles AA inclus.
12 mois de garantie

Rabais de **150\$**

» **969\$ /mois**
ou **349\$** Rég. : 499\$

GRATUIT!
Ensemble de 12 plats de plastique Lock-Lock d'une valeur de **29\$**** à l'achat de ce micro-ondes.
*Conditions en magasin. **Valeur au détail suggérée.

Panasonic

Micro-ondes de 1,2 pi³

1200 watts, fonction de cuisson et de réchauffage avec détecteur.
24 mois de garantie

» **229\$**

BRAULT & MARTINEAU

10 GRANDS MAGASINS

Pour l'électro...!
www.braultetmartineau.com

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h **Livraison gratuite dans un rayon de 200 km*** *Conditions en magasin.

BROSSARD Tél. : (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
KIRKLAND Tél. : (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LAVAL Tél. : (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
ROCK FOREST Tél. : (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-LÉONARD Tél. : (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)

GATINEAU Tél. : (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Promenades de l'Outaouais)
LASALLE Tél. : (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
REPENTIGNY Tél. : (450) 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
SAINT-HUBERT Tél. : (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Promenades Saint-Bruno)
SAINT-THÉRÈSE Tél. : (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



Prix en vigueur jusqu'au dimanche 1er mai 2005. Quantité limitée sur certains articles. *Achat minimum requis de 299\$ avant taxes pour les appareils électroniques et de 499\$ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais ni intérêt, débutant le mois suivant votre achat. Conditions en magasin. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.).

Charest fouette ses troupes

« On n’a pas été élus pour un demi-mandat », argue-t-il

DENIS LESSARD

SAINT-HYACINTHE – En deux ans seulement, le gouvernement libéral aura imposé des « changements historiques » qui ont nécessité du courage mais qui assureront la réélection du PLQ, a soutenu hier le premier ministre Jean Charest, soucieux de rassurer des militants rendus frileux par les sondages dévastateurs.

« On n’a pas été élus pour un demi-mandat mais pour un premier mandat », a-t-il lancé devant les 700 délégués réunis en conseil général au cours de la fin de semaine. Le fédéralisme asymétrique, les baisses d’impôts, la réforme de la SGF et de la Caisse de dépôt, l’ajout de places en garderies et de logement sociaux, M. Charest a fait un rappel des réalisations de son gouvernement deux ans après les élections d’avril 2003.

Il a présenté comme des décisions « courageuses » la réduction des coupes forestières qui touchera l’emploi en région et la réorganisation du travail dans le réseau de la santé. Jean Charest voulait clairement sortir les militants de la torpeur. « Je suis bel et bien vivant, avec vous aujourd’hui », a-t-il blagué, comme s’il voulait faire taire les libéraux qui le jugent trop souvent absent de la scène politique.

Dans son enthousiasme, il a doublé les fonds accordés par Ottawa dans une série d’ententes sur les infrastructures confirmées hier. Le Québec a obtenu 1,2 milliard du fédéral, a-t-il soutenu. En fait, cette enveloppe est cofinancée par les deux ordres de gouvernement.

Dans les coulisses le feuilleton de la commission Gomery ne laisse personne indifférent. Pour bien des libéraux, la mauvaise presse des cousins fédéraux contribue à nourrir la défaveur à l’endroit du PLQ dans les sondages. « Tout est vu à travers ce prisme, et tous les partis sont touchés », a résumé M^e Marc-André Blanchard, président du PLQ.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Jean Charest et sa femme Michèle Dionne.

« Mes commettants me demandent ce qui se passe à Ottawa, personne n’aime voir ça... mais on doit vivre avec », a poursuivi Norm MacMillan, député de Papineau et whip de son parti à l’Assemblée nationale.

M. Charest avait clairement ressorti

ses discours de la dernière campagne électorale et recyclé plusieurs de ses attaques d’il y a deux ans contre le gouvernement Landry. Dépenses inconsiderées, interventionnisme économique, report de décisions difficiles pour ne pas semer la zizanie chez

les alliés de la souveraineté, M. Charest retrouvait les tirades des dernières élections. Il a même ressorti le projet avorté du gouvernement Landry d’un crédit d’impôt pour les vacances prises au Québec ; « c’est M. Landry qui va aller en vacances ! » a-

t-il lancé, recyclant une blague de 2003. Aujourd’hui, les militants auront à se prononcer sur une série de résolutions émanant de 15 colloques régionaux tenus au cours d’avril. L’ensemble forme une liste des doléances de chaque région.



« L’aspect d’un VUS et la commodité d’une minifourgonnette »

PONTIAC MONTANA SV6

Système de communication et d’assistance OnStar** • Moteur V6 3,5 L à ISC de 200 HP • Boîte automatique à 4 vitesses • Freins ABS à disque aux 4 roues • Lecteur CD et MP3 • Télédéverrouillage, glaces avant/de custodes arrière et rétroviseurs chauffants à commandes électriques • Climatisation • Roues de 16 po • Glaces arrière teintées foncées • Tapis protecteurs avant et arrière • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

20 498 \$
à l’achat[†]

Renseignez-vous
sur notre promotion
de DVD sans frais.

CARACTÉRISTIQUES	MONTANA SV6 R7D 2005 À EMPATTEMENT ORDINAIRE	DODGE CARAVAN 2005 28C
Moteur/HP	V6 de 3,5 L – 200 HP	V6 de 3,3 L – 180 HP
Roues	16 po en acier	15 po en acier
Télédéverrouillage	De série	En option (PDSF 350 \$)
Lecteur MP3	De série	Non disponible
Système de rails au pavillon	De série	Non disponible
Banquette de troisième rangée	À dossier divisé 50/50, rabattable à plat et amovible	Banquette pleine largeur, rabattable à plat et amovible
Démarrreur à distance installé à l’usine	En option	Non disponible
Freins	Freins à disque aux 4 roues	Freins à disque à l’avant/ freins à tambour à l’arrière
Système de freinage antiblocage	De série	En option (PDSF 570 \$)
 visitez onstar.ca	De série (incluant un abonnement d’un an au plan Sain et sauf)	Non disponible

PONTIAC LA PASSION DE CONDUIRE



L’Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d’une durée limitée, réservées aux particuliers, s’appliquant au modèle neuf 2005 Montana SV6 (2U11416/R7D). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. **Incluant un abonnement d’un an gratuit au plan Sain et sauf. Contrat de service requis. Pour obtenir tous les détails et les modalités liés au système OnStar, appelez au 1 800 667-8277, informez-vous auprès de votre concessionnaire ou consultez le site www.onstarcanada.com. *A l’achat, préparation incluse. Transport (1 120 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d’achat ou de location à l’exception des programmes de La Carte GM et le GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com.



3304958A

3311566



Des représentants de l'Initiative canadienne sur les infirmières et infirmiers praticiens (ICIP), de gauche à droite : M^{me} Linda Jones, infirmière praticienne, M^{me} Marian Knock, directrice exécutive de l'ICIP et M^{me} Lucille Auffrey, directrice générale de l'Association des infirmières et infirmiers du Canada

Le rôle des infirmières et infirmiers praticiens appelé à fortifier le système de soins de santé primaires

L'Initiative canadienne sur les infirmières et infirmiers praticiens vise l'établissement de normes nationales pour renforcer le rôle des IP

rôle des IP dans le secteur des soins primaires.

Des consultations sont en cours auprès de nombreux intervenants pour en arriver à un consensus sur la normalisation du rôle des IP, de la législation et de la réglementation, de la formation et des compétences de base.

« Les IP sont bien placés pour résoudre certains problèmes du secteur de la santé, notamment l'accès à des soins, l'amélioration du pronostic général des patients et la sensibilisation », explique M^{me} Lucille Auffrey, directrice générale de l'AICC.

Les IP sont des infirmières ou infirmiers ayant une formation poussée en matière d'évaluation de l'état de santé, de diagnostic, de traitement et de gestion de maladies et de blessures. Les IP peuvent prescrire des tests ou des médicaments et aiguiller leurs patients vers d'autres profession-

nels de la santé. Ils s'occupent aussi de la promotion de la santé et de la prévention de la maladie, tout en encourageant les patients et leurs familles à s'investir davantage dans le processus de guérison.

« Les IP sont présents au pays depuis des décennies, mais on n'a jamais su uniformiser les définitions de leur rôle, de la formation et des compétences de base nécessaires », déclare M^{me} Marian Knock, directrice exécutive de l'ICIP.

Les IP peuvent par exemple ordonner des tests pour les patients qui présentent des symptômes du diabète ou prescrire des antibiotiques à ceux qui souffrent d'une otite.

L'ICIP, un projet de l'ordre de 8,9 millions de dollars, est financée par Santé Canada par le biais du Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires, mis sur pied par le gouvernement fédéral.



« L'intégration soutenue des infirmières et infirmiers praticiens (IP) dans le secteur des soins de santé primaires permettra de renforcer et de moderniser notre régime d'assurance-maladie tout en favorisant la viabilité du système de santé à long terme. En centrant leurs efforts sur le mieux-être de la population et sur le traitement des maladies, les IP peuvent contribuer à faire des Canadiens le peuple le plus sain de toute la planète. »

— Roy Romanow
Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada

La Fédération canadienne des municipalités preconise l'intégration du rôle des infirmières et infirmiers praticiens

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) croit fermement que l'intégration soutenue des IP dans le système de soins de santé canadien améliorerait l'accès aux services, surtout dans les collectivités rurales, éloignées ou du Nord, et soutient que l'apport des IP favoriserait grandement la santé publique.



M^{me} Ann MacLean, présidente de la Fédération canadienne des municipalités et mairesse de la ville de New Glasgow (Nouvelle-Écosse)

« Nous reconnaissons que le rôle des IP n'est pas de remplacer les médecins. Toutefois, nous estimons qu'une contribution accrue de la part de ces profession-

nels permettrait de réduire les délais d'attente et les effets de la pénurie de médecins, surtout dans les régions nordiques ou isolées », affirme M^{me} Ann MacLean, présidente de la FCM.

La FCM exhorte le gouvernement du Canada à reconnaître l'importance du rôle que peuvent jouer les praticiens au sein des collectivités, et à travailler avec ses homologues provinciaux et territoriaux pour élaborer des mesures visant une meilleure intégration des IP d'un bout à l'autre du pays.

Foire aux questions

Qu'est-ce que les IP ?

Les IP, ou infirmières et infirmiers praticiens, sont des professionnels qui ont une formation complémentaire en matière d'évaluation de la santé, de diagnostic et de traitement de maladies et de blessures qui leur permet de prescrire des médicaments et d'ordonner des tests. Les IP font habituellement partie d'équipes collaboratives composées d'un médecin et d'autres professionnels de la santé.

L'apport des IP ne risque-t-il pas d'augmenter les coûts déjà élevés du système de santé?

Non. Au contraire, la contribution des IP permettrait de diminuer la pression exercée sur le système de santé en réduisant les délais d'attente et en améliorant l'accès aux services. Comme leur travail est principalement axé sur le mieux-être, les praticiens peuvent aider les gens à faire des choix plus sains, réduisant du même coup l'incidence de la maladie et la demande de soins de santé.

Les IP sont-ils appelés à remplacer les médecins?

Que non! Les IP travaillent en collaboration avec les autres professionnels de la santé, et non en remplace-

ment de ceux-ci. Ils fournissent des soins dans des cliniques communautaires, des centres de soins de santé, des hôpitaux, des cabinets de médecins, des centres d'hébergement et des résidences privées. En diagnostiquant et en traitant des maladies courantes et en prescrivant certains médicaments, ils appuient dans leur travail les médecins et autres prestataires de soins.

Les gens qui préfèrent voir leur médecin seront-ils obligés d'être traités par un IP ?

Les IP font partie d'équipes de soins de santé; si un patient désire voir son médecin, il peut évidemment en faire la demande à l'IP ou encore, prendre un rendez-vous selon les modalités habituelles.

Est-ce que d'autres pays ont recours aux IP ?

Oui. De tels professionnels œuvrent maintenant aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Comme ici, il s'agit d'infirmières et d'infirmiers ayant reçu une formation poussée qui leur permet d'élargir leur rôle et de fournir des soins de qualité, de manière à répondre à la forte demande en services de santé.



Le premier ministre Martin et ses homologues des provinces et territoires ont convenu en septembre 2004 d'accélérer la mise en œuvre de plans d'action stratégiques en matière de ressources humaines de la santé afin d'assurer un bassin suffisant et une répartition appropriée de professionnels de la santé.

Les plans d'action des gouvernements en matière de ressources humaines de la santé doivent inclure les infirmières et infirmiers praticiens

L'Accord de 2003 sur le renouvellement des soins de santé, principalement axé sur la réforme des soins de santé primaires, reconnaissait que l'accès à la médecine familiale et communautaire constituait l'une des principales préoccupations des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

En vertu de cet accord, les premiers ministres ont affirmé que 50 % des

Canadiens devraient avoir accès à des soins de santé primaires en tout temps d'ici 2011.

En 2004, les premiers ministres ont établi un plan décennal visant à consolider les soins de santé. Ils ont résolu d'augmenter la réserve de professionnels de la santé selon l'évaluation des lacunes, et d'annoncer les mesures à prendre à cet égard, y compris les cibles relatives à la for-

mation, au recrutement et à la conservation des effectifs, au plus tard le 31 décembre 2005.

Il devient donc impératif d'inclure les IP aux ressources humaines prévues aux plans si l'on veut assurer aux Canadiens l'accès aux soins de santé dont ils ont besoin en temps opportun.

Comment les IP améliorent l'accès aux soins partout au Canada

Colombie-Britannique : intégration uniforme des IP

En Colombie-Britannique, toutes les autorités en matière de santé bénéficient d'un financement du gouvernement provincial pour procéder à l'intégration des IP. Les régions urbaines et rurales où les services d'IP seraient le mieux mis à profit sont déjà déterminées.

La plupart des IP seront intégrés au sein d'organismes de soins primaires ou d'unités ayant adopté des modèles de partage des soins. Toutefois, dans certaines collectivités rurales, où le recrutement et la rétention du personnel sont plus difficiles, les IP seront souvent les principaux prestataires de soins.

Saskatchewan : la majorité des IP œuvreront dans le secteur des soins primaires

En Saskatchewan, on compte 54 infirmières et infirmiers désignés pouvant exercer à titre de praticiens et la plupart travaillent en soins primaires. Des représentants de la Saskatchewan Registered Nurses Association sillonnent présentement la province afin de promouvoir le rôle des IP auprès des groupes communautaires.

Ontario : le nombre d'IP a doublé depuis 1999

En Ontario, on répertorie 678 « infirmières autorisées de catégorie spécialisée ». Ces IP assument un rôle de premier plan au sein des équipes de santé familiale. On les retrouve dans des centres de santé communautaires, des cliniques ou cabinets de médecins, des organismes de santé mentale, des établissements de soins prolongés, des centres autochtones de santé et de mieux-être, des salles d'urgence ou dans des résidences privées.

Nouvelle-Écosse : la collaboration entre IP et médecins est essentielle

En Nouvelle-Écosse, la législation exige que les IP et les médecins travaillent dans le cadre d'ententes de collaboration formelles. C'est le cas pour 23 praticiens, dont 15 œuvrent dans le secteur des soins primaires, tandis que les huit autres pratiquent dans des domaines spécialisés.

Terre-Neuve-et-Labrador : les IP sont souvent les seuls prestataires de soins

À Terre-Neuve-et-Labrador, les IP sont souvent les seuls prestataires de soins permanents puisque de nombreuses collectivités rurales ou

éloignées ne reçoivent la visite de médecins que sporadiquement. Une IP déclare : « Je travaille dans cette collectivité depuis maintenant quatre ans. Les gens ont confiance en moi, et préfèrent souvent prendre rendez-vous avec moi plutôt qu'avec un médecin. Les patients apprécient aussi l'efficacité de mes aiguillages vers d'autres professionnels. »

Collectivités des Premières nations : les IP offrent des services inestimables

M^{me} Dot Bragg, une IP en soins primaires qui exerce au Mani Ashini Health Centre, à Sheshatshui (Labrador), explique de quelle manière son travail favorise la pratique en collaboration, améliore la qualité et la continuité des soins et, par conséquent, contribue à diminuer le recours aux services hospitaliers : « Comme j'habite et je travaille ici, je connais bien les membres de la collectivité; je suis donc en mesure d'adopter des approches plus ciblées lorsque je dois réagir à des problèmes de santé publique ou aux besoins de mes patients. »

Connaissez-vous les IP?

Voici quelques questions visant à mesurer vos connaissances concernant les IP. Il suffit de répondre « vrai » ou « faux » aux énoncés ci-dessous :

Les IP peuvent améliorer l'accès à des soins de santé de qualité, en temps opportun.

☐ Vrai
☐ Faux

Les IP peuvent prescrire des tests pour un patient montrant des symptômes du diabète.

☐ Vrai
☐ Faux

Les IP peuvent administrer des vaccins aux bébés et suturer des blessures légères.

☐ Vrai
☐ Faux

Les IP peuvent fournir des conseils visant à améliorer la santé et à prévenir la maladie, notamment par le biais d'une saine alimentation, d'un programme d'activité physique ou de l'abandon du tabagisme.

☐ Vrai
☐ Faux

Les IP peuvent aiguiller leurs patients vers d'autres professionnels de la santé, comme des médecins, des diététistes et des thérapeutes.

☐ Vrai
☐ Faux

Les IP travaillent en collaboration avec les médecins et les autres prestataires de soins de santé.

☐ Vrai
☐ Faux

Les IP peuvent diagnostiquer et traiter des maladies communes, comme une infection streptococcique, une grippe ou une otite.

☐ Vrai
☐ Faux

Les IP peuvent prescrire des analyses sanguines ou des radiographies.

☐ Vrai
☐ Faux

Les IP sont des infirmières et infirmiers qualifiés possédant une formation avancée et beaucoup d'expérience.

☐ Vrai
☐ Faux

Des études ont démontré que les patients appréciaient les soins prodigués par les IP.

☐ Vrai
☐ Faux

Tous les énoncés décrivant les IP sont VRAIS!

Les infirmières et infirmiers praticiens du Canada – des partenaires pour votre santé

90 % des Canadiens appuient l'idée d'intégrer pleinement les IP au système de soins de santé.

Decima Research, du 4 au 12 avril 2005



« Les infirmières désireuses de maximiser leur expertise, d'appliquer certaines notions de médecine et de pharmaceutique et de jouer un rôle plus polyvalent en matière de promotion de la santé et de prévention des maladies trouveront leur compte avec le métier d'IP! »
— **Joanne Simms**, IP, Janeway Children's Health and Rehabilitation Centre, Terre-Neuve-et-Labrador



« Notre travail d'IP est principalement axé sur la promotion de la santé et la prévention de la maladie, de même que sur les soins aux patients. Nous adhérons au principe voulant que les gens soient en mesure de participer pleinement aux décisions qui touchent leur santé. »
— **Raymond Macaraeg**, IP, Parkdale Community Health Centre, Ontario



« Le métier d'IP a élargi mes horizons – j'apprécie beaucoup l'indépendance et l'autonomie de mon travail, et j'aime être responsable du traitement de mes patients. Je ne saurais imaginer le secteur de soins de santé primaires sans la contribution des IP. »
— **Hazel Booth**, IP, centre de santé communautaire en région nordique éloignée, Yukon



« Les IP peuvent prodiguer des soins de qualité supérieure aux personnes souffrant de maladies communes. En se servant davantage de leurs compétences, on pourrait permettre aux médecins de se pencher sur des cas plus complexes. »
— **Dorothy Laplante**, IP, Direction générale des Premières nations et des Inuits, Santé Canada



« Plusieurs études ont démontré que les IP ont un effet positif sur la santé des gens. Toute la population gagnerait à profiter d'un tel privilège. »
— **Fran Gillingham**, IP, Eastern Kings Memorial Community Health Centre, Nouvelle-Écosse



« Les IP peuvent jouer un rôle prépondérant au sein du système de soins de santé primaires canadiens. En plus de soigner les maladies et les blessures courantes, ils axent leurs interventions sur la promotion de la santé et la prévention de la maladie. »
— **Shirley Hiebert**, IP, Ph.D., Northern Medical Unit, Manitoba



« Les IP sont essentiels à toute équipe de soins de santé primaires. L'apport de ces professionnels contribue à rehausser les services habituellement offerts au niveau communautaire, quel que soit l'organisme qui les prodigue. »
— **Ada Benoit**, IP, centre de santé dans une collectivité autochtone, Terre-Neuve



« Les IP offrent aux Canadiens un choix supplémentaire en matière de soins de santé. Leur rôle n'est pas de remplacer les médecins, mais bien de collaborer avec eux pour une approche plus globale de la santé. »
— **Sharon MacDonald**, IP, Beechwood Community Health Centre, Île-du-Prince-Édouard



« Les IP peuvent aider à prévenir les problèmes de santé et à assurer les traitements appropriés. Avec le manque de ressources que connaît le secteur de la santé, l'intégration des IP est une solution à la fois responsable et rentable. »
— **Pam Komonoski**, IP, Student Health Centre, University of Saskatchewan



« Nous ne pouvons nous permettre de passer à côté de l'occasion d'optimiser l'apport des IP dans nos cliniques de soins de santé, dans les secteurs tant militaire que public. Leur contribution n'est vraiment pas à négliger! »
— **Major Lee-Ann Quinn**, IP militaire, École des Services de santé des Forces canadiennes



« Les Canadiens ont besoin d'IP. À mesure que la population vieillit, il faut travailler de plus en plus fort pour la maintenir en santé. Or, voilà un travail où les IP excellent! »
— **Margaret Dykeman**, IP, faculté des soins infirmiers, Université du Nouveau-Brunswick



« Grâce à leur champ de pratique élargi, les IP contribuent à la réforme du système de santé et à l'amélioration du pronostic général des Canadiens. Loin de vouloir remplacer qui que ce soit, ils visent à combler les lacunes en matière de prestation de services, à offrir davantage d'options aux patients et à participer à la réorientation du système en fonction du bien-être général de la population. »
— **Mary Nugent**, IP, centre médical en milieu rural, Alberta



« Les IP fournissent des soins de grande qualité, axés sur le patient. »
— **Karol Ghuman**, IP en formation, University of British Columbia



« L'une des régions clés à la pénurie de médecins en région, à l'engorgement des hôpitaux et aux pressions qu'exerce le vieillissement de la population sur le système de santé réside dans la prestation de soins de santé primaires et la prévention. Les infirmières praticiennes sont toutes désignées pour assumer ces tâches. »
— **Manon Lacroix**, IP, Québec

Situation des IP au Canada

La législation et la réglementation relatives aux IP sont du ressort des provinces et des territoires et leur intégration est différente d'un endroit à l'autre. Pour connaître la situation chez vous, cliquez sur « Législation et réglementation » sur www.iciip.ca; on y trouve aussi des hyperliens vers les associations provinciales et territoriales d'infirmières et infirmiers et les organisations d'IP. Enfin, cliquez sur « Les IP en action » pour plus d'information sur les IP.

Visitez le site Web www.iciip.ca pour en savoir davantage sur l'ICIIP.



Les infirmières et infirmiers praticiens
Des partenaires pour votre santé



ASSOCIATION DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU CANADA
CANADIAN NURSES ASSOCIATION

L'Initiative canadienne sur les infirmières et infirmiers praticiens a été financée par Santé Canada.

ACTUALITÉS

Le président de la FEUQ se retire

Pier-André Bouchard redevient un simple étudiant



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES PRESSE CANADIENNE
Pier-André Bouchard lors d'une manifestation à Montréal, au mois de mars dernier.

MARIE ALLARD

À 25 ans, Pier-André Bouchard prend sa retraite. Son successeur à la tête de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ) sera nommé aujourd'hui, au congrès qui a lieu à Trois-Rivières. « Personnellement, j'ai fait tout ce que j'avais à faire comme président, a-t-il dit en entrevue dans son bureau rempli de boîtes de déménagement. Je me voyais mal repartir sur les chapeaux de roues. »

« On a quand même réussi à faire reculer le gouvernement, souligne en riant le leader de la plus importante grève étudiante de l'histoire du Québec. Avoir fait cette grève et mobilisé tous ces étudiants sans avoir de résultat au bout, ça aurait été le pire des scénarios. » En signant une entente avec le ministre Jean-Marc Fournier, les étudiants récupèrent 482 des 618 millions supprimés dans les bourses en six ans.

C'est à la mi-janvier, à l'Université de Sherbrooke, que Pier-André Bouchard a été convaincu qu'un grand mouvement allait se former. « En rencontrant toutes les associa-

tions facultaires, on a senti que ça pouvait décoller, raconte-t-il. On s'est assis et on a élaboré un plan. » De son propre aveu, il n'avait cependant pas cru que la grève prendrait une telle ampleur.

En tant que leader du débrayage, P.A. — c'est son surnom — a passé « trois semaines intenses » où il se levait à 5 h 30, lisait les journaux à 5 h 45 puis enfilait les entrevues. « J'ai appris à être sur la ligne de front. Il faut que tu penses vite, que tu réagisses vite, analyse-t-il. Tu as une journée pour répondre à la proposition du ministre, sinon tu es *out*. » Un exercice angoissant, mais stimulant. « C'est tout un *trip*, reconnaît-il. J'ai aimé ça. »

Dire qu'avant d'entrer à l'Université Laval en mathématiques, il s'intéressait si peu à la politique, qu'il ignorait... le nom du premier ministre ! « J'ai rencontré quelqu'un qui m'a dit : *T'as une grande gueule, tu devrais t'impliquer* », se souvient Pier-André Bouchard. Depuis ce temps, il a grimpé les échelons du mouvement étudiant jusqu'à devenir vice-président de la FEUQ, puis président il y a un an. Prochaine étape : la maîtrise en

économie à l'UQAM, université où il n'a pas que des amis. Plusieurs étudiants ont en effet été déçus de ne pas regagner tout l'argent des bourses, même si l'ex-président demeure convaincu qu'il fallait faire ce compromis.

« Je vais redevenir un simple étudiant, souligne-t-il, avec une petite vie que les lecteurs de mon blogue pourront suivre. » Il a mis en ligne le *Pabsta's groove*, un site qui reprend les initiales de son nom complet, Pier-André Bouchard St-Amant (PABSTA).

C'est là qu'il a annoncé son retour sur les bancs d'école. « Les recteurs se ruent pour que je sois diplômé chez eux, a-t-il écrit. C'est quelque peu flatteur. » Deux sujets l'intéressent : l'avenir des services publics dans le contexte démographique du Québec et l'instabilité économique qu'entraînerait la souveraineté.

Bien que son prédécesseur à la FEUQ, Nicolas Brisson, ait fait le saut vers le Parti québécois, lui-même se défend d'appartenir à un parti. « La chose publique m'intéresse, mais ça ne doit pas absolument passer par la politique », souligne-t-il.

C'est à son successeur qu'il laisse le terrain des batailles, notamment pour obtenir du gouvernement une loi-cadre sur les frais afférents, une des promesses électorales des libéraux. Lui-même sera plutôt occupé... à se chercher un boulot d'été.



J'avais à peine reçu ma carte Voyages^{mc} que déjà je m'envolais.
Les points en double, c'est vraiment génial !



« Moi, je voulais partir le plus tôt possible. Quand j'ai su que la carte Voyages donnait droit à des points en double sur les achats et à 2 500 points à l'adhésion, j'ai vite fait ma demande. Et ça n'a pas été long avant que je l'aie, mon voyage. En plus, j'ai pu choisir mes dates et ma compagnie aérienne. C'est exactement ce que je cherchais ! »

Demandez la vôtre en ligne au www.rbcbanqueroyle.com/voyagesvisa ou en composant le 1-877-ROYAL^{mc} 4-2.

➤ **Obtenez le double des points sur les achats portés à une nouvelle carte Voyages d'ici le 31 octobre 2005[†].**

J E C H O I S I S ➤ R B C ^{mc}



RBC
Banque Royale

† Pour que vous soyez admissible à l'offre de points doublés, votre demande d'adhésion doit nous parvenir et être approuvée par nous pendant la période d'admissibilité à l'offre, soit entre le 15 mars et le 30 juin 2005. Les clients qui sont déjà titulaires de la carte Visa Platine Voyages au début de la période d'admissibilité ne peuvent profiter de cette offre. Dès l'adhésion, 2 500 points en prime vous seront alloués ; ils apparaîtront sur votre premier relevé Visa. Deux points RBC Récompenses seront accordés pour chaque dollar d'achat porté** à votre nouvelle carte entre le moment de l'adhésion et le 31 octobre 2005. Par la suite, un point RBC Récompenses sera accordé pour chaque dollar d'achat porté** à la carte. ** Les points RBC Récompenses sont accordés uniquement sur les achats. Les avances de fonds, frais d'intérêt, frais et crédits ne donnent pas droit à des points RBC Récompenses. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre. ^{mc} Marques de commerce de la Banque Royale du Canada. © Marque déposée de la Banque Royale du Canada. RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. * Marque déposée de Visa International Service Association. Utilisée sous licence.



vroum-Vroum

Obtenez un financement
à l'achat à partir de

0%†

AUCUN PAIEMENT AVANT
90 JOURS
au financement à l'achat††

mazda 3 GX 2005

ACHETEZ À PARTIR DE

16 295\$*

LOUEZ À PARTIR DE

-OU-

179\$

par mois, pour 60 mois **
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 1 895 \$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



«Clé d'or 2005»

L'Annuel de l'automobile 2005*

mazda 3 SPORT GS 2005

ACHETEZ À PARTIR DE

20 285\$*

LOUEZ À PARTIR DE

-OU-

215\$

par mois, pour 60 mois **
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 1 895 \$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



MAZDA MIATA MX-5 2005

LOUEZ À PARTIR DE

-OU- 319\$

par mois, pour 48 mois **
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 1 995 \$
0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



«...la Miata continue de proposer
un rapport qualité-prix exceptionnel...»

L'Annuel de l'automobile



mazda

www.mazda.ca

Vous trouverez beaucoup **plus** chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA: PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

* 0% de financement à l'achat aux particuliers jusqu'à 24 mois sur les Mazda3 et Mazda3 Sport 2005 neuves et 0% jusqu'à 48 mois sur les Mazda Miata MX-5 2005 neuves. Financement consenti par la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. ** L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 90 jours » s'applique au financement à l'achat de toutes les Mazda 2005 et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 60 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu au contrat. * Offres réservées aux particuliers et portant sur les Mazda3 GX (D4X555A400) et sur les Mazda3 Sport GS (D5D555A400) 2005 neuves. Frais de transport et préparation (925\$), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPM en sus. ** Taux de location personnalisée Mazda: offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda3 GX (D4X555A400), des Mazda3 Sport (D5D555A400) et des Mazda MX-5 GX (L2X055YB00) 2005 neuves. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis. Offre soumise à l'approbation de Credit Mazda Canada inc. Limite de 20 000 km par année. Frais de 8¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPM en sus. * Meilleur véhicule (catégorie voitures compactes). Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 25 avril 2005.



ACTUALITÉS

Croisade en faveur d'un réfugié du Guatemala

SARA CHAMPAGNE

La communauté de Saint-Hubert, appuyée par la députée fédérale de cette région, Carole Lavallée, a décidé de partir en croisade pour appuyer la cause d'un réfugié. Arrivé du Guatemala en 1987, Sergio Loreto fait face à l'expulsion.

Depuis l'automne dernier, il se terre dans une église de Toronto. Lors de son arrivée en 1987, il a transmis des renseignements erronés à Immigration Canada, disant qu'il était soldat.

« Le Canada lui reproche d'être un criminel de guerre mais c'est entière-

ment faux. Il a dit qu'il était dans l'armée parce qu'il voulait absolument sortir de son pays. On l'avait mal conseillé, lui disant de s'organiser pour faire pitié aux yeux du Canada », affirme Louis Aucoin, du bureau de la députée de Saint-Hubert-Saint-Bruno.

Loreto, marié et père de trois enfants, travaille pour l'entreprise de fabrication de moteurs pour aviation et machineries agricoles Pratt & Whitney. Il reçoit l'appui de la direction de l'entreprise et du syndicat canadien des TCA, qui parle « d'un employé modèle ».

Au cours des derniers mois, le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a régularisé la situation de la plupart des 12 personnes réfugiées dans des églises au Canada. Pour l'heure, il n'y a plus de réfugié dans les églises du Québec. Le dernier cas, la famille Ayoub — des réfugiés du Liban — a pu quitter le sous-sol de l'église de Notre-Dame-de-Grâce en février 2005, où elle s'abritait depuis 13 mois.

« Nous demandons au ministère de l'Immigration d'au moins écouter ce qu'a à dire M. Loreto. Nous savons qu'il a commis une faute mais c'était

par ignorance. Il est victime de la lenteur du processus. Nous exigeons une dérogation ministérielle », poursuit le représentant du bureau de la députée, Daniel Aucoin.

Des membres de la communauté de Saint-Hubert feront le point sur le statut de Sergio Loreto, lundi prochain, au cours d'une rencontre avec la presse. Le président de l'arrondissement, Michel Lajeunesse, le député de Vachon à l'Assemblée nationale, Camil Bouchard, de même que des représentants de Pratt & Whitney ont l'intention de se concerter autour du statut de réfugié du Guatemala.

Chamberlan congédié

Claude Chamberlan, le fondateur du Festival du nouveau cinéma, a été congédié du poste de directeur du FNC qu'il occupait depuis 33 ans. C'est André Lamy, le directeur général de l'événement, que Chamberlan avait appelé en renfort en février à la suite des démissions successives du président du FCN, Daniel Langlois, et de sa directrice générale, Sheila de la Varende, qui a réclamé le départ de son directeur artistique. Les deux amis avaient des avis divergents sur la gestion du Festival. Claude Chamberlan, qui sera au Festival de Cannes dans 10 jours, continuera de faire partie de l'équipe de programmation du FNC, qui doit avoir lieu en octobre.

La Presse

Avec autant de choix de canaux, vous devriez vous entendre.

«Sinon, revenez me voir...»



Avec le forfait Base numérique d'ExpressVu,^{MC} obtenez plus de 100 canaux pour aussi peu que **22\$ /mois**

ExpressVu vous offre:

- Plus de 400 canaux de qualité numérique et 16 forfaits thématiques.
- Service horaire variable gratuit sur les réseaux canadiens.
- Plus de 60 canaux à la carte **Vu!** – cinéma, sport et plus.
- Télévision interactive donnant un accès exclusif à de l'information et à des jeux.
- Aucuns frais cachés.

économisez plus en combinant plusieurs produits & services

bell.ca/satellite

Magasins Espace Bell, Bell Mobilité et détaillants participants

1 87 SOUCOUBE



Et bien simple.^{MC}



Service offert aux clients résidentiels, là où l'accès et la visibilité directe le permettent. Sujet à un engagement min. de 1 an, sur présentation d'une pièce d'identité avec photo valide, et une pré-autorisation sur une carte de crédit ou par prélèvement bancaire. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Prix/offre sujets à changement sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. Vu ! et ExpressVu sont des marques de commerce de Bell ExpressVu, s.e.c.

9311313A

9311314

Un Canadien meurt en se préparant à conquérir l'Everest

CHARLES THÉRIAULT
LE DROIT

Un professeur de l'Université d'Ottawa, Sean Egan, est mort près du mont Everest.

M. Egan, qui enseignait à l'école des Sciences de l'activité physique, a succombé à un arrêt cardiaque à la suite d'une infection pulmonaire qu'il combattait depuis une semaine. Il se trouvait alors dans le village de Dughla, situé à plus faible altitude que le camp de base de l'Everest, où il espérait guérir avant de repartir à la conquête du plus haut sommet du monde vers la mi-mai.

En annonçant le décès de M. Egan, le recteur de l'Université d'Ottawa, Gilles Patry, était bouleversé.

« Nous sommes tous troublés du décès de M. Egan, un professeur qui a apporté une contribution extraordinaire aux connaissances sur l'activité physique depuis son entrée à l'Université d'Ottawa, en 1977. Il ne reculait jamais devant

un obstacle », a déclaré M. Patry.

Troisième expédition

Un collègue de Sean Egan, Frank Reardon, a souligné que c'était un homme très enthousiaste qui a toujours relevé des défis extraordinaires. À 63 ans, il en était à sa troisième expédition au mont Everest et cette fois, il espérait atteindre le sommet. Il aurait été le Canadien le plus âgé à atteindre le toit du monde.

« Je le connais depuis 35 ans. Il était dans une forme extraordinaire. C'était un géant. Il vivait à plein régime et même si je suis triste, je sais que c'est pour lui une belle mort, car il était en train de réaliser un rêve », a témoigné M. Reardon.

M. Egan est allé au mont Everest avec un groupe de 17 personnes dans le cadre de l'expédition Kanatek.

Sur le site Internet de l'expédition, son ami Harold Mah, qui était resté au camp de base, raconte que Sean Egan avait tenté

de le rassurer sur son état de santé à leur dernière communication radio. « Ne t'en fais pas. Il ne m'arrivera rien. Dis à tous mes proches que je les aime », ont été ses derniers mots.

« Tout le monde pleurait », écrit M. Mah. « Les sherpas, moi, tout le monde qui était au camp de base. Comment un homme aussi fort peut-il mourir aussi subitement ? Le camp de base est tranquille aujourd'hui. Tout le monde est triste. Gabriel Philippi, un grimpeur canadien qui était en train d'escalader l'Everest, a décidé de redescendre et des grimpeurs ont offert de l'accompagner pour l'aider à franchir le (dangereux) glacier Khumbu et revenir au camp de base.

« Une autre équipe qui doit grimper l'Everest à la fin de mai a décidé d'apporter une petite photo de Sean au sommet et de l'enfouir sous la neige », a ajouté M. Mah, qui va lui aussi quitter le camp de base dans les prochaines heures.

Première image d'une planète

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — La première image jamais obtenue d'une planète extrasolaire, cinq fois plus massive que Jupiter et en orbite autour d'une naine brune (étoile de faible masse), a été obtenue l'an dernier par une équipe internationale, ont annoncé hier le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et l'Observa-

toire européen austral (ESO).

Un autre objet, d'une masse à la limite de celles des planètes et des naines brunes, a d'autre part été détecté de la même manière par cette même équipe autour d'une jeune étoile. Les comptes rendus de ces deux découvertes seront publiés prochainement dans la revue européenne *Astronomy and Astrophysics*.

Le lancement de *Discovery* reporté

PRESSE CANADIENNE

CAP CANAVERAL, Floride — La NASA a confirmé le report de mai à la mi-juillet du lancement de la navette spatiale *Discovery*.

La navette a besoin de quelques autres réparations et l'analyse des débris qui seront projetés par *Discovery* à son départ ne serait pas satisfaisante.

L'administrateur de la NASA,

Michael Griffin, explique qu'il n'y a aucune urgence à lancer *Discovery* dans l'espace, et qu'un décollage avant le 12 juillet est dorénavant hors de question. Le lancement de *Discovery* sera le premier vol de navette américaine depuis la tragique explosion de *Columbia*, à l'hiver 2003.

Rappelons que cette explosion a été causée par une fissure due à un débris lors du lancement.

VOUS PENSEZ décoration ?

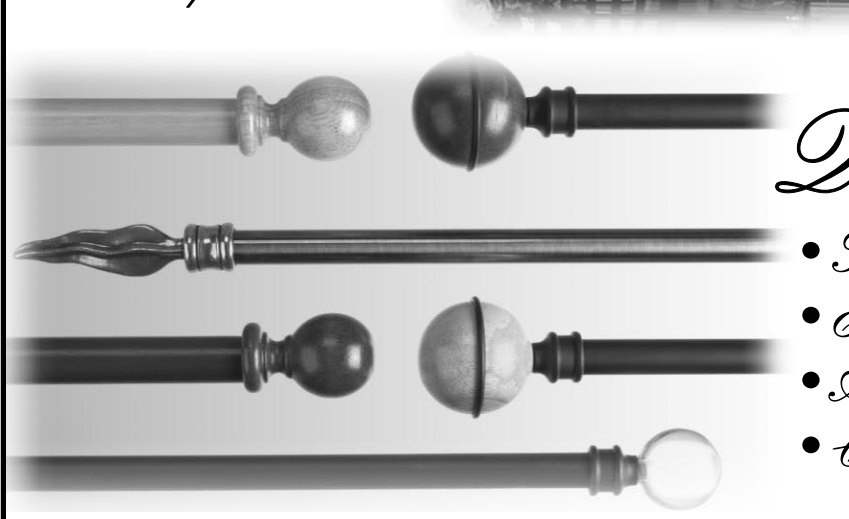


Literie

- Ensembles douillette
- Housses de couette
- Cache-oreillers
- Jupes de lit

Draperie

- Rideaux
- Stores
- Cantonnières
- Sur mesure
- Tout-faits



Quincaillerie

- Tringles
- Lampes
- Embouts décoratifs
- Appliques murales
- Coussins décoratifs

PASSEZ CHEZ **FABRICVILLE**
VOTRE MÉGA MAGASIN MODE ET DÉCOR MAISON
www.fabricville.com

ou appelez (514) 388-6600 pour le
service de décoration à domicile GRATUIT

FABRICVILLE
Visitez nous à www.fabricville.com
Le plus grand distributeur de tissus et draperies avec 170 magasins à travers le Canada
Ouvert les dimanches de MIDI à 17h
Pour des raisons d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

decorville
Fabric

Service à Domicile GRATUIT
(514) 388-6600

- PLACE VERSAILLES - 7275, rue Sherbrooke est (Lun. - Ven. : 9h30 à 21h • Sam. : 10h à 17h) (514) 493-6666
- CENTRE VILLE - 354, rue Ste-Catherine ouest (514) 866-1821
- N.D.G. - 6444, av. Somerled (514) 483-2685
- D.D.O. - 2050, boul. St-Régis (514) 683-4550
- LASALLE - 8469, boul. Newman (NOUVELLEMENT RÉNOVÉ) (514) 365-8045
- GALERIES LAVAL - 1545, boul. Le Corbusier (450) 978-1313
- CENTRE GREENFIELD PARK - 3566, boul. Taschereau (NOUVELLE SUCCURSALE) (450) 672-6884
- CENTRE RÉGIONAL CHATEAUGUAY - 200, boul. d'Anjou (450) 699-6112
- GALERIES ST-LAURENT - 1993, boul. Marcel-Laurin (514) 334-0910
- AVOISINANT LES PROMENADES ST-BRUNO - 1311, boul. St-Bruno (450) 653-1303

Solde de liquidation
Jusqu'à **50%** de rabais
De plus, nous payons la TPS et la TVQ sur les étiquettes rouges.

Arte Pelle
L'ART DE VIVRE

CENTRO POLIS
Angle Saint-Martin et autoroute 15, Laval (derrière le cinéma Colossus)
(450) 978-3030

Pour maman qui a toujours
le cœur sur la main... droite.

La reconnaissance. Inspirée par Birks.

De la collection Birks de bagues main droite à diamants, en or blanc 18 carats. Bague à noeuds de micro-pavé de diamants, 2 300 \$. Bague ajourée, à diamants sertis en chaton, 3 300 \$. Bague d'inspiration d'époque, 4 500 \$. Exclusivement Birks.

BIRKS

Magasinez avec nous en ligne ou en vous rendant au Birks le plus près de chez vous. Visitez le www.birks.com ou composez le 1 800 682.2622. Voyez en magasin le choix et la disponibilité des articles.

Une percée dans les soins dermatologiques...
à la portée de tous.

L'ORÉAL
PARIS

ACTUALITÉS

Mélanie Alix sera aussi accusée du meurtre de sa mère

CHRISTIANE DESJARDINS

Déjà accusée du meurtre de son fils de 1 an, de tentative de meurtre sur sa fille de 3 ans et d'incendie criminel, Mélanie Alix devra aussi répondre du meurtre de sa propre mère au cours de son procès, qui se tiendra à l'automne.

Cette nouvelle accusation, ainsi que celle d'incendie criminel qui s'y rattache,

a été officiellement portée hier en Cour supérieure, au palais de justice de Montréal. Les deux causes seront jumelées dans un seul et même procès au cours duquel la Couronne devrait présenter une cinquantaine de témoins. Même si les drames se sont déroulés dans la région de Saint-Jean-sur-Richelieu, le procès se tiendra à Longueuil en raison de la grande médiatisation qui a entouré

l'affaire. L'avocat de l'accusée craignait d'avoir de la difficulté à trouver des jurés impartiaux à Saint-Jean. Rappelons que Mélanie Alix, 30 ans, est accusée d'avoir volontairement mis le feu à son logement de Saint-Blaise, le 12 mai 2003, causant ainsi la mort de son fils, Matisse. Sa fillette a miraculeusement survécu. Alix soutenait qu'elle avait oublié une casserole d'eau sur le feu, ce qui

avait causé l'incendie. Aux funérailles de son fils, elle est apparue en pleurs. L'enquête policière devait cependant mener à son arrestation quelques jours plus tard. À partir de ce moment, les policiers se sont mis aussi à s'intéresser à un incendie similaire survenu en janvier 2001 à L'Acadie, qui avait coûté la vie à Francine Lévesque, mère de Mélanie Alix. La femme de 52 ans, handica-

pée et clouée à un fauteuil roulant, n'avait pu sortir à temps de sa demeure en flammes. L'enquête initiale avait conclu à un incendie d'origine humaine, accidentel ou non, à indiquer hier la procureure de la Couronne. Les similitudes entre les deux incendies, ainsi que d'autres éléments qui seront déposés en preuve au procès, ont engendré les nouvelles accusations portées hier contre Alix.

la Baie

encore plus

Le mercredi 4 mai 2005

de 11 h à 21 h

La Baie, rue Sainte-Catherine O.

SORTIE DE FILLES POUR MAMAN

Participez à cette joyeuse fête durant laquelle magasinage et mise en beauté sont au programme. Profitez-en pour trouver le cadeau parfait pour maman, comme du maquillage, un parfum ou un bijou qui la fera rougir de plaisir. Cette année, votre Sortie de filles, c'est aussi pour maman!

♥ Courez la chance de gagner* :

- 1 000 000 de points bonis Primes Hbc

- Des billets pour voir le film Ma BELLE-MÈRE est un MONSTRE

♥ Lancement en présence de Diane Dufresne de l'exposition La Dufresne à la Baie

- 30 ans de costumes de scène. 19 h, 2^e étage.

♥ Obtenez 1 000 points bonis Primes Hbc à l'achat de votre billet Sortie de filles pour maman (par compte Primes Hbc)

♥ Animation, rafraîchissements et amuse-gueules

♥ Stationnement gratuit, lunch en sac ou cocktail gratuit

♥ R.S.V.P. et renseignements : (514) 281-4985

Billet : 10 \$ (Taxes applicables à 8 \$.)

Un montant de 2 \$ par billet sera remis à la Fondation canadienne des femmes. Les billets sont en vente aux comptoirs des produits parfumés et cosmétiques et au rayon des bijoux.

Le billet vous donne droit à un rabais de 8 \$ (après taxes) applicable à votre premier achat de 25 \$ ou plus de produits parfumés, de cosmétiques et de bijoux durant la journée Sortie de filles.

CANADIAN WOMEN'S FOUNDATION
FONDATION CANADIENNE DES FEMMES

WEEK-END ESCAPADE SORTIE DE FILLES POUR MAMAN

Courez la chance de gagner une escapade de 2 nuitées au Fairmont Le Reine Élisabeth.

Comprend aussi une séance de soin des mains et des pieds, un lunch et des billets pour voir le film Ma BELLE-MÈRE est un MONSTRE.

* Aucun achat requis. Un seul prix par magasin. Règlement au comptoir Primes Hbc.

MA BELLE-MÈRE est un MONSTRE

EN SALLE LE 13 MAI

LE REINE ELIZABETH
MONTREAL

3312633A

3312634

Accusé de délit de fuite, Paquette jure qu'il n'a pas pris le volant le soir du drame

CHRISTIANE DESJARDINS

Richard Paquette a bu, et même beaucoup bu, la nuit du 29 avril 2000. Mais sa tournée des bars de l'est de Montréal, il l'a faite en autobus et en taxi, et non pas au volant d'une voiture, a-t-il soutenu alors qu'il témoignait à son propre procès, cette semaine. Paquette, 55 ans, est accusé de délit de fuite ayant causé la mort de Serge Langelier, 41 ans. Cet employé de l'Institut de cardiologie de Montréal venait de terminer son quart de travail et rentrait chez lui à pied, vers minuit le 29 avril 2000, quand il a été fauché par une voiture en traversant la rue Viau, près de la rue Sherbrooke. Le chauffard ne s'est pas arrêté, mais plusieurs indices, notamment des morceaux de son automobile et de la vitre de son pare-brise, sont restés sur place. Le lendemain, la police a trouvé un véhicule correspondant, endommagé, le pare-brise éclaté, garé devant un domicile de la rue Chénier, à Anjou. Il s'agissait d'une Plymouth 1988, enregistrée au nom de Luc Landry. Ce dernier résidait rue Chénier et partageait son logement avec Richard Paquette. Au procès, Landry a soutenu qu'il avait prêté sa voiture à Paquette quelques heures avant l'accident.

Paquette se défend seul, sans avocat. Son procès, qui devait durer deux semaines, entamera lundi sa huitième semaine. Les contre-interrogatoires des témoins de la Couronne menés par Paquette ont été interminables. Ayant lui-même été policier (il a été congédié en 1996), il tentait de démontrer que les policiers lui en voulaient et s'étaient arrangés pour lui faire passer le délit de fuite sur le dos. Après des suspensions, des rebondissements et des comportements erratiques de l'accusé, le moment où Paquette lui-même allait témoigner à la barre est enfin arrivé, jeudi. En substance, il a reconnu que, le soir en question, il avait fait plusieurs bars dans l'est de Montréal où il prenait « deux ou trois petites bières ». Il a fini sa tournée au bar de l'Auberge Universelle, situé à l'angle des rues Viau et Sherbrooke. En sortant de l'Auberge Universelle, vers 2 h 30 le matin, il affirme avoir vu la voiture de son ami Luc dans le stationnement. Ce n'était pas Luc qui était au volant, a-t-il dit, et le pare-brise était brisé. Il a refusé de monter dans le véhicule comme l'individu au volant le lui a proposé, et est allé manger dans un restaurant avant de rentrer se coucher. Lundi, les deux parties présenteront leurs plaidoiries.

Promotion printanière

du 30 avril au 14 mai

20%

sur les meubles de chambres

sourire de l'ange & doux murmure

La galerie **dis** ART SÉLECT

Importateur exclusif de France

100, Laurier Ouest, Montréal (514) 273-7088
www.artselect.ca

Fermé les dimanches et lundis

3313403

Fauteuils griffés pour budget serré

~~2 239^{95\$}~~
1 299^{95\$}

~~739^{95\$}~~
449^{95\$}

~~349^{95\$}~~
249^{95\$}

NOUS PAYONS LA **TPS** ET LA **TVQ** sur tous les articles à étiquettes bleues*

ou

PAYEZ EN **36 MOIS** sans frais, sans intérêts*

* voir détails en magasin

LAVAL
2400, boul. le Corbusier
(angle du boul. le Carrefour)
(450) 687-5221

Il y en a toujours plus chez
Vaillancourt
MEUBLES • ACCESSOIRES • DÉCORATION

SAINT-LÉONARD
5860, boul. Métropolitain est
sortie Lacordaire
(côté sud du Métropolitain)
(514) 257-6001

Les experts de Dermo-Expertise répondent aux questions les plus fréquemment posées au sujet du peeling glycolique.

Le temps où le peeling glycolique était un traitement effectué exclusivement chez les dermatologues est maintenant révolu. Les chercheurs des Laboratoires L'Oréal Paris ont développé un traitement que vous pouvez réaliser facilement à la maison en toute sécurité. Bien que le rôle premier du peeling glycolique soit de combattre les effets du vieillissement, toutes les femmes apprécieront ses bienfaits: une peau lumineuse, des pores resserrés, etc.

Voici de façon simple et précise tout ce que vous désirez savoir au sujet du peeling glycolique.

Q. QU'EST-CE QUE L'ACIDE GLYCOLIQUE ET EN QUOI PEUT-IL ÊTRE BON POUR MA PEAU ?

L'acide glycolique est un alphahydroxy-acide (AHA) contenu dans la catégorie de traitements à l'acide parmi les plus doux. Les dermatologues l'utilisent lors de peelings professionnels effectués en cabinet. En concen-

tration plus faible (10%), il est spécialement formulé pour être utilisé dans le confort de votre foyer, en toute sécurité. L'acide glycolique agit comme un exfoliant puisqu'il élimine les peaux mortes en surface, stimulant ainsi le renouvellement cyclique des cellules et favorisant la production naturelle de collagène et d'élastine, ceci afin de réduire visiblement les ridules et les rides. Résultat? La peau paraît plus jeune et plus souple.

Q. LES EFFETS DU PEELING GLYCOLIQUE À DOMICILE SONT-ILS VISIBLES À LONG TERME ?

Le succès des peelings glycoliques effectués en clinique s'explique par le fait qu'ils procurent des bienfaits à court et à long terme. C'est le cas du traitement à domicile ReNoviste. Immédiatement, le teint est plus lumineux et les pores sont visiblement resserrés. La peau est plus douce. À long terme, les résultats sont plus remarquables: le traitement raffermi la peau et lui redonne son élasticité pour réduire l'apparence des rides d'expression et des ridules.

Q. J'AI PEUR DE FAIRE UNE ERREUR EN EFFECTUANT LE TRAITEMENT. LE PEELING GLYCOLIQUE À DOMICILE EST-IL SÉCURITAIRE ET FACILE À UTILISER, MÊME POUR UNE DÉBUTANTE ?

Le système à domicile s'utilise aisément et les instructions sont faciles à suivre. La concentration de 10% d'acide glycolique est inoffensive et sécuritaire. Assurez-vous toutefois de respecter les étapes afin d'en retirer les meilleurs résultats. Même les débutantes peuvent facilement intégrer ce traitement à leur routine beauté. ReNoviste est un système complet qui prend soin de votre peau dès l'application du peeling doux jusqu'à la troisième étape, le traitement hydratant rééquilibrant. Trois gestes seulement pour une peau saine, éclatante et rajeunie.

Visitez www.lorealparis.ca pour obtenir plus d'information et des conseils pratiques sur les soins de la peau.

Les dermatologues ont créé le procédé.
Nos chercheurs l'ont rendu accessible, à domicile.

Nouveau RENOVISTE Système de peeling glycolique anti-âge

En 5 minutes,
le pouvoir de **restructurer** votre peau.

DOUX

Spécialement formulé pour une utilisation à domicile, ReNoviste est **efficace, apaisant et facile à utiliser.**

UNIQUE

Notre premier peeling doux comprenant **10 % d'acide glycolique**, le même ingrédient qu'utilisent les dermatologues.

COMPLET

Un système en **trois étapes** qui corrige visiblement les rides, reconstruit la densité de la peau et lui redonne son élasticité, une couche à la fois.

ACCESSIBLE

Maintenant accessible **pour seulement 34,95 \$*** dans les pharmacies et magasins à grande surface.

Dermo-Expertise.
De la recherche à la beauté.

Parce que vous le valez bien.



Pour plus de détails sur nos tout nouveaux soins de la peau inspirés de la dermatologie, visitez www.lorealparis.ca

L'ORÉAL PARIS

Un grand projet structurant



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Pendant des années, l'idée de la Grande Bibliothèque a été critiquée, parfois ridiculisée, pour le caractère somptuaire du monument que voulait léguer le premier ministre d'alors, Lucien Bouchard, pour ses coûts élevés, pour l'élitisme d'un projet qui détournait l'attention des bibliothèques de quartier.

Au fil d'arrivée, au moment où la Grande Bibliothèque ouvre ses portes au grand public, il faut dire clairement que ses détracteurs avaient tort. Ce projet voulu par Lucien Bouchard et que sa présidente-directrice-générale, Lise Bissonnette, a défendu avec fougue depuis huit ans, est porteur d'une vision, tant pour Montréal que pour l'ensemble du Québec.

La Grande Bibliothèque illustre bien ce que peut et doit faire l'État pour bien développer les villes et pour donner à la culture et au savoir la place qui lui revient.

Depuis des années, les crises économiques nous ont forcés à repenser le rôle de l'État, à se méfier de ses élans, souvent sans contrôle, qui pouvaient compromettre le bien-être des générations futures. L'État a dû s'astreindre à la rigueur et même à l'austérité. C'était nécessaire et ce l'est toujours. Mais le fait que l'État doive être responsable dans ses choix et ses façons d'agir ne signifie absolument pas qu'il doive devenir mesquin et radin ni que ses décisions doivent être à courte vue.

Montréal avait besoin d'une mise à jour substantielle de ses équipements pour remplacer une bibliothèque municipale vétuste. On pouvait intervenir au premier degré et fournir les pieds carrés nécessaires, ou l'on pouvait profiter du fait que des dépenses publiques étaient incontournables pour se servir de cet investissement comme d'un levier, d'en maximiser les retombées et d'en faire un geste structurant. C'est en fait le même genre de logique qui a récemment mené au projet d'une technopole de la santé, une idée hélas abandonnée dans la tourmente du débat public.

En regroupant la bibliothèque municipale et la Bibliothèque nationale, on lui donnait sa masse critique, en lui donnant une vocation de réservoir de ressources et de connaissances pour l'ensemble du réseau de bibliothèques québécoises, on s'assurait que les ressources mobilisées puissent servir le Québec tout entier et contribuer à résoudre ce drame collectif que sont nos faméliques habitudes de lecture. Donc de frapper fort, quitte à ce que cela coûte plus cher, pour que les effets soient plus puissants et plus durables.

Mme Bissonnette s'est battue pour que ce grand projet soit aussi une intervention architecturale, plutôt qu'une de ces constructions gouvernementales à rabais qui enlaidissent nos villes. Ce projet a donc donné lieu à un concours international d'architecture avec jury. C'est là une autre responsabilité de l'État, que ses projets publics traversent le temps, qu'ils structurent les villes, les enrichissent, les embellissent.

Cette bibliothèque, en plus de redéfinir le quartier où elle a été construite, sera un pôle d'attraction pour les Montréalais, les Québécois, les touristes. Et aussi un pôle de développement, car la culture joue un rôle central dans le devenir des villes, ce que Québec a compris depuis longtemps avec le maire Jean-Paul L'Allier et que Montréal commence à découvrir avec Gérard Tremblay. Dans un siècle où le savoir et la connaissance sont des ingrédients essentiels du succès, cette nouvelle institution contribuera à enrichir Montréal, à modifier sa dynamique, à transformer son image.

Ça coûtera plus cher ? Mais c'est de l'argent bien dépensé, d'autant plus que le contrôle des coûts a été efficace. Prévus à 90,6 millions, la Grande Bibliothèque aura finalement coûté 97,6. On ne peut certainement pas parler de dérapage.

Mais, ce qui est le plus important, c'est que l'ouverture de la Grande Bibliothèque est une intervention culturelle majeure. Elle est essentielle pour le Québec, une société dont l'identité se définit largement par la culture. Ce geste fort envoie un message, sur l'importance de la culture, de la connaissance et la diffusion des idées, dont il ne faut pas minimiser la portée symbolique.

Il y a eu bien des débats sur l'impact d'une grande bibliothèque et sur la pertinence d'investir dans un équipement majeur plutôt que dans les bibliothèques de quartier. Les expériences, partout ailleurs, montrent à quel point l'arrivée de ces institutions a un effet très positif sur la lecture, par la qualité de l'environnement qu'elles proposent, par leur capacité de remettre le livre dans le champ de conscience des citoyens.

Si, comme cela est probable, l'ouverture de cette institution a cet effet sur les habitudes des Québécois, qui lisent moins que partout ailleurs au Canada, et qui se privent ainsi d'un outil de développement et d'affirmation autant individuel que collectif, nous aurons franchi un grand pas.

COURRIEL

Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

PLANÈTE



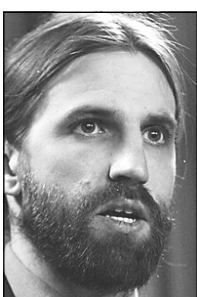
PHOTO ASSOCIATED PRESS

Un cimetière de vieux réfrigérateurs dans la région de Londres. Mais où se sont donc envolés les CFC qu'ils contenaient ?

Qu'attend le Canada?

La technologie du frigo-vert est utilisée aujourd'hui dans plusieurs pays d'Europe, en Chine, au Japon et en Amérique du Sud

STEVEN GUILBEAULT



L'auteur est responsable de la campagne Climat et Énergie à Greenpeace Canada.

La couche d'ozone est une nappe de gaz qui nous protège des rayons ultraviolets du soleil. Cette couche est si mince que si on la comprimait entre nos doigts, elle ne ferait que quelques millimètres d'épaisseur.

Vers le début des années 80, des scientifiques et des groupes écologistes ont sonné l'alarme sur l'amincissement de cette couche protectrice. En effet, une famille de gaz industriels connue sous le nom de cholorofluorocarbure (CFC), utilisée pour la réfrigération et la climatisation, détruit à un rythme alarmant les molécules d'ozone dans l'atmosphère. Chaque molécule de CFC peut détruire plusieurs milliers de molécules d'ozone.

La communauté internationale a alors amorcé des négociations sur l'élimination progressive de ces substances qui ont culminé avec la signature en 1987, à Montréal, du protocole de Montréal, une entente des Nations unies sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO).

Le protocole de Montréal est aujourd'hui salué comme l'un des accords des Nations unies les plus efficaces, la plupart des SACO étant en réduction tant au plan de la production que de l'utilisation. Le rôle du Canada est considéré comme l'un des pays précurseurs de la lutte contre les SACO.

Une ombre au tableau

Vers le milieu des années 90, une ombre est cependant apparue au tableau puisque l'on commence à découvrir que certains produits de substitution aux CFC comme les hydrocarbures fluorés (HFC), bien que n'étant pas des SACO, sont en fait de puissants gaz à effet de serre. Quelques exemples : l'hexafluorure de soufre (SF6 — un gaz de la famille des fluorés) a une durée de vie de 3200 ans et un potentiel de réchauffement climatique 34 000 fois plus puissant, sur un horizon de 500 ans, que le CO₂ (l'unité de base en terme de potentiel de réchauffement climatique). Le perfluorométhane (CF4), dont la durée de vie est de 50 000 ans, a un potentiel de réchauffement de 10 000 fois le CO₂.

Un rapport récent du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a tenté de lever le voile sur la protection de la couche d'ozone et du système climatique global. De ce rapport, il ressort deux grandes conclusions. La première est que les quantités « stockées » de SACO (dans les réfrigérateurs, les systèmes de climatisation, les mousses iso-

lantes, etc.) sont plus importantes que soupçonnées et que les pays n'ont que quelques années pour intervenir avant que ces substances ne soient relâchées dans l'atmosphère. La deuxième est liée à l'utilisation des HFC et leur impact sur le réchauffement planétaire, qui gagne en importance. Mais, il existe des solutions de remplacement.

Parmi les plus intéressantes, notons la technologie du frigo-vert (ou greenfreeze) utilisant l'isobutane comme gaz réfrigérant. Cette technologie a été mise au point, au début des années 90, grâce à Greenpeace, pour remplacer les CFC, HCFC et HFC. En 1997, Greenpeace a reçu un prix du Programme des Nations unies pour l'environnement pour cette technologie innovatrice qui n'est pas brevetée et qui est mise à la disposition de la planète. La technologie du frigo-vert est utilisée aujourd'hui dans plusieurs pays d'Europe, en Chine, au Japon, en Amérique du Sud, etc. De plus, quelques multinationales comme Coke, McDonald's et Nestlé l'ont adoptée au plan de la réfrigération.

Le Canada et les États-Unis sont, hélas ! parmi les derniers grands marchés de la planète qui résistent toujours à l'introduction de cette technologie. Les modifications nécessaires aux normes réglementant l'utilisation de l'isobutane en réfrigération traînent, depuis près d'une décennie, bien qu'on estime que près de 50 millions frigos verts ont été vendus dans le monde à ce jour...

HUMEUR

JEAN-YVES THÉBERGE au sujet des interdits

Le bonheur se vend dans une boîte vide

M. Théberge est écrivain.

Quand vous aurez légiféré sur tous les aspects de ma santé, et cela de ma naissance jusqu'à la promesse d'une vieillesse bien assurée ;

quand vous aurez si bien « cloné » tout ce que l'on mange au point de faire disparaître la maladie ;

quand vous aurez confisqué toutes les armes à feu ;

quand vous aurez transformé le café en une boisson antistress ;

quand vous mettrez sur le marché un vrai remède aux rides et à la peau qui se fane ;

quand vous aurez remis toutes les fourrures aux animaux d'origine ;

quand vous aurez mis sur les paquets de cigarettes des photos encore plus dégoûtantes afin que tous les fumeurs sachent qu'ils sont voués à la géhenne éternelle ;

quand vous aurez interdit toutes les boissons alcooliques pour qu'il n'existe plus de chauffards ;

quand vous aurez affiché sur les portes de tous les lieux de restauration rapide que l'obésité en est la triste récompense ;

quand vous aurez réussi à imposer un casque à tout individu qui sort dans la rue ;

quand vous aurez rendu les automobiles tellement sécuritaires que nous aurons perdu le goût de faire une promenade ;

quand vous aurez transformé toutes les arachides en produits anti-allergiques ;

quand vous aurez interdit tous les sports dangereux : à lames, à bâtons, à rames, à gants, à vitesse...

quand vous aurez fait disparaître l'hiver, les pelles à neige, les bourrasques, les ora-

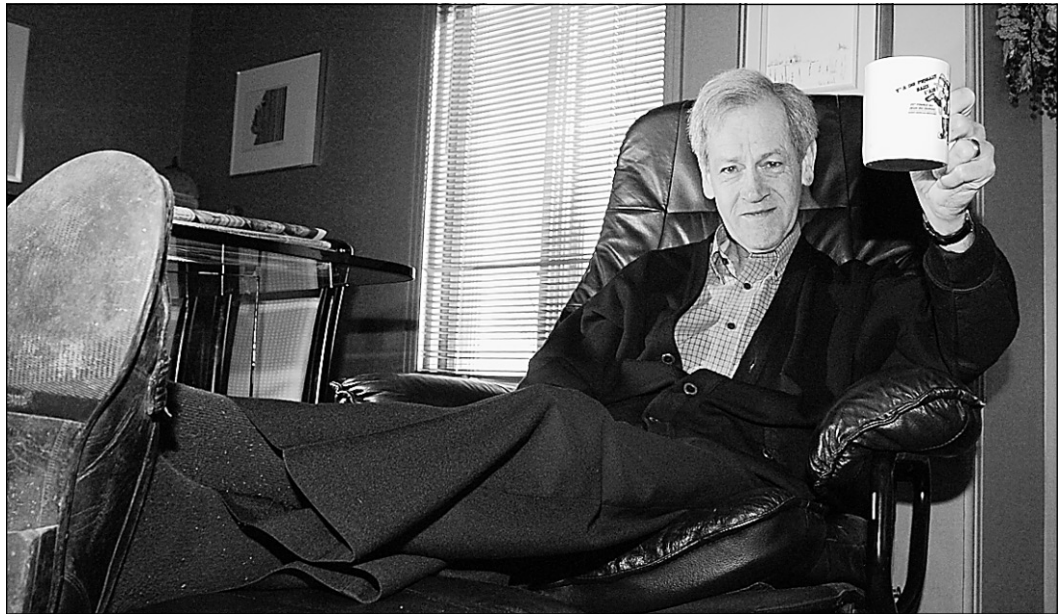


PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Jean-Yves Théberge : « Quand vous aurez transformé le café en une boisson antistress... »

ges au cours des fins de semaine ;

quand vous aurez réussi à rendre l'air tellement propre que l'asthme ne sera plus qu'un mauvais souvenir ;

quand vous aurez fait du sexe une telle banalité que nous perdrons le goût de faire l'amour ;

quand vous aurez mis sur pied l'assurance bonheur pour nous faire oublier que celui qui veut faire l'ange fait la bête et que l'enfer est pavé de bonnes intentions ;

quand vous aurez réussi à faire tout cela,

qui va nous redonner le simple plaisir d'apprendre à vivre à même nos erreurs et nos joies ?

Mais qui va nous rendre la toute simple nature humaine sans la monnayer ?

Mais qui va, alors, nous avouer que tout cela ne cachait que du mensonge, du pharisaïsme et la simple peur de vieillir ?

Mais qui, enfin, va nous enlever la peur de mourir ?

P.S. Laissez-nous donc vivre en usant de tout et en n'abusant de rien.

FORUM

Ne pas grimper dans les rideaux



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Tout le monde a grimpé dans les rideaux — les uns pour s’en réjouir, les autres pour s’en affoler — lorsqu’un sondage Léger Marketing, publié mercredi dans *Le Devoir* et le *Globe and Mail*, a annoncé que le scandale des commandites avait fait monter à 54 % l’appui à la souveraineté.

On aurait dû se calmer au moins 24 heures, car le jour suivant, un sondage CROP réalisé pour *La Presse* donnait un tout autre son de cloche. L’appui à la souveraineté est de 47 %, soit deux points de plus qu’il y a un mois, et à peu près au niveau d’appui dont jouit depuis un an l’option souverainiste.

En somme, pour l’instant il n’y a pas de changement. Si le scandale des commandites profite énormément au Bloc, le mouvement souverainiste n’y a encore rien gagné.

On peut évidemment décider de croire Léger plutôt que CROP. On aurait tort, car le « track record » de CROP, au fil des années, est de beaucoup supérieur. L’un des conseillers de la firme, Maurice Pinard, est l’autorité incontestée en matière de sondages politiques. Et même un ancien conseiller de Bernard Landry ne cache pas qu’« entre un CROP et un Léger, je prends le CROP n’importe quand », parce qu’il juge sa méthodologie supérieure.

Dans ce cas-ci, le tableau était particulièrement trouble, parce que selon le résumé qu’en faisait la firme Léger elle-même, la question sur la souveraineté avait été posée après deux questions « lourdes », portant l’une sur la « trahison » des libéraux, et l’autre sur le scandale des commandites. Cela aurait évidemment contaminé la réponse sur la souveraineté. M. Léger lui-même avait d’abord affirmé à notre collègue Denis Lessard que l’ordre des ques-

Cet attachement au Canada, qui perdure même au beau milieu du scandale des commandites, est le grand obstacle à la souveraineté.

tions correspondait bien au résumé publié par sa maison. Dans le questionnaire qui fut par la suite rendu public, la question sur la souveraineté apparaît toutefois en première place.

Quoi qu’il en soit, il aurait aussi fallu lire le sondage de Léger Marketing au complet — ce que nombre de commentateurs, au Canada anglais particulièrement, ne se sont pas donné la peine de faire, obnubilés qu’ils étaient par le chiffre magique de 54 %. D’autres données apportent en effet un puissant bémol sur la soi-disant montée de l’option souverainiste. Voyons voir...

Comme d’habitude, les Québécois veulent un Québec indépendant à l’intérieur d’un Canada uni. À preuve, la majorité (soit 56 %) des électeurs souverainistes veulent que « le Québec continue de faire partie du Canada ». On est en plein illogisme, mais quoi de neuf ?

On continue. L’appartenance au Canada continue de faire partie du sentiment identitaire. Chez les francophones, seulement 22 % se définissent comme « uniquement québécois » : cela correspond au groupe des « vrais » indépendantistes, qui voient le Canada comme un pays étranger, et qui n’ont jamais représenté plus du quart de l’électorat. La majorité des francophones, cependant, maintient une double allégeance : 35 % se disent « plus québécois que canadien », et 33 % « autant l’un que l’autre ». Plus de deux francophones sur trois ont donc un lien affectif avec le Canada. Cette donnée capitale n’a pas changé depuis l’époque du premier référendum.

Enfin — et c’est une autre constante — si 42 % préfèrent la souveraineté (assortie, notons-le bien, d’un partenariat politique), 46 % optent plutôt pour le fédéralisme renouvelé ou pour le statu quo.

Cet attachement au Canada, qui perdure même au beau milieu du scandale des commandites, est le grand obstacle à la souveraineté. Ce sondage montre une fois de plus qu’à partir du moment où les électeurs soi-disant souverainistes réaliseraient que souveraineté est synonyme de rupture, l’appui populaire à la souveraineté s’effriterait. Cela se serait produit en 1995, si le Oui avait gagné par une faible marge : trop de gens croyaient dur comme fer qu’en votant Oui, ils « resteraient » au Canada, garderaient leur passeport et leurs représentants aux Communes, bref qu’ils auraient le beurre et l’argent du beurre.

Cela veut dire aussi qu’avec une question référendaire claire et non ambiguë, uniquement axée sur la souveraineté, le camp du Oui perdrait à peu près la moitié de son électorat naturel.

C’est pourquoi le dernier virage du PQ est si surprenant. Pour apaiser leur aile radicale, les leaders péquistes ont accepté de laisser tomber toute référence au « partenariat » avec le Canada. Ils se condamnent eux-mêmes à l’échec car compte tenu de la mentalité ambiante, il est impossible de faire avaler l’idée d’une sécession sans partenariat. C’est pourquoi je prédis que lorsque l’échéance référendaire se rapprochera, le PQ changera une fois de plus son fusil d’épaule et reviendra à une question référendaire aussi alambiquée que celles de 1980 et 1995.

Gagliano a-t-il raison?

L’ancien ministre libéral met le doigt sur une possibilité, pas sur une inéluctabilité

JEAN-HERMAN GUAY



L’auteur est professeur de sciences politiques à l’Université de Sherbrooke.

Qui aurait parié qu’un jour Alfonso Gagliano prédirait la victoire des souverainistes et la fin du Canada ? « Inévitable », a-t-il ajouté. Que son analyse soit fortement teintée de ses désaccords avec Paul Martin n’exclut cependant pas qu’elle puisse contenir une toute petite part de vérité...

En politique, le porteur de ballon a souvent autant d’importance que le ballon lui-même. Or voilà que des témoins attestent les uns après les autres de pratiques politiques inacceptables au nom d’une cause : l’unité canadienne. Tout le camp fédéraliste en subit les contre-coups. Il est certes difficile d’évaluer l’étendue de ces pratiques, le nombre de personnes impliquées et d’où émanaient les ordres. Mais l’opinion publique ne fait pas dans la dentelle. Et cette situation, parce qu’elle touche directement l’éthique des politiciens, est plus explosive que tous les empiètements du fédéral dans les compétences du Québec depuis dix ans.

Le message souverainiste ne s’est donc pas enrichi, c’est le messenger fédéraliste qui s’est considérablement appauvri. On a ainsi vu le Bloc rebondir dans les sondages au lendemain du dépôt du rapport de la Vérificatrice générale. C’est cette même conjoncture qui lui a permis, lors des élections de juin 2004, de balayer le Québec et d’anticiper maintenant une victoire équivalente. Les péquistes en tirent profit et, d’un coup, la donne politique change.

Rien n’est « inévitable »

Au-delà de ce point, cependant, rien n’est « inévitable ». En simplifiant, on peut imaginer deux réactions.

La première est durable : une personne

Le message souverainiste ne s’est pas enrichi, c’est le messenger fédéraliste qui s’est considérablement appauvri

jusque-là fédéraliste pourrait s’estimer « trahie » et voter pour le Bloc, puis pour le PQ, puis pour le Oui au prochain référendum. Une association d’idées s’imposerait : scandale, surplus et arrogance, tout cela conduisant à la souveraineté. Dans le passé, plusieurs événements conjoncturels ont conduit à des changements structurels d’allégeance : l’opinion connaissant des chemins de Damas, dont l’objet est circonscrit, mais dont la conséquence s’inscrit dans la durée.

La seconde réaction est éphémère et plus limitée : la colère s’accorderait d’abord à l’humeur qu’un sondage enregistre fort bien. Avec le temps, une portion de cette indignation se transposerait sur les appuis



PHOTO REUTERS

Alfonso Gagliano veut-il surtout éviter qu’on ne le montre du doigt ?

aux partis : chute des libéraux fédéraux et provinciaux. Dans cette perspective, le régime fédéral, du moins au sens strict, échapperait aux foudres d’un électorat choqué par les révélations de la commission Gomey. Un nouveau segment de la population pourrait appuyer le Bloc si des élections avaient lieu rapidement, mais refuser par la suite de voter pour la souveraineté. L’histoire du mouvement souverainiste est remplie de ces montées et de ces tassements successifs.

Quelle sera la réaction dominante ? Dans l’immédiat, c’est la seconde qui l’emporte. Les deux derniers sondages nous en disent beaucoup. Celui de la maison CROP donne

au Oui un 47 %, un score à peine supérieur à la moyenne des dernières années. Ce sont les formations libérales de Martin et Charle qui servent de paratonnerre. Le dernier sondage Léger Marketing accorde certes 54 % d’appui aux souverainistes — un score plus haut mais qui relève peut-être de la méthodologie utilisée ou de la simple marge d’erreur.

Inquiétant pour les souverainistes

Ce qu’il souligne est cependant inquiétant pour les souverainistes : la moitié des Oui voudraient que le Québec continue de faire partie du Canada ! Il s’agit là d’un niveau d’appui qui risque de chuter quand la question référendaire exclura la notion de

partenariat (une exigence combinée des radicaux du PQ et de la Loi sur la clarté). Mais il y a plus : la souveraineté n’a pas bondi dans la région du 60 % et cela dans un contexte où l’on apprend de la bouche de libéraux notoires que le fédéral aurait « volé » le référendum de 1995 en utilisant des moyens qui ne sont pas à la hauteur de ses standards en matière de démocratie.

Au fil des mois, la prépondérance d’une réaction sur l’autre dépendra du jeu des différents protagonistes. N’étant pas en mesure de déclencher un référendum sur la souveraineté, les souverainistes tenteront d’exploiter — de cristalliser — l’humeur du moment. Comment ? En amplifiant l’étendue du scandale, en l’associant au régime fédéral lui-même et en le liant à une logique de domination. La colère du moment, si elle n’est pas transformée, s’essouffera au fil des mois. Voilà le défi des Bernard Landry et Gilles Duceppe.

Pour gagner du terrain, les souverainistes ne pourront pas seulement exploiter le verbe « punir », ils devront aussi convaincre par le verbe « choisir ». Quant aux fédéralistes, le temps presse pour eux : il n’est pas normal qu’un scandale, si grave soit-il, remette même momentanément en question l’existence d’un pays. Cela n’est devenu possible que dans la mesure où cette colère fut alimentée d’insatisfactions plus profondes.

Alfonso Gagliano met le doigt sur une possibilité, pas sur une inéluctabilité. Dans cette histoire en somme, ce qu’il veut surtout, c’est éviter qu’on ne le montre du doigt.

Que restera-t-il pour les autres?

En cherchant à présenter ses FrancoFolies en juin, le groupe Spectra se fait insistant jusqu’à plus soif pour parvenir à ses fins

Le texte suivant est cosigné par Claude Chamberlan, Festival du nouveau cinéma de Montréal ; Michel Depatie, Oda-ce Événements ; Jean Dorion, Comité de la Fête nationale de Montréal ; André Dudemaine, Présence autochtone ; Ghislain Dufour, Société de développement du boulevard Saint-Laurent ; Josée Hallé, Festival international d’été de Québec ; Jeremy Hechtman, Fringe Festival ; Chantale Turcot, Mouvement national des Québécoises et Québécois.

Madame Line Beauchamp, Ministre de la Culture et des Communications, Par tout le Québec, les festivals et autres manifestations artistiques sont autant d’occasions ou de manières, pour le public, d’avoir accès à différentes visions du monde déclinées dans une richesse de modalités et de formes. Ce qui anime véritablement cette diversité culturelle et garantit le nombre et la qualité des événements, c’est la passion et le dynamisme de nombreux groupes et personnes qui s’investissent dans des projets porteurs de cultures et de dialogue. Il en découle naturellement une diversité des missions et des contenus. Pour que toutes ces manifestations culturelles disposent de l’espace et de conditions minimales pour se réaliser dans une relative pérennité, les pouvoirs publics ont toujours joué un rôle régulateur.

Aujourd’hui, un seul joueur, Spectra, souhaite bouleverser l’équilibre qui s’est constitué au cours des années et ceci à son

seul bénéfice. Reconnaissons d’emblée le rôle joué par Spectra et son président, Alain Simard, dans le développement de l’industrie culturelle québécoise. S’il est vrai que Montréal est aujourd’hui reconnue à l’international et a désormais une réputation de ville festive, nous pouvons collectivement saluer les efforts déployés par cette entreprise au fil des ans qui a su paver la voie aux activités estivales dans ce qui était autrefois le « balconville » national.

Parvenir à ses fins

Ainsi, le groupe Spectra souhaite présenter ses FrancoFolies en juin et se fait insistant jusqu’à plus soif pour parvenir à ses fins. Nous vous rappelons ici les conséquences sérieuses qu’aurait ce projet s’il venait à se concrétiser : perte de visibilité et marginalisation des plus petits événements, sursaturation de l’offre en juin, concurrence et repositionnement à moyen terme des commandites, pression accrue sur les services municipaux requis et sur les résidents à proximité des lieux d’activités pour ne mentionner que celles-là.

Que restera-t-il pour les événements qui animent les quartiers ou les artères commerciales de Montréal quand toute l’attention sera tournée sur un unique quadrilatère du centre-ville, que l’énergie et les moyens y seront exclusivement concentrés ? Doit-on se résigner à ce que le Festival d’été de Québec soit réduit à n’être qu’un « off » Francofolies ? Que restera-t-il de la visibilité médiatique accordée aux petites manifestations ? Que restera-t-il des

événements régionaux ? Doit-on se résoudre à faire tapisserie, à produire un bruit de fond derrière les méga-événements sous la baguette d’un seul chef d’orchestre ?

Pour notre part, nous refusons de concevoir la vie culturelle d’ici comme une seule succession de festivals et d’événements pilotés par un unique homme et son entourage.

Dans ce secteur de la culture, nous connaissons la fragilité des organismes artistiques et événementiels. Nous en appelons donc à vous, madame la ministre. Vous défendez avec vigueur sur toutes les tribunes internationales la nécessité d’une politique de la diversité culturelle à l’échelle du monde : nous parlons donc le même langage.

Quand on menace la vie culturelle à la fois dans la métropole et la capitale québécoises, nous sommes face à une situation qui interpelle directement la ministre de la Culture et des Communications.

Nous vous demandons donc formellement par la présente d’intervenir ici même en faveur de la diversité culturelle de la même manière que vous avez su le faire de par le vaste monde.

Nous vous prions instamment, en suivant l’exemple des différents ministres de la Culture qui se sont succédé depuis près de 10 ans, de prendre fait et cause en faveur de la démocratie culturelle et de sa composante essentielle, la diversité, en pesant de toute votre influence pour le maintien en sa forme actuelle du calendrier estival des événements.

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Des diamants sous la ferraille



kgagnon@lapresse.ca

KATIA GAGNON

L'immense majorité de ses étudiantes n'ont jamais mis les pieds dans un quartier défavorisé de Montréal. Originaires de la proprette banlieue, plusieurs d'entre elles enseigneront pourtant aux enfants de Saint-Henri et d'Hochelaga-Maisonneuve. Robert Cadotte, ancien commissaire scolaire maintenant prof à l'UQAM, a décidé de faire leur éducation. Et surtout, de leur montrer qu'au-delà des statistiques accablantes, elles auront la responsabilité capita-

L'école James Lyng, dont on a beaucoup parlé depuis deux ans, est la preuve que les écueils des milieux défavorisés peuvent être surmontés.

le de dénicher, dans ces quartiers poqués, des diamants sous la ferraille.

La trousse pédagogique que vient de produire M. Cadotte, minutieuse visite guidée du quartier Saint-Henri, est pourtant, d'emblée, plutôt décourageante.

En comparant, à l'aide de données inédites, le quartier Saint-Henri avec sa voisine immédiate, la riche Westmount, le chercheur en arrive à de bien tristes constats. Un citoyen de Saint-Henri vivra en moyenne 10 ans de moins que son voisin de Westmount. Il sera plus malade, s'alimentera moins bien. Ses enfants abandonneront davantage l'école et courent trois fois plus de risques de se suicider.

Qui sont donc les enfants élevés dans ce terreau de misère ? On les a vus tout récemment dans le très beau film *Vues de l'est*, de la cinéaste Carole Laganière. Il faut les regarder raconter à la caméra comment ils ont fait semblant de téléphoner à la police pour éloigner un pédophile qui « se pompait » en les regardant. Ou ces seringueurs qu'ils ont trouvées au parc et sur

lesquelles un copain s'est piqué.

Tout cela fait partie de leur quotidien. Mais, malgré toutes ces horreurs, ces enfants sont des fleurs magnifiques. Voyez ce petit bonhomme, les yeux brillants, confier à la cinéaste qu'il rêve de devenir un grand scientifique. Ou cette autre, confinée à une classe spéciale, qui danse comme une déesse et veut devenir professeure de musique.

Les professeurs seront souvent ceux qui leur donneront le cran de s'accrocher à leur rêve. Or, trop souvent, on scrute ces enfants au microscope sous l'angle des « élèves en difficulté ». C'est vrai, c'est une réalité. Qui pose des problèmes, qu'il faut régler. Mais en mettant ainsi l'accent sur les difficultés du boulot d'enseignant en milieu difficile, on en oublie toute la beauté. Parlez-en à Maria di Stavolo, la « *good news lady* » de l'école James Lyng, du quartier Saint-Henri. Comme son titre l'indique, son rôle consiste à téléphoner régulièrement aux parents pour les informer des bons coups de leur enfant. Imaginez la surprise de ces parents démunis, qui ont souvent eux-mêmes détesté l'école, et dont les seuls contacts avec les professeurs de leurs enfants se résumaient à de continuelles plaintes ! Les relations avec les parents, et partant, celles des enfants avec l'école, ont été transformées.

L'école James Lyng, dont on a beaucoup parlé depuis deux ans, est d'ailleurs la preuve que les écueils des milieux défavorisés peuvent être surmontés. L'école affichait il y a cinq ans un taux de décrochage de 51 %. Elle arrivait au 451^e rang sur les 578 établissements scolaires du Québec.

Armé des fonds de Québec, un nouveau directeur a enclenché une petite révolution pédagogique. L'ascension a été fulgurante : l'an dernier, James Lyng s'est retrouvée au 162^e rang. La polyvalente Saint-Henri, située dans le même quartier, accablée des mêmes problèmes, stagne au 545^e rang.

Qu'est-ce qui explique cette différence ? Difficile à dire. Mais c'est certainement la preuve qu'il y a, même dans les milieux les plus difficiles, quelque chose à faire. La tâche est colossale, oui, mais elle est aussi extraordinaire.

La faiblesse des gens



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Si des millions de dollars d'argent public destinés aux commandites ont pu être détournés, ce n'est pas faute de procédures, de lois ou de règlements. C'est plutôt en raison de la naïveté, de la complaisance, voire de la complicité d'élus, de fonctionnaires et de gens d'affaires qui ont laissé la voie libre à un groupe de personnes sans scrupules.

Au fil des dizaines de témoignages entendus par le commissaire John Gomery, on ne peut manquer de s'étonner du peu de difficultés qu'ont eues les Charles Guité et conjoints pour dilapider le budget des commandites du gouvernement du Canada. Le juge Gomery a bien résumé cette impression, il y a dix jours, alors que des dirigeants du Grand Prix de Montréal tentaient d'expliquer pourquoi ils avaient accepté de trafiquer une facture à la demande de Groupaction. « J'ai entendu depuis des semaines des gens qui disent : « J'ai facturé de cette façon parce que le client l'a demandé. » Est-ce qu'il n'y a pas une certaine intégrité dans la facturation que la déontologie, même dans le monde des affaires, exige ? » a demandé le commissaire.

Les gens du Grand Prix ont répondu qu'ils avaient confiance en Groupaction, avec qui ils avaient déjà fait affaire. Et bien sûr, ils ne pouvaient savoir en 1998 ce que nous savons tous aujourd'hui.

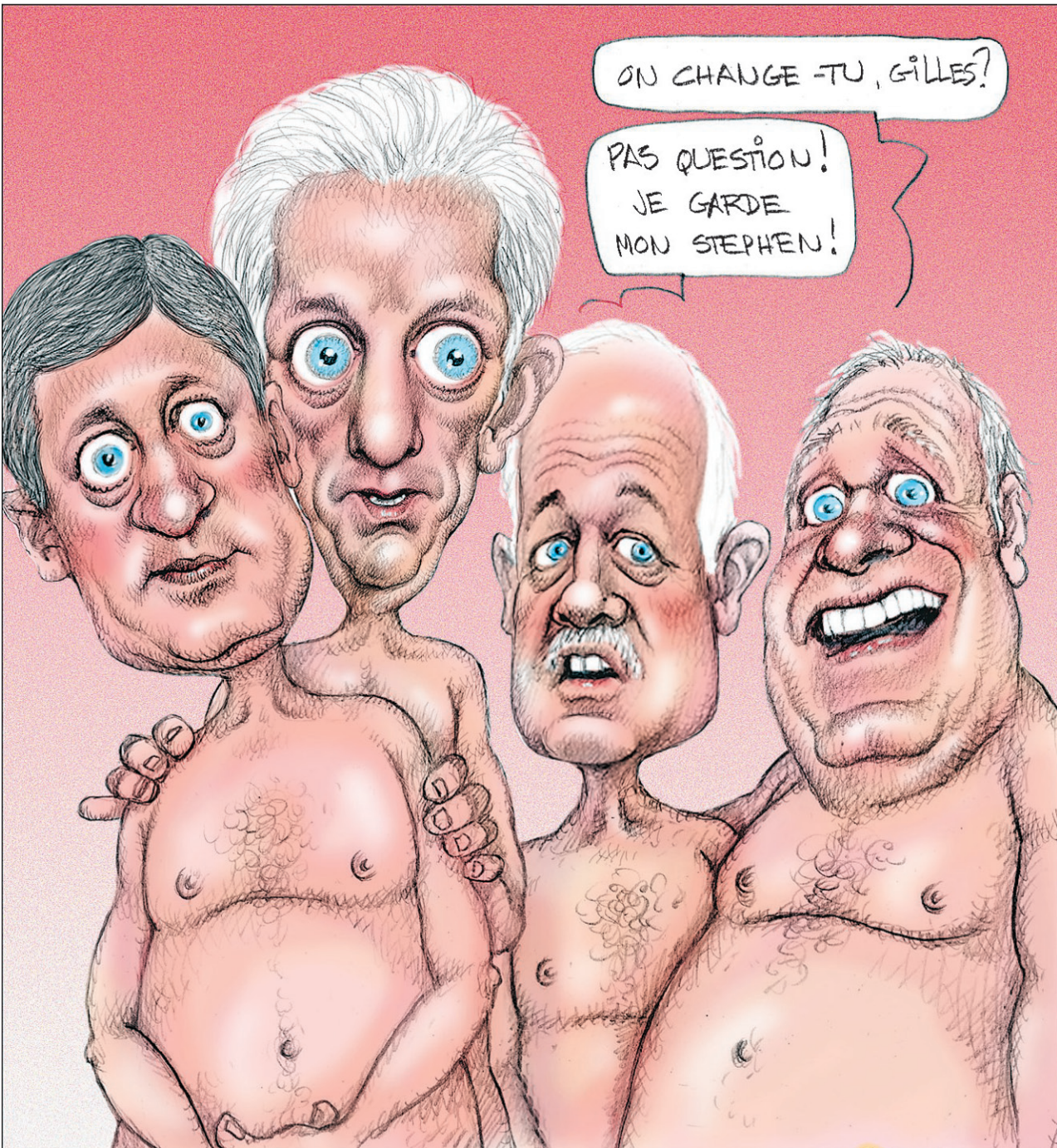
Plusieurs acteurs du scandale se sont défendus en disant qu'ils

ont fait ce qu'ils ont fait à la demande de quelqu'un d'autre. Dans certains cas, il s'agit sans doute d'un faux-fuyant ; dans d'autres, l'explication est sincère. La question est de savoir, et c'est évidemment une de celles qui tracassent le juge Gomery, pourquoi tout le monde s'est ainsi plié aux vœux de leurs clients, patrons, associés ou connaissances, sans protester de quelque manière. Encore hier, au cours du témoignage de Charles Guité, le commissaire semblait se demander ce qu'il est advenu de la simple honnêteté.

Si M. Guité a pu agir à sa guise, c'est parce que son supérieur hiérarchique au ministère des Travaux publics ne s'est pas opposé à ce qu'il contourne la chaîne d'autorité pour faire affaire directement avec le ministre des Travaux publics et le cabinet de M. Chrétien. Le programme ayant obtenu la bénédiction du premier ministre, rares sont ceux qui ont osé poser des questions, même s'il sautait aux yeux que la gestion était déficiente.

La preuve d'une implication directe des élus libéraux reste à faire. Mais il est indéniable que certains d'entre eux ont entretenu des relations amicales avec les gens d'affaires qui profitaient de la manne des commandites. Est-il possible qu'ils ne se soient rendus compte de rien, ne serait-ce que du changement dans le style de vie de ces patrons d'agence soudainement devenus riches (en même temps que soudainement devenus leurs amis) ?

Dans son rapport sur le scandale, la vérificatrice générale ne s'explique pas « l'effondrement presque total des contrôles essentiels » du gouvernement dans le cas des commandites. L'enquête du juge Gomery nous amène à croire que l'explication se trouve moins dans la faiblesse des règles que dans celle des gens.



CLUB ÉCHANGISTE

le parle-montaire

LES GRANDS PORTRAITS

LES CHEFS FÉDÉRAUX

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Un triste spectacle

La politique, quel triste spectacle ! On fait des gorges chaudes, on bafouille, on ment, on écrase, on humilie et on se bouscule pour arriver à ses fins. De vierges offensées, nos représentants fédéraux et provinciaux se transforment en charognards afin de nourrir leurs tristes ambitions. De façon éhontée, tous et chacun se servent du scandale des commandites pour arriver à leurs fins. Chrétien s'en fiche, Martin est dépassé, Duceppe goûte déjà sa victoire écrasante et Landry pense s'approprier la gloire d'une souveraineté. En 2003, on rejetait le PQ et le PLQ élu nous a grandement déçus. Si la mémoire des électeurs n'était pas une faculté qui oublie, on retrouverait ce relent difficile à couvrir dans le sillage des politiques présentes et passées des PQ, PLQ, ADQ, NPD et PCC. Et on s'étonne de notre scepticisme !

GINETTE CHARBONNEAU
Bois-des-Filion

APPEL À TOUS



Lise Bissonnette

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

Vos questions à Lise Bissonnette, PDG de la Grande Bibliothèque

La nouvelle Bibliothèque nationale du Québec accueille le public aujourd'hui et demain pour deux journées portes ouvertes. *La Presse* vous invite à visiter en grand nombre le nouvel édifice. Par notre entremise, vous pourrez ensuite faire part de vos impressions et questions à la présidente-directrice générale Lise Bissonnette. Comment trouvez-vous l'édifice ? Vaut-il l'investissement qui a été consenti ? Avez-vous l'intention de vous y abonner ?

Vos commentaires seront transmis à M^{me} Bissonnette, qui y répondra dans nos pages dans le courant de la semaine prochaine.

Notre adresse : forum@lapresse.ca.

Plus aucune confiance

Je ne crois pas que ce dont le Québec a besoin est une petite révision de quelques lois ; c'est d'une refonte totale du système politique et électoral dont nous avons besoin. Personne n'écoute donc les murmures de la population lasse, écoeurée et désabusée du comportement des élus et du système électoral désuet injuste et qui, en passant, contrevient à la Charte des droits et libertés qui stipule que non seulement les citoyens(ennes) ont droit de vote mais ont droit à la représentativité effective (élections de type proportionnel). Le désengagement catastrophique des citoyens face à la chose politique est un signe évident que les gens n'ont plus aucune confiance au système politique et comment les élus « règnent ». Nous avons besoin d'une révolution des idées, une révolution du courage, une

révolution des institutions démocratiques pour changer ces choses qui empoisonnent notre vie, notre présent et notre futur.

Pierre Véronneau
Montréal

L'exemple vient de haut

La Presse de jeudi dernier nous révélait que l'enquête du vérificateur de la STM pourrait rester secrète. Je suis tout simplement scandalisé que cette enquête sur l'autorisation donnée à des agents de surveillance à jouer au hockey durant leurs heures de travail, sur les cadres qui ont utilisé des voitures de la STM à des fins personnelles et sur le chef de la division de la surveillance qui est associé à une firme sous contrat avec la STM ne soit pas rendue publique. Pendant ce temps, ce dernier est « suspendu » de ses fonctions avec plein salaire. Bien sûr, l'exemple vient de haut avec le président Dauphin utilisant les services d'un employé de la STM comme chauffeur en temps supplémentaire et l'usage d'une sirène pour se rendre plus rapidement à destination. Restez en politique, M. Dauphin, car dans le privé vous seriez déjà à la porte !

René Miglierina
Montréal

La majorité silencieuse perdante

Comme toujours, la majorité silencieuse est perdante : session prolongée pour les étudiants, travail d'été écourté ou pas de travail. On devrait le savoir depuis le temps qu'il y a des grèves qui ne profitent qu'à une petite minorité de personnes qui s'en servent comme tremplin pour lancer leur carrière. Ces fameux dirigeants étudiants sont de la même lignée que nos fameux politiciens : ils ne pensent qu'à eux et pas du tout à la majorité. Le pire, c'est que cette majorité silencieuse est vraiment silencieuse. Bientôt la séparation sera à nos portes et parce qu'aucun leader silencieux ne se lèvera, on écouterait ceux qui pensent que c'est la solution idéale et que c'est la faute aux anglais et au fédéral si nous, les Québécois, ne sommes pas capables de gérer nos affaires dans le sens du monde.

Jean Beaulieu

Plongez dans l'été!

Avec Club Piscine



SPAS

Plus de 120 modèles

À PARTIR DE

3999\$*

À l'achat, recevez de

300\$ à 1000\$

DE RABAIS

sur le spa de votre choix!

PISCINE HORS-TERRE

toute équipée
à partir de

1499\$ ou 3099\$

Obtenez jusqu'à

300\$ DE RABAIS

à l'achat de votre piscine hors-terre**.

Grand choix de
GAZEBOS
à structure d'aluminium
à partir de

369\$

ACCESSOIRES PISCINES HORS-TERRE

50% DE RABAIS

Chaque-eau
solaire

22499\$

Rég. 450 \$

Balayeuse
Kontiki

9999\$

Rég. 199 \$

Marche

14999\$

Rég. 299 \$

CHLORE 18 kg granulé

PRIX SPÉCIAL

4999\$

PRIX RÉGULIER 69,99 \$

En plus, obtenez

GRATUITEMENT

une serviette de plage

Une valeur de **20 \$**

PISCINES CREUSÉES

Modèles : Rein, Odessey et Club C, 12 x 24 pi,
équipées, installées et trottoir inclus.

99\$ /mois* ou 11 800 \$**

De plus à l'achat, recevez
1600\$ d'accessoires de
piscines creusées
de votre choix!



CLUB PISCINE

SUPER

Fitness

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, VISITEZ NOTRE SITE INTERNET AU

www.clubpiscine.ca

FINANCEMENT
EN MAGASIN
BANQUE
LAURENTIENNE

FINANCEMENT
accord D
Desjardins

Certaines conditions s'appliquent, voir détails en magasin. Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre. - Photos à titre d'illustration seulement. Jusqu'à épuisement des stocks. * Rabais de 550 \$ déjà appliqué, le prix se rapporte au modèle Riviera. ** Rabais déjà appliqué. Sujet à l'approbation de crédit. Le prix se rapporte au modèle Delta 12 pi. *** Sujet à l'approbation de crédit. À l'achat d'une piscine creusée, vous obtenez au choix un chauffe-eau Teledyne 250 000 BTU d'une valeur de 1 600 \$ OU pour 1 600 \$ d'accessoires de piscines creusées. + Applicable sur tous les meubles de jardin de 599 \$ et plus avant taxes.

Médiation africaine au Togo alors que Lomé se calme

AGENCE FRANCE-PRESSE

LOMÉ — Une médiation africaine se met lentement en place pour tenter de trouver une solution à la crise politique au Togo, où une délégation conjointe de l'Union africain (UA) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est attendue aujourd'hui, alors que les autorités maintiennent la pression sur l'opposition qui a annoncé une centaine de morts dans les violences depuis l'élection du 24 avril.

L'avocat Yawovi Agboyibo, coordinateur de la coalition de l'opposition, a affirmé qu'il n'y avait « pas d'objection » de la coalition à rencontrer l'Union africaine (UA) et que dans « l'immédiat, la médiation doit mettre en place un système d'arbitrage des contestations sur le scrutin afin de pacifier le pays ».

« Il faut faire la lumière sur la vérité du scrutin du 24 avril », a expliqué M^e Agboyibo.

« La répression a entraîné entre

les 24 et 29 avril une centaine de morts, et plus de 300 blessés », a affirmé au cours d'une conférence de presse M^e Agboyibo, sans donner plus de précision. Il n'existe à ce jour aucun bilan de source indépendante.

Le Togo connaît de graves troubles depuis l'annonce mardi de la victoire de Faure Gnassingbé, candidat du Rassemblement du peuple Togolais (RPT, ancien parti unique, au pouvoir) avec 60,22 % des voix à l'élection présidentielle du 24 avril.

Ces résultats provisoires, qui doivent être encore confirmés par la Cour constitutionnelle, sont violemment contestés par les partisans d'Emmanuel Bob Akitani, le candidat de la coalition de l'opposition. Celui-ci s'est autoproclamé vainqueur de l'élection mercredi avant d'en demander l'invalidation.

La CEDEAO a de son côté avalisé l'élection, estimant que les « anomalies et les incidents » enregistrés lors des opérations de vote ne remettaient pas en cause la « crédibi-



PHOTO ISSOUF SANOGO, AFP

Des Togolais observent les décombres de la bibliothèque du centre culturel allemand de Lomé, qui a été la cible d'un attentat dans la nuit de jeudi à hier.

lité » du scrutin. La CEDEAO a également jugé jeudi soir que « l'autoproclamation » du candidat Bob Akitani, avait été « faite en violation de la Constitution et des lois de la République ».

À Lomé, où le sentiment anti-occidental semble cristalliser les frustrations des partisans du pouvoir, le centre culturel allemand, l'Institut Goethe, a été quasiment détruit dans la nuit de jeudi à hier.

Selon son directeur, Herwig Kempf, cette attaque est liée « à une situation tendue au Togo et un

climat anti-allemand depuis quelques jours ».

Depuis plusieurs jours, l'ambassade d'Allemagne — première ancienne puissance coloniale — est la cible des attaques du gouvernement qui l'accuse de soutenir l'opposition. L'ancien ministre de l'Intérieur, François Eso Boko, qui avait dénoncé le processus électoral 22 avril, est actuellement réfugié dans les locaux de l'ambassade.

Le ministère allemand des Affaires étrangères a indiqué avoir convoqué un représentant de l'ambas-

sade du Togo à Berlin pour exiger du gouvernement togolais une enquête sur les circonstances de l'attaque.

Malgré ce nouvel incident, « fermement condamné » hier par la France et la CEDEAO, l'activité était presque normale hier dans les rues de la capitale togolaise, qui restait quadrillée par les forces de l'ordre.

La quasi-totalité des barricades érigées par les émeutiers ont été détruites par les bulldozers de l'armée ou démantelées.

LE CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE À LA CROISSANCE LA PLUS RAPIDE AU MONDE

Égayez votre
printemps



2 VERSEMENTS
GRATUITS

À LA LOCATION D'UN NOUVEAU
MODÈLE SÉLECTIONNÉ 2005*

OU

0 %
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT^s

LOCATION À
PARTIR DE

159 \$*

PAR MOIS
60 MOIS

FRAIS DE LIVRAISON
ET DESTINATION INCLUS

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Modèle EX illustré†

PDSF : 15 995 \$**

SPECTRA 2005

- Moteur de 2,0 L, DACT • AM/FM/CD/MP3 stéréo
- Six haut-parleurs • Roues de 15 po • Banquette arrière rabattable, partagée 60/40 • Système anti-démarrage
- Suspensions avant et arrière indépendantes

6 COUSSINS GONFLABLES



ASSOCIATION DES JOURNALISTES
AUTOMOBILE DU CANADA

LOCATION À
PARTIR DE

189 \$*

PAR MOIS
60 MOIS

FRAIS DE LIVRAISON
ET DESTINATION INCLUS

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Modèle Spectra5 illustré†

PDSF : 17 395 \$**

LA SPECTRA5 2005

- Moteur de 2,0 L, DACT • Suspensions indépendantes sport
- AM/FM/CD/MP3 stéréo • 6 haut-parleurs • Volant et pommeau du levier de vitesse gainés de cuir • Phares anti-brouillard • Jupes latérales
- Sièges recouverts de tissu sport • Accents métalliques

6 COUSSINS GONFLABLES



PLUS QU'UNE GARANTIE

GARANTIE SANS SOUCI DE 5 ANS/100 000 KM^a

GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS/100 000 KM

ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS DE 5 ANS/100 000 KM



POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE WWW.KIA.CA OU COMPOSEZ LE 1 877 542-2886.

VOS CONCESSIONNAIRES KIA DU QUÉBEC



* Nos programmes de location-bail sont établis, sur approbation du crédit, par Services Financiers de Kia Canada et sont applicables aux modèles présentés : Spectra LX 2005 (ST5455) et Spectra5 2005 (ST5515). Durée de location-bail de 60 mois, avec taux de financement annuels respectifs de 0 % et 0 %; versement initial ou équivalent d'échange de 1 995 \$ et 2 819 \$. Versement du premier mois de 159 \$ et 189 \$ plus frais de livraison et destination de 0 \$, et frais d'acquisition de 350 \$ exigibles à la livraison. L'obligation totale de location-bail pour les modèles présentés est basée sur un prix de détail suggéré du fabricant (PDSF) de 15 995 \$ et 17 395 \$, et se chiffre respectivement à 11 535 \$ et 14 159 \$; l'option d'achat à la fin de la location-bail est évaluée à 4 248 \$ et 4 230 \$ taxes en sus. Le kilométrage alloué pour la location-bail est de 20 000 km/an (d'autres forfaits sont offerts) avec un supplément de 0,10 \$ par kilomètre excédentaire. † 2 versements gratuits à la location auprès de KCFS d'un modèle Rio, Spectra, Sedona ou Sorento 2005 sélectionné. Versements mensuels maximums respectifs, incluant les taxes applicables : 250 \$, 350 \$, 475 \$ et 500 \$. ** PDSF : Spectra5 2005 à partir de 17 395 \$ et Spectra LX 2005 à partir de 15 995 \$. Les plaques, immatriculation, assurances, frais de livraison et destination, et taxes sont en sus, à moins d'indication contraire. Le PDSF des modèles présentés figure ci-dessus. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer les véhicules à prix inférieur. § Un taux de financement à l'achat de 0 % s'applique pour une période maximale de 48 mois, en fonction du modèle du véhicule. Toutes les options de financement à l'achat excluent les frais de livraison et destination, plaques, assurances, frais d'administration et taxes applicables. Exemple de financement à l'achat : un montant de 10 000 \$, à un taux de financement à l'achat de 0,0 %, donne des versements mensuels de 208,33 \$ pour une durée de 48 mois; le coût d'emprunt est de 0 \$ pour un engagement de 10 000 \$. L'offre varie selon le modèle du véhicule. Le versement mensuel et le coût d'emprunt varient selon le montant de l'emprunt, la durée du prêt et le versement initial/équivalent d'échange. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. D'autres options de location et de financement sont offertes. † Les modèles décrits sont légèrement différents des modèles illustrés. Les images incluent des accessoires offerts en option. KIA est une marque de commerce de Kia Motors Corporation. Δ La Garantie sans souci couvre la plupart des composants du véhicule contre les défauts, dans des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Prix, disponibilité et caractéristiques sous réserve de modifications sans préavis. Les renseignements contenus dans cette annonce publicitaire sont supposés être exacts au moment de l'impression.

Le Vietnam 30 ans plus tard: réconciliation

AGENCE FRANCE-PRESSE

HANOI — Le premier ministre vietnamien a exprimé hier la volonté de son pays de guérir les dernières plaies de la guerre, dans la société comme avec ses anciens ennemis étrangers, à la veille du 30^e anniversaire de la « libération de Saigon ».

« Nous voulons développer des rapports amicaux pour renforcer les liens avec les pays ayant participé à la guerre du Vietnam », a souligné Phan Van Khai devant les plus hauts responsables vietnamiens réunis dans le palais Ba Dinh, au coeur de la capitale.

« Nous clôturons le passé et regardons vers l'avenir à l'égard des gens qui étaient dans l'autre camp,

qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays », a-t-il ajouté.

Khai n'a pas directement fait allusion aux centaines de milliers de réfugiés qui ont fui le pays avant ou au moment de la chute de Saigon, par peur des représailles du nouveau régime, et dont beaucoup se sont depuis installés à l'étranger.

Le premier ministre n'a pas non plus nommément cité les familles du sud du pays dont les enfants sont morts pour l'armée du régime de Saigon et qui ont pendant de nombreuses années été traités en perdants. Mais il a clairement invité le pays en entier à surmonter ses divisions.

« La guerre s'est achevée il y a 30 ans. Il faut que chaque Vietnamien, qu'il se trouve au Vietnam ou à

l'étranger, fasse aujourd'hui primer l'esprit de la réconciliation nationale pour contribuer au développement du pays », a insisté Khai.

De fastueuses cérémonies sont

américaine en Asie du Sud-Est et permis le contrôle de tout le pays par le Parti communiste vietnamien (PCV), toujours aux commandes aujourd'hui.

partenaire commercial, en stigmatisant le plus souvent le camp adverse dans son ensemble.

« La victoire du 30 avril a mis fin à trois décennies de lutte contre des forces étrangères agressant notre pays », a-t-il rappelé.

Khai doit se rendre prochainement aux États-Unis, pour la première visited'un premier ministre vietnamien à Washington depuis 30 ans.

« Aujourd'hui, c'est le jour du Vietnam » a sobrement commenté Michael Marine, ambassadeur des États-Unis, à l'issue du discours qu'il avait été invité à entendre.

« Les remarques faites aujourd'hui sont en accord avec l'esprit d'aujourd'hui », a-t-il ajouté.



GRAND PARTENAIRE NATIONAL

Les Olympiques, ça prend du support!

BELL CANADA, GRAND PARTENAIRE NATIONAL
DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES D'HIVER
DE VANCOUVER 2010.

Profitez de cette offre compétitive:

- phototéléphone à **0\$**
- appels illimités au Canada pendant **6 mois**.

COUREZ LA CHANCE DE VOUS ENVOLER
POUR LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER
DE 2006 À TURIN, EN ITALIE¹.

Magasins Espace Bell et Bell Mobilité

L'offre prend fin le 15 mai 2005; réservée aux nouvelles activations de l'appareil sur un forfait Tout-en-un avec un engagement de 3 ans. Les appels au Canada doivent être faits à partir de la zone de couverture de Bell Mobilité; sinon, des frais d'interurbain et d'itinérance peuvent s'appliquer. Services disponibles là où la technologie le permet. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Prix/offre(s) et options sujets à changement sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. Jusqu'à épuisement des stocks. D'autres conditions s'appliquent. ¹Aucun achat requis. Concours ouvert aux résidents du Canada qui ont atteint l'âge de majorité dans leur province de résidence et prend fin le 15 mai 2005. 1 prix à gagner (valeur de 25 000 \$). Règlement du concours disponible en magasin.



Anjou Les Galeries d'Anjou (514) 353-0257	Tour Jean-Talon (Rez-de-chaussée) (514) 270-1155
Beloeil Mail Montenach (450) 446-7176	Montréal-Nord Place Bourassa (514) 322-3202
Brossard Mail Champlain (450) 465-8759	Mont-Tremblant 517, rue de St-Jovite (819) 681-0404
Châteauguay Centre régional Châteauguay (450) 691-7665	Pointe-aux-Trembles 12530, rue Sherbrooke Est (514) 645-4455
Coaticook 18, rue du Manège Place J.R. Lefebvre (819) 849-9997	Pointe-Claire Fairview Pointe-Claire (514) 630-4992
Cowansville Domaine du Parc (450) 263-4444	Repentigny 309, rue Notre-Dame (450) 585-4455
Delson 5, route 132 (450) 635-9999	Les Galeries Rive-Nord (450) 657-4455
Dollard-des-Ormeaux 3352, boul. des Sources (514) 684-6846	Rosemère 232, boul. Curé-Labelle (450) 979-3838
3699, boul. St-Jean (514) 626-8888	Place Rosemère (450) 435-0024
Dorion-Vaudreuil 84, boul. Harwood (450) 424-1416	Salaberry-de-Valleyfield Centre commercial Valleyfield (450) 377-1256
Dorval Les Jardins Dorval (514) 631-1222	Shawinigan 1 Plaza de la Mauricie (819) 539-8691
Drummondville 2265, boul. St-Joseph (819) 478-5178	Sherbrooke 2700, rue King Ouest (819) 823-9994
Promenades Drummondville (819) 474-4433	Carrefour de l'Estrie (819) 565-1605
Gatineau Promenades de l'Outaouais (819) 246-2355	Sorel Les Promenades de Sorel (450) 742-6789
Granby Galeries de Granby (450) 777-4058	St-Bruno-de-Montarville Les Promenades St-Bruno (450) 441-1535
Hull Galeries de Hull (819) 771-2716	St-Agathe-des-Monts 80A, boul. Morin (819) 321-0265
Joliette Les Galeries Joliette (450) 755-5533	St-Eustache Place St-Eustache (450) 623-8500
LaSalle Carrefour Angrignon (514) 364-3071	St-Hubert 5190, boul. Cousineau (450) 676-9919
Laval 1655, boul. St-Martin Ouest (450) 680-1010	3879, boul. Taschereau (450) 926-2020
Carrefour Laval (450) 681-3344	St-Hyacinthe Galeries St-Hyacinthe (450) 778-1749
Carrefour Laval (kiosque) (450) 978-7133	St-Jean-sur-Richelieu 391, boul. Séminaire Nord (450) 348-5210
Centre Laval (450) 680-2355	Carrefour Richelieu (450) 349-4400
Longueuil Place Longueuil (450) 679-4558	St-Jérôme Le Carrefour du Nord (450) 431-3926
Montréal Boul. Décarie (angle Jean-Talon) (514) 739-7777	St-Laurent La Place Vertu (514) 335-2355
9280, boul. de l'Acadie (514) 385-0770	St-Léonard 6050, boul. Métropolitain Est (514) 257-9292
5187, avenue Papineau (angle Laurier) (514) 526-2020	Centre Le Boulevard (514) 376-2288
892, rue Ste-Catherine Ouest (514) 866-6686	Terrebonne Les Galeries Terrebonne (450) 964-7985
Centre Rockland (514) 340-1269	Tracy 604, route Marie-Victorin (450) 746-7777
Place Alexis-Nihon (514) 939-2439	Trois-Rivières 5691, boul. Jean XXIII (819) 376-6849
Place Dupuis (514) 844-1313	Centre Les Rivières (819) 691-0482
Place Versailles (514) 353-8847	Victoriaville 567, boul. des Bois-Francis Sud (819) 357-7777
Plaza Côte-des-Neiges (514) 342-5444	La Grande Place des Bois-Francis (819) 357-5776

PRÉSENTEZ CE COUPON ET RECEVEZ VOTRE ÉPINGLETTE
DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER DE VANCOUVER 2010.
Pas besoin d'entraînement!

Procurez-vous l'édition limitée de l'épinglette des Jeux olympiques d'hiver de Vancouver 2010, offerte GRATUITEMENT dans les magasins Espace Bell et Bell Mobilité exclusivement.

© COVAN, 2005. Utilisée sous licence. Limite de une épinglette par client. Pour un temps limité, jusqu'à épuisement des stocks.



GRAND PARTENAIRE NATIONAL

Rice dans la tourmente latino-américaine

JOONEED KHAN
REGARD SUR
LE MONDE

Condoleezza Rice termine aujourd'hui, au Salvador, sa première tournée de l'Amérique latine comme secrétaire d'État des États-Unis.

La visite, qui comprenait des escales au Brésil, en Colombie et au Chili, était une formalité programmée. Elle s'est révélée une tâche ingrate pour la nouvelle chef de la diplomatie *yankee* à un moment où tout le continent au sud du Rio Grande vire résolument à gauche.

Qui plus est, ce virage se fait dans le cadre d'une mobilisation démocratique et populaire après des décennies d'ingérences violentes des États-Unis pour miner des régimes progressistes élus et soutenir des dictatures sanguinaires qui n'ont pas fini de rendre des comptes.

Aussi les sermons de M^{me} Rice sur la démocratie ont-ils sonné creux. Au Brésil où elle a utilisé 16 fois le mot « liberté » et plus de 50 fois le mot « démocratie » dans un seul discours, le président Lula da Silva, premier président de gauche élu du pays, a plutôt invité les États-Unis à ne pas envenimer les choses avec le Venezuela.

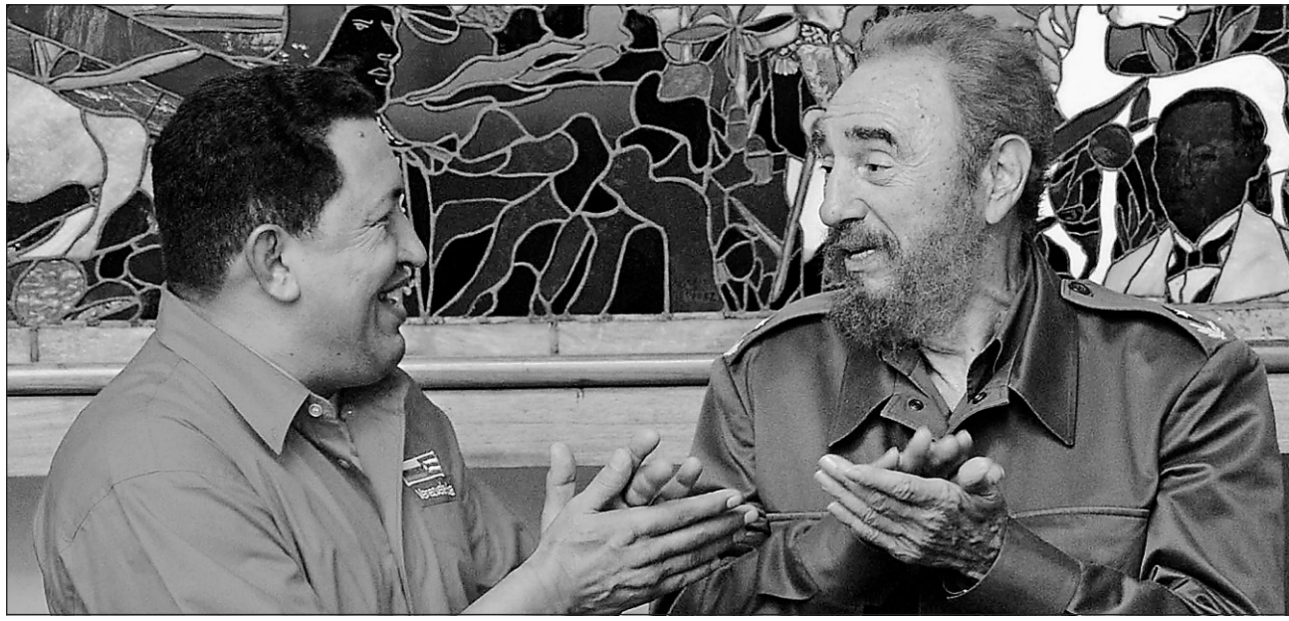
À cause de son régime communiste à parti unique, Cuba est dans une ligue à part. Dans la région, c'est le Venezuela, cinquième producteur mondial de pétrole, qui

est l'épine au pied de l'Oncle Sam : ex-militaire putschiste qui a croupi en prison pour son forfait, mais élu et réélu librement par la suite, Hugo Chavez propose la démocratie « participative » et la solidarité « bolivarienne » pour mettre les ressources du continent au service du peuple et du développement — et contrer l'hégémonie *del Norte*.

Jouant sur ses propres origines afro-états-uniennes et rappelant son enfance dans le *Deep South*, M^{me} Rice a invité le Brésil à épouser « un partenariat de nations multiethniques » pour promouvoir la démocratie. Or, les Brésiliens ont surtout en mémoire l'invasion et l'occupation de l'Irak par la « coalition des volontaires », et ils sont souvent en collision avec Washington dans le cadre de leur mission onusienne en Haïti.

Elle a aussi pressé Brasilia de « ranimer le processus », d'inspiration washingtonienne, devant mener à une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Or, de concert avec Chavez et ses pairs du continent, Lula a lancé, l'an dernier au Pérou, le projet de la CSN (Confédération des nations souveraines). Il vise à renforcer les échanges entre les pays de l'Amérique latine avant d'aborder avec les États-Unis le dossier de la ZLEA.

Au Chili, où le souvenir de la dictature de Pinochet reste vif dans la mémoire populaire, la chef de la diplomatie des États-Unis a même dû reculer sur le choix stratégique d'un nouveau secrétaire général de



Les dirigeants de Cuba et du Venezuela, Fidel Castro et Hugo Chavez, bêtes noires de la Maison-Blanche en Amérique latine, se sont rencontrés cette semaine à La Havane pour parler pétrole.

L'Organisation des États américains (OEA), l'ancien ayant démissionné peu après son élection sous des accusations de corruption au Costa Rica, dont il fut président.

Lors d'une rencontre avec M^{me} Rice et ses homologues de l'OEA à Santiago, le ministre mexicain des Affaires étrangères, Luis Ernesto Derbez, poulain des États-Unis, s'est retiré de la course, laissant le champ libre au candidat chilien, le ministre de l'Intérieur José Miguel Insulza.

Faisant aussitôt figure d'élu alors que son élection doit être entérinée lundi, Insulza a fait plaisir

à Rice en déclarant que « les gouvernements qui ne gouvernent pas de façon démocratique seront rappelés à l'ordre par l'OEA ».

Si l'on doit se fier à la montée en popularité du maire de Mexico, Lopez Obrador, issu du Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition), le Mexique pourrait bien être le prochain pays latino-américain à basculer à gauche.

En Colombie, l'émissaire états-unienne a eu droit une fois de plus aux demandes d'aide accrue de Bogota, un de ses derniers alliés sur le continent, pour mener « la guerre à la drogue » dans le

cadre du Plan Colombie, surtout après la chute récente d'un autre allié régional, Lucio Gutierrez, de l'Équateur voisin, chassé pour ses politiques néolibérales par une révolte de la rue et un Parlement sous pression.

Au Salvador, il s'agissait pour M^{me} Rice de remercier un allié de la « coalition des volontaires » qui a encore des troupes déployées en Irak. Elle a aussi discuté du projet de libre-échange des États-Unis et l'Amérique centrale (CAFTA), le Plan B de Washington face au blocage de la ZLEA.

Khartoum: accord avec des rebelles du Darfour

D'APRÈS AFP

N'DJAMENA — Le gouvernement soudanais et les rebelles du Mouvement national pour la réforme et le développement (MNRD) ont signé jeudi soir à N'Djamena un accord de sécurité qui instaure un cessez-le-feu immédiat entre les deux parties dans le Darfour. Ce protocole, paraphé par le ministre soudanais des Investissements, Cherif Ahmat Oumar Badour, et le secrétaire général du MNRD, Nourène Barcham, prévoit « la cessation de toutes les hostilités entre les deux parties et la libération immédiate des prisonniers », indique le texte de l'accord.

Il impose en outre aux rebelles du MNRD d'« évacuer la zone de Djabal Moune », dans l'ouest de la province soudanaise du Darfour, où des affrontements les ont opposés aux forces de Khartoum en début de semaine et le mois dernier.

Ces combats avaient provoqué l'annulation de la reprise des discussions entre le Soudan et ce mouvement rebelle, programmée lundi à Abéché, à 700 km à l'est de la capitale tchadienne N'Djamena.

100\$ DE RABAIS
avec achat de 1000\$ et plus

Reproduction de meubles d'époque
(sur mesure)

Armoire audio-véo
Mobiliers de
salle à manger et
de chambre.
Lampes et accessoires

Ouvert 7 jours

L'atelier des Compagnons
1269, rue Van Horne, Outremont
(514) 277-5772

Atelier des BASILIÈRES
436, rue Victoria, St-Lambert
(450) 465-8647

Faites-vous partie de ces 750 000 personnes au Québec touchées par les acouphènes, ces bruits plus ou moins continuels dans les oreilles ? Alors

LE REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS POUR PERSONNES AVEC ACOUPHÈNES

le Salon de l'oreille, 4^e édition, est pour vous !

Ce salon national est réalisé par le RQPA, un organisme sans but lucratif qui apporte support et information aux gens souffrant d'acouphènes.

Vous pourrez assister à des conférences en continu, données par un psychologue, des audiologistes, un chercheur universitaire et un chiropraticien, entre autres, et ce, sous un chapiteau distinct des kiosques tenus par les différents organismes et professionnels participants.

Aréna Florian Guindon
220, boul. Arthur-Sauvé, Saint-Eustache
Entrée gratuite
Casse-croûte sur place

Le samedi 7 mai, de 12 h à 17 h
Le dimanche 8 mai, de 10 h à 15 h
RQPA : (514) 276-7772 (1 877 276-7772)
rqpa@rqpa.qc.ca

« LA MALIBU NE FAIT QU'UNE BOUCHÉE DE SES RIVALES AMÉRICAINES ET CORÉENNES »

PHILIPPE LAGUÉ, L'ANNUEL DE L'AUTOMOBILE 2005

Siège du conducteur à réglage électrique en hauteur

Glaces, portes et miroirs à commandes électriques

Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable

Antivol Pass-Key III

Démarrreur à distance installé en usine

Télédéverrouillage des portes

Climatiseur

Pédales à réglage électrique

Lecteur CD à 6 haut-parleurs

Moteur 2,2 L ECOTEC à DACT 4 cyl. de 145 HP

Boîte automatique à 4 vitesses

Régulateur de vitesse

Volant télescopique inclinable

CHEVROLET MALIBU 2005 LA NOUVELLE ÉDITION SPORT

Incluant démarrreur à distance installé en usine
Meilleure économie d'essence que la Toyota Camry LE*

Roues de 15 po en aluminium • Aileron arrière
• Moulures latérales couleur de la carrosserie

298 \$/mois*

0\$ dépôt de sécurité. Terme de 48 mois à la location.
Transport de 1 000\$ et préparation inclus.

0 \$

comptant

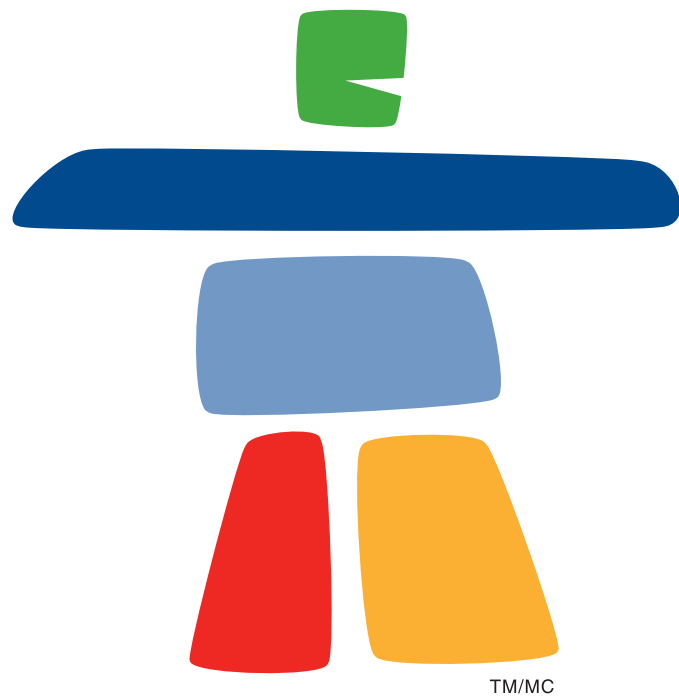
0 %

DE FINANCEMENT À L'ACHAT SUR 48 MOIS*

CHEVROLET

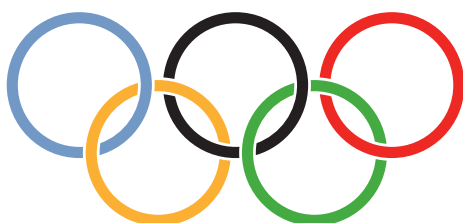
Choisis ta route.

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle Malibu édition sport 2005 (ZS69P7C). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Frais liés à l'inscription au Régistre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. *A la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c du km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. Taux de financement à l'achat de 0%, pour un terme de 48 mois sur approbation de crédit de GMAC seulement. *Selon le Guide de consommation de carburant 2005 publié par Ressources naturelles Canada. Étude sur la performance, la construction et l'aménagement d'automobiles en 2004 aux É.-U. (AEPAL) de J.D. Power and Associates. Étude basée sur 102 951 réponses de consommateurs aux É.-U. www.jdpower.com. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incluant d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com.



TM/MC

vancouver 2010



ILANAAQ

Pendant des siècles, les peuples inuit de l'Arctique canadien ont édifié des structures de pierre évoquant la silhouette humaine appelées inukshuk, destinées à servir de points de repère aux voyageurs parcourant les vastes espaces du Grand Nord. Au fil des ans, l'inukshuk est devenu un symbole d'espoir et d'amitié, l'expression éternelle de l'hospitalité d'une nation qui accueille les peuples du monde entier à bras ouverts.

L'emblème des Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver est l'interprétation contemporaine de l'inukshuk. Il porte le nom de « Ilanaaq », qui signifie « ami » en inuit.

Du Nunavut à Terre-Neuve en passant par les rives de la baie English de Vancouver, Ilanaaq transmet le message de bienvenue d'une nation façonnée par sa riche diversité culturelle et naturelle. Il est issu d'une contrée de neige et de glace, des éléments naturels célébrés d'un bout à l'autre du Canada et qui sont aussi au cœur des Jeux olympiques d'hiver. Ses couleurs reflètent celles des paysages du Canada et de la région hôte – le bleu représente l'océan, le ciel et les montagnes côtières, le vert correspond aux forêts, le rouge à la feuille d'érable du drapeau canadien, tandis que l'or évoque les levers de soleil qui embrasent la silhouette de la ville et les sommets enneigés des montagnes, de Vancouver à Whistler.

Voici Ilanaaq, l'emblème officiel des Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. Il est le symbole des Jeux olympiques du Canada et l'ami qui nous aidera à souhaiter la bienvenue au monde entier en 2010.

Le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver souhaite exprimer ses plus sincères remerciements à ses partenaires du gouvernement ainsi qu'à ses commanditaires pour leur engagement et leur soutien. Ensemble, nous parviendrons à édifier un Canada plus fort, animé par sa passion pour le sport, la culture et la durabilité.

PARTENAIRES OLYMPIQUES MONDIAUX



GRANDS PARTENAIRES NATIONAUX



PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX

